



DEVELOPMENT POLICY FORUM



FORUM SUR LA POLITIQUE DE DEVELOPPEMENT



AIDER L'AFRIQUE A SE NOURRIR

Promouvoir l'agriculture pour lutter contre la pauvreté et la faim



Eleveurs de tomates, Brong-Ahafo, Ghana

Un rapport du Development Policy Forum (DPF)

Printemps 2010

Avec le soutien de

*En association avec la
Commission européenne
- DG Développement*

En coopération avec



DEVELOPMENT POLICY FORUM (DPF)

Le **Development Policy Forum (DPF)** est un partenariat entre le think-tank bruxellois *Friends of Europe - Les Amis de l'Europe*, les Nations Unies, la Banque Mondiale, l'Agence Française de Développement (AFD), le Ministère britannique pour le Développement International (DFID) et le Deutsche Gesellschaft für Technische Zusammenarbeit (GTZ), avec le soutien de la fondation Friedrich Ebert et le Fonds Monétaire International (FMI), et en association avec la Direction Générale pour le Développement et les Relations avec les pays ACP de la Commission européenne.

Le but de ce partenariat est d'étudier de manière systématique les questions d'avenir en matière de politique de développement grâce à des débats vivants et des analyses écrites pointues.

Tous les partenaires ont remarqué le besoin croissant d'un espace adéquat et neutre pour le débat et l'analyse des questions de politique de développement à Bruxelles. Bon nombre de débats relatifs au développement sont de nature ponctuelle ou initiés par les acteurs même de la politique de développement européenne. Pour stimuler un intérêt plus large sur ces questions, le DPF propose un nouvel espace à Bruxelles pour traiter de ces sujets.

Les objectifs du DPF sont de :

- sensibiliser aux questions de développement ;
- promouvoir le débat sur des questions de politique, d'économie et de société particulières et interconnectées ;
- réunir les autorités politiques, les membres nationaux, internationaux et européens des organisations liées au développement, les chroniqueurs et représentants du monde des affaires pour discuter et débattre des questions de développement.

L'essentiel des débats ainsi que les rapports publiés à l'occasion du DPF sont largement diffusés par *Friends of Europe - Les Amis de l'Europe* afin d'attirer l'attention sur les principales conclusions à travers toute l'Europe et au-delà.

AIDER L'AFRIQUE A SE NOURRIR

*Promouvoir l'agriculture pour lutter contre
la pauvreté et la faim*

Un rapport du
Development Policy Forum (DPF)

Printemps 2010

Ce rapport reflète l'analyse indépendante de ses auteurs. Les opinions exprimées ne sont pas nécessairement celles de Friends of Europe – Les Amis de l'Europe, son conseil d'administration, ses membres et partenaires, ni des personnes consultées pour l'élaboration de ce rapport, ni du consortium Futures Agricultures ou de l'Institut du développement d'outre-mer.

La reproduction totale ou en partie de ce document est autorisée, à condition que tout le crédit en soit rendu à Friends of Europe – Les Amis de l'Europe, et à condition que cette reproduction, totale ou en partie, ne soit pas vendue, sauf si elle est intégrée à d'autres études.

Ce rapport repose sur les ouvrages publiés par divers experts et chercheurs dans le domaine de l'aide au développement, listés en Annexe A, ainsi que sur l'examen d'opinions recueillies lors d'interviews ou d'entretiens téléphoniques. Sauf mention contraire, les citations dans ce rapport sont extraites de ces interviews. Les citations de collègues du consortium Futures Agricultures ont été extraites de brèves déclarations faites à Nairobi, en février 2009.

Les auteurs souhaitent remercier tous ceux qui ont pris le temps de partager leurs idées et leur expertise avec les auteurs. Ils regrettent de ne pouvoir, faute de place, citer davantage ceux qui ont été consultés.

Auteurs: Steve Wiggins & Henri Leturque

Steve Wiggins est spécialiste de l'économie agricole et Henri Leturque, biologiste et spécialiste du développement rural; ils sont respectivement chercheur associé et directeur de recherche à l'Institut du développement d'outre-mer, à Londres. Tous deux ont vécu et travaillé en Afrique.

Email de l'auteur à contacter : s.wiggins@odi.org.uk

Editeur : **Geert Cami**

Directeur de projet : **Nathalie Furrer**

Responsable de projet : **Ringailé Trakymaitė**

Design & mise en page : www.lapetiteboite.org

Photo de couverture : **Steve Wiggins**

Friends of Europe – Les Amis de l'Europe

Bibliothèque Solvay • Parc Léopold • Rue Belliard 137 • 1040 Brussels

Tel.: +32 (0)2 737 91 45 • Fax: +32 (0)2 738 75 97

Email: info@friendsofeurope.org • Site web : www.friendsofeurope.org

Ce rapport est imprimé sur du papier recyclé

TABLE DES MATIERES

Résumé	7
1. Introduction	15
2. Etat actuel de la sécurité alimentaire et de l'agriculture en Afrique	20
Sécurité alimentaire.....	20
Explication de ces résultats	24
Disponibilité des aliments en Afrique	24
Accessibilité des aliments	28
Utilisation des aliments	31
Débat.....	32
3. Expliquer la performance décevante de l'agriculture africaine	34
Géographie, dégradation de l'environnement et baisse de la fertilité.....	34
Manque d'innovation technique	37
Conditions extérieures : subventions de l'OCDE et règles commerciales	39
Absence de demande effective de produits agricoles	40
Echecs gouvernementaux : des investissements trop faibles et des politiques qui dissuadent les investisseurs	42
Défaillances du marché, notamment pour le crédit et les intrants, et cercle vicieux de la pauvreté	47
4. Expliquer aussi le succès	51
5. Se tourner vers l'avenir.....	59
Population, environnement, changement climatique et autres chocs	59
Les marchés et la demande de produits agricoles	61
Biotechnologies et autres avancées techniques	62
Politique gouvernementale et donateurs	66
Potentiel des terres non cultivées	67
6. Développement agricole: quelle évolution ?	70
Consensus	70
...et controverse.....	73
Etats et marchés.....	73
Libéralisation des échanges	77
Perspectives pour les petites exploitations agricoles	78
La technologie : progressive ou révolutionnaire?	82
Epilogue : le poids des ruraux et la meilleure gouvernance	85
7. Conclusions	88
Bibliographie.....	93
Annexe : Liste des personnes consultées	97

ABREVIATIONS

AGRA	Alliance for a green revolution in Africa/ Alliance pour une révolution verte en Afrique
Bt	Bacillus Thuriengiensis, bactérie produisant des toxines qui en font un insecticide
CMAOC	Conférence des Ministres de l'Agriculture de l'Afrique de l'Ouest et du Centre
EAFF	East African Farmers' Federation / Fédération des agriculteurs d'Afrique de l'Est
FIDA	Fonds international de développement agricole
FMI	Fonds monétaire international
GM	Génétiquement modifié
IFPRI	International Food Policy Research Institute / Institut international de recherche sur les politiques alimentaires
NEPAD	New Partnership for Africa's Development / Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique
OAA	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
OCDE	Organisation de coopération et de développement économiques
OMC	Organisation mondiale du commerce
OMD	Objectif du Millénaire pour le développement
PIB	Produit intérieur brut
PPDAA	Programme détaillé pour le développement de l'agriculture africaine
PROPAC	Plateforme sous-régionale des organisations paysannes d'Afrique Centrale
ROPPA	Réseau des Organisations Paysannes et de Producteurs de l'Afrique de l'Ouest
SACAU	Southern African Confederation of Agricultural Unions / Confédération des syndicats agricoles d'Afrique australe
UA	Union africaine
UMAGRI	Union Maghrébine des Agriculteurs

RESUME

- Il y a de vraies raisons de s'inquiéter sur l'état de la faim en Afrique : selon les estimations, près d'un tiers de la population manque de nourriture, tandis que plus d'un quart des enfants des pays subsahariens présente une insuffisance pondérale. De plus, trop souvent, certaines régions d'Afrique souffrent encore plus de la faim en cas de mauvaises récoltes ou de conflits. L'Afrique peut-elle se nourrir? Que faut-il faire?
- Ce rapport présente les informations et les opinions recueillies à partir des statistiques disponibles, de nombreux ouvrages et d'interviews d'experts clés réalisées par téléphone et par email. Il examine les aspects liés à la sécurité alimentaire, les difficultés et les succès de l'agriculture observés à ce jour, les défis à venir et les points d'entente et de désaccord.
- Il en tire les principales conclusions suivantes :
- L'Afrique souffre terriblement de la faim : au sud du Sahara, la FAO estime que près d'une personne sur trois manque de nourriture, soit 265 millions de personnes au total, tandis que plus d'un quart (28%) des enfants de moins de cinq ans présente une insuffisance pondérale.
- La production agricole en Afrique n'a connu qu'une lente progression au cours des quarante dernières années : exprimée par personne, elle n'a presque pas augmenté au cours de cette période.
- Expliquer la faim par le manque de nourriture serait trop simple. Le lien est moins direct qu'on pourrait l'imaginer. C'est la pauvreté, et non le manque de nourriture, qui est à l'origine de la faim et, avec la santé et les soins, de la malnutrition. Mais étant donné le nombre d'Africains pauvres travaillant dans l'agriculture ou ayant des activités qui y sont liées, l'agriculture est un moyen efficace de réduire la pauvreté et donc la faim.
- Il faut également tenir compte des grandes variations observées à travers le continent. Les niveaux de sécurité alimentaire et les facteurs liés à la sécurité alimentaire (la disponibilité des aliments, leur accessibilité et leur utilisation) sont très différents parmi les cinquante cinq pays d'Afrique. Ce qui laisse supposer que les enjeux ne sont pas liés à la géographie ou à l'histoire de l'Afrique, mais à la politique menée dans tel ou tel pays.

- Au moins une demi-douzaine de facteurs sont fréquemment cités pour expliquer les résultats décevants de l'agriculture africaine. Parmi eux figurent la situation géographique complexe de l'Afrique, où de grandes régions ont un climat semi-aride et des sols pauvres et où l'état de l'environnement se dégrade en raison de la surexploitation des ressources par la population; le manque de motivation des agriculteurs en l'absence de demande effective quand l'urbanisation est limitée, à cause de faibles revenus et d'un mauvais accès au marché; des conditions extérieures défavorables, les agriculteurs des pays de l'OCDE, soutenus par des subventions, pouvant écouler à bas prix des produits sur les marchés africains et l'accès à certains marchés du Nord étant bloqué par des règles commerciales; le manque de technologies adaptées aux multiples systèmes de l'Afrique; les défaillances de marchés qui ont privilégié les zones urbaines par rapport aux zones rurales ou ont détourné les investissements privés destinés à l'agriculture. La diversité des points de vue reflète les conditions et les expériences très variées sur ce continent immense, où toute une série de facteurs a un impact différent dans le temps et dans l'espace.
- Toujours sur le thème de la variation, il ne faut pas oublier que l'agriculture africaine a connu certains succès. Ils ne sont peut-être pas généralisés ou toujours pérennes, mais ils existent. Ces succès sont liés à des agriculteurs stimulés par la demande effective de produits commercialisés; à l'adoption d'avancées techniques (certaines reposant sur des innovations locales, d'autres issues de la recherche publique); dans un contexte de chaînes d'approvisionnement performantes – organisées parfois par des entreprises publiques – et un environnement économique qui favorise les investissements et l'innovation.
- L'avenir est plein de défis, notamment dans le domaine du changement climatique; mais il comporte aussi des opportunités, comme la demande de produits agricoles, qui risque d'être forte de la part de citoyens de plus en plus nombreux et urbains en Afrique et en Asie.
- Les gouvernements et les donateurs ont récemment reconnu que le secteur de l'agriculture avait été négligé et qu'il fallait davantage le soutenir, en renforçant notamment

les investissements publics. Ces objectifs figurent dans la déclaration de Maputo de 2003, dans laquelle les dirigeants africains se sont engagés à allouer 10% de leur budget au développement agricole et à atteindre un taux de croissance de l'agriculture de 6%. NEPAD a lancé le Programme détaillé pour le développement de l'agriculture africaine (PPDAA), un programme également soutenu par l'Union africaine. Le PPDAA bénéficie d'un large soutien et permet d'encadrer les efforts des gouvernements et des donateurs. Des initiatives privées telles que l'Alliance pour une Révolution verte en Afrique (AGRA), financée en grande partie par la Fondation Bill & Melinda Gates, viennent compléter ce programme et reflètent le consensus selon lequel il faut faire plus d'efforts.

- Il faut néanmoins apporter deux réserves à ce consensus. La première est que la question ne concerne pas seulement le montant des fonds alloués à l'agriculture, mais également leur destination : l'argument étant qu'il faut réinvestir dans les biens publics en milieu rural (comme les routes, la recherche et développement, l'éducation en milieu rural, l'assainissement de l'eau et les soins de santé). La deuxième est

qu'il faut également améliorer la gouvernance. Tant que les ruraux ne pourront pas intervenir davantage dans le processus décisionnel, ils n'auront pas l'attention qu'ils méritent et les programmes et politiques mis en œuvre en leur nom ne seront pas adaptés.

- Au-delà du consensus, on constate quatre points de divergence. Le premier porte sur la question de savoir **dans quelle mesure l'Etat doit intervenir sur les marchés pour corriger leurs défaillances**. Quand le secteur privé ne fournit aucun intrant ni aucun service financier en milieu rural, l'Etat doit-il alors intervenir comme dans le passé? Ou faut-il innover sur le plan institutionnel afin d'encourager les entreprises privées à combler ce manque? Au cours des quatre dernières récoltes, le Malawi a décidé de subventionner les engrais pour corriger les défaillances avérées du marché, ce qui a apparemment donné lieu à quatre récoltes exceptionnelles consécutives. Toutefois, certains se demandent si ce coût est durable et si les résultats n'auraient pas été meilleurs en allouant les mêmes fonds uniquement à des biens publics.

AGENCE FRANÇAISE DE DÉVELOPPEMENT (AFD)

Institution financière, l'**Agence Française de Développement (AFD)** est au cœur du dispositif français de l'aide publique en faveur des pays pauvres. Sa mission : participer au financement du développement.

En 2009, l'AFD a contribué plus de **€6.1 milliard à plus de 60 pays en voie de développement** en Afrique, en Asie, dans le Bassin méditerranéen, au Moyen-Orient, en Amérique du Sud, et dans l'Outre-mer.

Grâce à la **large gamme d'instruments financiers** qu'elle a su développer et enrichir, l'AFD soutient les pouvoirs publics, le secteur privé et les réseaux associatifs locaux pour la mise en œuvre de projets économiques et sociaux très divers. Elle intervient ainsi dans cinq continents et dans les collectivités d'Outre-mer.

Ses actions en faveur de la croissance économique et de la préservation de l'environnement s'inscrivent directement dans le cadre des **Objectifs du Millénaire (OMD)**. Ces objectifs de développement prioritaires ont été définis en 2000 par les Nations unies, visant à réduire de moitié la pauvreté dans le monde d'ici à 2015.

L'AFD contribue également à la préservation des biens publics mondiaux et peut répondre à des situations de crise. Elle développe aussi des **partenariats financiers et intellectuels** avec d'autres bailleurs de fonds et s'attache à défendre l'influence française dans la sphère du développement.

Au plus près du terrain en Afrique, en Asie, dans le pourtour méditerranéen, au Moyen-Orient, en Europe de l'Est et dans l'Outre-mer, l'AFD intervient avec efficacité et réactivité grâce à **son réseau d'agences et à ses différentes filiales**. Le Groupe AFD, c'est plus d'un millier d'agents qui mettent chaque jour leurs compétences, leur savoir-faire et leur engagement au service du développement.

Pour plus d'informations :

www.afd.fr

développeur d'avenirs durables



- Le deuxième concerne la **libéralisation des échanges**. Si certains sont en faveur du libre échange, d'autres recommandent de protéger l'agriculture africaine des importations. Et ce, notamment dans le cas où les marchés mondiaux sont fortement déséquilibrés à cause des exportations de céréales, de bœuf et de produits laitiers produits dans le Nord par des agriculteurs subventionnés. Cela vaut également pour les céréales exportées. Le coton américain, cultivé grâce aux subventions généreuses du gouvernement, qui permettent de l'exporter à faible coût, diminue ainsi les recettes des éleveurs de coton africains.
- Les avis sont très divisés sur le choix des **technologies** et sur la façon d'innover dans le domaine de l'agriculture. L'Afrique doit-elle utiliser davantage d'intrants externes ou doit-elle trouver des systèmes pour en utiliser moins? Les avis divergent avant tout sur l'utilisation des biotechnologies, sur l'autorisation ou non de céréales et d'espèces transgéniques et sur qui doit avoir le contrôle de ces technologies. Si certains sont très méfiants à l'égard des technologies détenues par des entreprises transnationales, d'autres sont tout aussi méfiants concernant les activités des centres de recherche internationaux sur l'agriculture, regroupés sous l'égide du GCRAI.
- Le dernier point de désaccord consiste à déterminer si les **petites exploitations agricoles** peuvent investir, innover et produire de la croissance, ou s'il faut donner plus de marge de manœuvre aux grandes exploitations, qui sont censées avoir une gestion plus efficace, avoir accès au savoir-faire et disposer de suffisamment de fonds pour intensifier la production. Ces arguments ont été renforcés par la vague de projets, annoncés par les pays importateurs de denrées à la suite de l'envolée des prix de 2007/08, en vue d'acquérir des terrains en Afrique pour cultiver, sur de grandes exploitations agricoles, des céréales destinées à l'exportation vers les pays du Golfe et certaines régions d'Asie.
- A la défense des petites exploitations agricoles, l'histoire montre qu'aux premiers stades du développement agricole, leur petite taille n'a généralement pas empêché la croissance ou la préservation des ressources. Les petits exploitants innover, investissent et préservent leurs sols et leur eau (si les bonnes conditions sont réunies). C'est ce qui s'est produit lors des révolutions vertes en Asie; cela a également été le cas en Afrique.

- Le développement agricole serait-il renforcé par les investissements plus importants et le savoir faire que les grandes entreprises peuvent mobiliser? Oui, mais la question est de savoir s'il faut pour cela accorder des concessions agricoles à de grandes exploitations, ou si cela peut se faire sous la forme de contrats agricoles et d'une coopération reliant les grandes entreprises aux petits agriculteurs dans la chaîne d'approvisionnement. Il y a des raisons de continuer à privilégier les petites exploitations. Elles comportent des avantages techniques et économiques sur le plan de la gestion du travail domestique, qui en réalité s'auto-supervise. Le développement des petits agriculteurs peut s'avérer notamment efficace pour réduire la pauvreté et la faim, car il a tendance à requérir de la main d'œuvre, auprès de la famille, mais également des voisins qui n'ont pas de terre et sont en général pauvres; il crée ainsi des emplois et des revenus pour ceux qui en ont besoin. Quand les petits exploitants dépensent leurs économies, ils ont tendance à le faire localement afin que des emplois soient créés dans l'économie rurale autour de la terre.
- Que peut-on en conclure? Les décideurs peuvent en tirer quatre enseignements :
 1. Les situations et les expériences varient grandement à travers le continent africain. Il est donc peu probable qu'il existe une solution universelle à tous les problèmes auxquels ce dernier est confronté. Au contraire, l'analyse et le choix des options doivent se faire en grande partie au niveau national. On peut le voir de façon positive : si l'agriculture de certains pays a pu se développer et prospérer, alors tel peut être le cas pour d'autres. Malgré sa situation enclavée, le Burkina Faso sahélien (dont les succès dans le domaine de l'agriculture mériteraient d'être davantage connus) est parvenu à le faire, alors pourquoi pas d'autres?
 2. Les politiques ne doivent pas forcément être parfaites. Le plus important est de bien appréhender la situation et d'éviter des erreurs majeures. Parmi ces dernières figurent les conflits et l'instabilité politique, le chaos macro-économique, la taxation très implicite de l'agriculture et le grave sous-investissement dans les infrastructures rurales, les écoles, les centres de soin et la recherche et développement agricole. Ainsi, un pays ayant une macro-économie relativement stable, un climat assez propice aux investissements, qui

investit suffisamment dans les biens publics en milieu rural et qui

“Reconnaître la diversité et l’hétérogénéité de l’agriculture à travers le continent.

Eviter les solutions faciles et biaisées sur le plan idéologique. Reconnaître que l’agriculture est et restera un secteur à part, qui ne peut être abordé ni avec une idéologie néoromantique, ni avec une idéologie néolibérale.”

Detlev Puetz, Principal Officier d’Evaluation, Banque Africaine de Développement

parvient à réduire les défaillances des marchés ruraux, a des chances de voir son agriculture se développer et devenir plus productive. Ce qui doit s’accompagner d’une baisse conséquente de la pauvreté en milieu rural et de progrès dans le domaine de la nutrition.

3. Il est possible d’apprendre beaucoup de l’Afrique. Avec ses cinquante cinq pays, le continent est riche d’expériences diverses et variées. Jusqu’à présent, les expériences de développement rural et agricole n’ont pas été suffisamment évaluées et les leçons tirées de ces analyses potentielles pas suffisamment diffusées. Nous

nous sommes beaucoup trop focalisés sur les problèmes, et non sur les succès en vue de les reproduire.

4. La question aujourd’hui est plus particulièrement de savoir si les initiatives lancées ces dernières années (notamment avec le PPDA et l’AGRA) sont les bonnes. L’agriculture a souffert d’un manque d’investissement dans la plupart des régions africaines. Les initiatives tentant de remédier à ce problème sont les bienvenues. Les nouveaux investissements doivent aller en priorité aux biens publics (infrastructures rurales, écoles, centres de soin, eau et recherche et développement agricole). Ils doivent s’accompagner d’une stabilité macroéconomique et d’efforts en vue de corriger les défaillances du marché.

- Reste toutefois la question épineuse des défaillances du marché. Alors qu’il est assez simple de gérer la macroéconomie et de fournir des biens publics, corriger les défaillances du marché est un exercice difficile. Diverses mesures peuvent être appliquées les unes à la suite des autres, comme renforcer les institutions, faciliter les partenariats public-privé, intervenir de façon judicieuse sur le marché et accorder des subventions ‘intelligentes’ si

nécessaire. Il n'est pas facile de déterminer quelle solution convient à telle ou telle situation et seule une méthode par tâtonnements risque de permettre de trouver des réponses efficaces. Les gouvernements devront souvent intervenir pour faciliter, arbitrer et trouver des accords entre parties privées. Pour certains ministères de l'agriculture et leur personnel, cela risque d'être difficile. Cependant, si les besoins sont identifiés et les mesures sont prises, les défis pourront probablement être relevés.

Enfin, si l'objectif de l'agriculture est d'améliorer la nutrition, il faut alors prêter autant attention aux aspects de la nutrition liés à la santé qu'à ceux liés à l'agriculture. L'accès à l'eau potable, à des installations sanitaires et à des mesures de santé fondamentales, comme la vaccination, fait également partie des Objectifs du Millénaire pour le développement. Etant donné les fonds et la volonté, atteindre ces objectifs est assez simple. S'assurer que les générations futures démarrent bien dans la vie sera bien sûr un immense atout pour l'agriculture sur le long terme.

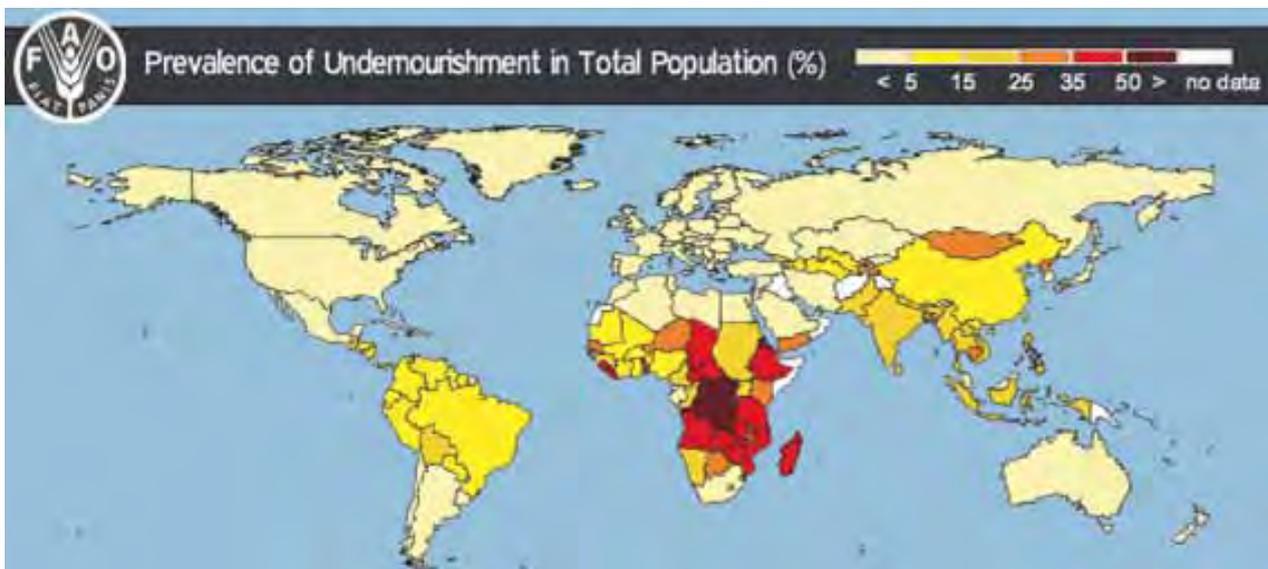
Quelles conclusions tirer pour les donateurs européens qui tentent d'aider les pays africains, les commissions économiques régionales et l'Union africaine en vue de stimuler

le développement agricole? La plus évidente est de financer et de soutenir les initiatives africaines : cela va sans dire. Au-delà, les donateurs, qui traitent avec de nombreux pays et dans des contextes divers et variés, doivent reconnaître l'importance d'une analyse spécifique par pays et par région. Ils doivent également admettre que si certaines choses sont assez simples à prévoir, à financer et à mettre en œuvre, d'autres grands enjeux nécessitent des tâtonnements pour trouver les réponses adaptées aux situations locales. Les efforts des donateurs doivent également être plus soutenus, pour permettre aux évolutions prometteuses de s'inscrire sur le long terme, avant de s'attaquer à d'autres enjeux et d'y consacrer des fonds. Les donateurs pourraient également s'assurer que les efforts liés au développement sont davantage évalués et que les leçons tirées de ces analyses sont diffusées efficacement auprès des pays.

1. INTRODUCTION

L'Afrique souffre de la faim de façon chronique. A la suite de la flambée des prix des denrées en 2007/08, la FAO estime que le nombre de personnes souffrant de malnutrition en Afrique sub-saharienne a augmenté de 12% pour atteindre un total de 265 millions, soit près d'un tiers de la population. Dans la même région, plus d'un quart (28%) des enfants de moins de cinq ans présentait une insuffisance pondérale en 2006. La carte de la faim de la FAO (voir l'illustration 1.1) montre que de grandes parties de l'Afrique souffrent de la faim de façon chronique et généralisée. Seule l'Asie du sud connaît des niveaux de famine comparables. Comme si cela ne suffisait pas, certaines régions sont régulièrement victimes de crises alimentaires et de famines: il ne se passe pas une année sans que la communauté internationale ne demande de l'aide pour lutter contre la faim. Ces faits alarmants suscitent les interrogations suivantes : L'Afrique peut-elle se nourrir? Et si oui, comment?

Illustration 1.1: Carte de la faim, 2010, FAO



Source: FAO [<http://www.fao.org/economic/ess/statistiques-de-securite-alimentaire/carte-de-la-faim-de-la-fao/fr/>]

Ces questions paraissent simples, mais il est compliqué d'y répondre car la faim et la malnutrition ne sont dues qu'en partie au manque de production vivrière. En effet, et pour anticiper sur la suite de ce rapport, l'Afrique produit suffisamment

de denrées (sans compter les ressources supplémentaires dont elle dispose grâce aux importations et à l'aide alimentaire) pour nourrir convenablement toute sa population; il suffirait pour cela que ces denrées soient distribuées de façon homogène et équitable. C'est la pauvreté, et non le manque concret de nourriture, qui condamne tant d'Africains à la faim. Et pour de nombreux enfants sous-alimentés, le manque de nourriture n'est qu'une de leurs préoccupations : la maladie, souvent liée à l'eau insalubre et à l'hygiène, est tout autant problématique.

Cependant, l'agriculture est essentielle pour la sécurité alimentaire de nombreux Africains. Une grande partie de la population vit encore en milieu rural et la plupart des Africains cultivent leurs terres : il s'agit d'une source de revenu incontournable. Le développement agricole peut réduire la pauvreté et la faim, car il génère des revenus pour les agriculteurs et pour ceux qui travaillent dans les chaînes agricoles et alimentaires contrôlant les entrées, le transport, le stockage et le traitement des produits agricoles. De plus, sur les marchés nationaux, qui sont souvent isolés des marchés mondiaux par la distance et les coûts de transport élevés, renforcer la production vivrière peut contribuer à réduire le coût réel des denrées au bénéfice des pauvres. D'où les enjeux liés à l'agriculture, même si son impact sur la faim peut être moins direct qu'on ne pourrait le croire.

Malgré le lien étroit entre insécurité alimentaire et malnutrition ('la faim' pour parler de façon générale), leur définition et les concepts qui les sous-tendent sont très différents, comme l'illustre l'encadré A. Même si le lien entre la faim et la production vivrière n'est qu'indirect, la plupart des débats sur la faim en Afrique portent essentiellement sur la production vivrière. Il faut remettre en cause cette simplification.

Ce rapport commence par dresser un état des lieux de la sécurité alimentaire en Afrique. Il tente ensuite d'expliquer les difficultés de la production vivrière et nuance cette analyse en soulignant les succès de l'agriculture, trop vite oubliés. Il passe en revue les nouvelles tendances et les défis à venir. Il évoque ensuite les principaux enjeux de la politique actuelle et future, en examinant de plus près certaines des principales controverses, avant de conclure.

MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT INTERNATIONAL (DFID)

Le gouvernement britannique considère qu'il est dans l'intérêt de tous d'aider les gens pauvres à avoir une vie meilleure. La mission du DFID consiste à garantir que l'aide britannique est la plus efficace possible pour aider les pauvres dans le monde.

Notre structure et nos équipes

DFID est la branche du gouvernement britannique qui gère l'aide du Royaume-Uni en vue d'aider les pays pauvres et d'éliminer l'extrême pauvreté. Nous sommes dirigés par un membre du Cabinet, soit l'un des principaux ministres du gouvernement. Ce qui, en soi, montre la détermination du gouvernement britannique à lutter contre la pauvreté dans le monde.

Nous sommes présents dans 150 pays et comptons 2600 employés, dont la moitié travaille à l'étranger. Nos sièges sont situés à Londres et à East Kilbride, près de Glasgow, et nous avons 64 bureaux à l'étranger.

Nos objectifs

Nos activités s'articulent autour de deux séries d'objectifs. Nous nous efforçons tout d'abord d'atteindre les Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD), les objectifs internationaux fixés par les Nations unies (ONU) pour réduire de moitié la pauvreté dans le monde d'ici 2015. Le *Public Service Agreement* (PSA) du gouvernement fixe ensuite des objectifs selon lesquels nous évaluons nos progrès en vue d'atteindre les OMD.

Notre mode de fonctionnement

Nous travaillons avec les gouvernements des pays en développement, ainsi qu'avec des fondations, des entreprises et des organismes internationaux, notamment la Banque mondiale, les agences onusiennes et la Commission européenne. Tous nos partenaires partagent notre ambition d'atteindre les OMD.

En 2008-09, l'aide que nous avons fournie aux pays pauvres s'est élevée à 5,5 milliards de livres. Notre budget passera à 7,8 milliards de livres d'ici à 2010-11. D'ici à 2013, l'équivalent de 0,7% du revenu national brut du Royaume-Uni sera consacré à l'aide au développement, contre 0,36% en 2007-08.

Les valeurs du DFID

Les valeurs du DFID reflètent nos efforts en vue d'atteindre notre objectif stratégique, à savoir réduire de moitié la pauvreté dans le monde d'ici 2015. Elles encadrent également notre objectif d'améliorer nos résultats.

Nos valeurs sont les suivantes :

- Ambition et détermination à éliminer la pauvreté;
- Diversité et nécessité d'un équilibre entre vie privée et vie professionnelle;
- Capacité à coopérer de façon efficace avec les autres;
- Envie d'écouter, d'apprendre et de faire preuve de créativité ;
- Professionnalisme et savoir.

Ces valeurs sont soutenues par nos politiques et nos procédures. Il est bien sûr fondamental que nos comportements les reflètent et les soutiennent également.



DFID a créé un nouveau logo pour indiquer l'utilisation des fonds britanniques en vue de lutter contre la pauvreté dans le monde.

Pour plus d'informations :

www.dfid.gov.uk

Encadré A : Définir la sécurité alimentaire et la malnutrition

Dans la plupart des définitions, la **sécurité alimentaire** fait référence à la disponibilité ainsi qu'à l'accès à la nourriture en quantité et en qualité suffisantes.

'On parle de sécurité alimentaire quand toute une population a, en tout temps, un accès matériel et socioéconomique garanti à des aliments sains et nutritifs en quantité suffisante pour couvrir ses besoins physiologiques, répondant à ses préférences alimentaires, et lui permettant de mener une vie active et d'être en bonne santé.' (FAO 1996).

La sécurité alimentaire repose sur trois piliers : la disponibilité des aliments, leur accessibilité et leur utilisation. La disponibilité signifie que les aliments sont disponibles en quantité suffisante et de façon constante. L'accessibilité consiste à avoir des ressources suffisantes pour accéder à des aliments sains et couvrir ainsi ses besoins physiologiques. L'utilisation se réfère à une utilisation appropriée des aliments, fondée sur une connaissance de la nutrition et des soins fondamentaux, ainsi que l'eau et les conditions d'hygiène adéquates.

On utilise parfois l'expression de 'sécurité alimentaire' pour parler d'autoapprovisionnement alimentaire. Ce qui est erroné, car le lien entre la production nationale et la faim est parfois ténu. L'Inde est généralement auto-suffisante au niveau de sa production de céréales; pourtant l'essentiel de sa population souffre de malnutrition. L'Islande, à l'inverse, importe beaucoup de produits alimentaires et sa population est bien nourrie. Dans ce rapport, la sécurité alimentaire ne concerne que l'alimentation des individus.

L'insécurité alimentaire peut être chronique, bien qu'elle varie généralement selon les saisons; la faim se fait surtout sentir les derniers mois avant la principale récolte, quand la population manque de nourriture et de revenus. En plus de la sous-alimentation chronique, le nombre de personnes souffrant de sous-alimentation temporaire peut fortement augmenter en temps de crise (voir l'encadré B).

La faim peut par ailleurs être considérée comme l'un ou l'autre des maux suivants : la sous-alimentation et la malnutrition. La **sous-alimentation** est une mesure d'accès à la nourriture. La FAO évalue le nombre et la proportion de personnes n'ayant pas accès à la nourriture dans les pays en développe-

ment en évaluant la disponibilité des aliments dans ces pays, à partir des estimations de production et de l'équilibre des échanges alimentaires, et en répartissant cela entre des groupes de population établis selon la répartition des revenus; elle évalue ainsi le nombre de personnes qui n'auraient pas suffisamment de calories pour couvrir leurs besoins journaliers.

Ces estimations donnent une idée générale du niveau de la faim, mais l'impact sur la nutrition requiert une analyse plus pointue. Les enfants étant les premières victimes de la **malnutrition**, les études se concentrent sur la taille et le poids des enfants de moins de cinq ans. On obtient trois types de statistiques à partir de ces chiffres :

- Taille pour l'âge – les chiffres bas indiquent un **retard de croissance**, résultat sur le long terme d'une mauvaise alimentation ou d'une mauvaise santé ou bien des deux ;
- Poids pour la taille – les chiffres bas indiquent une **émaciation**, conséquence d'une récente sous-alimentation aigüe ou de maladies sévères ou bien des deux ; et,
- Poids pour l'âge – les chiffres bas indiquent un **poids insuffisant**, combinaison d'un retard de croissance et d'une émaciation.

Ces statistiques sont ensuite comparées aux niveaux de référence internationaux et les enfants souffrant de malnutrition sont classés en deux catégories : ceux souffrant de malnutrition modérée ou ceux souffrant de malnutrition sévère.

Les **Objectifs du Millénaire pour le développement** comprennent des objectifs de sécurité alimentaire. L'objectif n°1 est d'éradiquer l'extrême pauvreté et la faim. L'objectif 1.C¹ consiste à réduire de moitié, entre 1990 et 2015, la part des individus souffrant de la faim. Deux indicateurs sont définis :

Indicateur 1.8: Pourcentage d'enfants de moins de 5 ans présentant une insuffisance pondérale, et

Indicateur 1.9 : Proportion de la population n'atteignant pas le niveau minimal d'apport calorique [proportion sous-alimentée]

¹ Les deux autres objectifs dans le cadre du premier objectif sont les suivants :

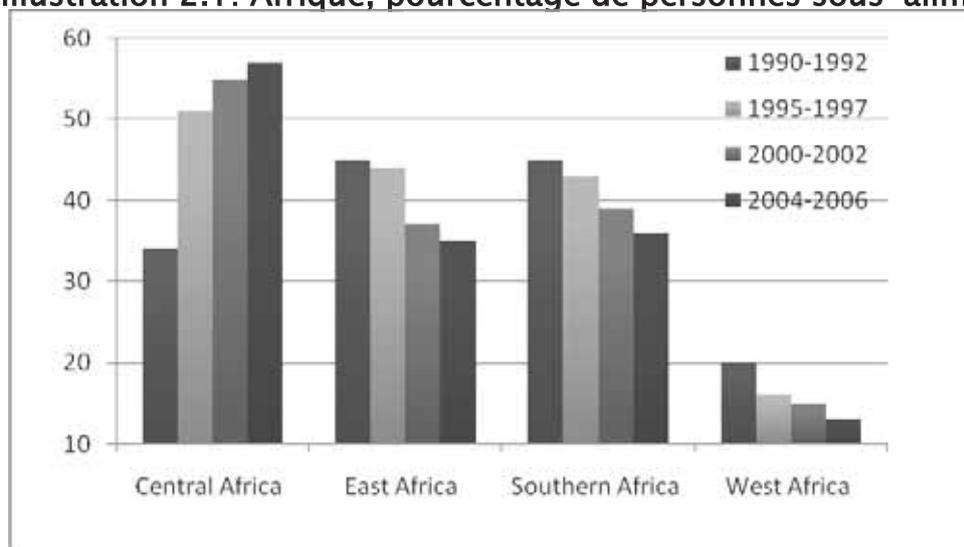
- Objectif 1.A : Réduire, entre 1990 et 2015, la part des individus vivant avec moins d'un dollar par jour.
- Objectif 1.B : Fournir un emploi décent et productif à tous, femmes et jeunes inclus.

2. ETAT ACTUEL DE LA SECURITE ALIMENTAIRE ET DE L'AGRICULTURE EN AFRIQUE

Sécurité alimentaire

Selon les chiffres de la FAO (2009), la proportion d'Africains **sous-alimentés** est élevée : en 2004/06, elle s'élevait à 30% en Afrique sub-saharienne, soit un léger progrès par rapport aux 34% enregistrés en 1990/92. A ce rythme, l'objectif OMD consistant à réduire de moitié le nombre de personnes sous-alimentées ne sera pas atteint. Mais ces chiffres sont des proportions : la population étant en hausse, le nombre de personnes souffrant de la faim a augmenté, passant d'environ 167 millions à 212 millions, soit 45 millions de personnes sous-alimentées en plus.

Illustration 2.1 : Afrique, pourcentage de personnes sous-alimentées par région



Source: FAO 2009. Les régions sont établies selon les définitions de la FAO : elles sont très différentes de celles de l'ONU, à l'exception de l'Afrique de l'Ouest.

Toutefois, les situations varient grandement d'une région à l'autre. L'illustration 2.1 indique le pourcentage de personnes souffrant de la faim depuis le début des années 1990 par région pour l'Afrique sub-saharienne. La faim sévit beaucoup moins en Afrique du Nord², avec moins de 5% de la population sous-alimentée. Même au sud du Sahara, la situation est très différente selon les régions. L'Afrique de l'Ouest enregistre des niveaux de famine qui sont inférieurs de moitié à

² Ne fait référence qu'à l'Algérie, l'Égypte, la Libye, le Maroc et la Tunisie.

ceux des autres régions. L'Afrique du Sud, malgré sa prospérité relative, a des niveaux de sous-alimentation étonnamment élevés.

La sous-alimentation a tendance à être **saisonnaire** : les personnes à faible revenu et avec peu de nourriture souffrent de la faim dans la période qui précède la récolte, quand les approvisionnements diminuent et que les prix ont tendance à augmenter. La sécurité alimentaire varie également d'une année à l'autre. De mauvaises récoltes, la guerre civile et le chaos économique, peuvent avoir un impact sur la production vivrière et augmenter le nombre de personnes souffrant d'insécurité alimentaire temporaire, parfois de façon encore plus aigüe en cas de crises alimentaires et de famines (voir l'encadré B).

Encadré B : Insécurité alimentaire temporaire : crises alimentaires et famines

Les crises alimentaires et les famines font l'objet de plus d'attention que la sous-alimentation chronique, car elles peuvent provoquer rapidement des souffrances extrêmes chez un grand nombre de personnes, puis être l'origine de dénuement, d'une migration de la population et de taux de mortalité élevés.

Les crises alimentaires sont souvent le résultat d'une rupture dans la production vivrière : des problèmes de récoltes dus à la sécheresse et aux inondations ou une perturbation des activités agricoles à cause de conflits ou de chaos économique. Ce qui peut donner lieu, de façon temporaire et dans les régions isolées, à un approvisionnement alimentaire insuffisant. Les régions mieux desservies peuvent être rapidement approvisionnées en denrées en provenance d'autres régions, mais à cause des coûts de transport élevés, leurs prix sont parfois élevés; le problème devient alors vite d'ordre économique.

Certaines régions d'Afrique sont fréquemment victimes de crises alimentaires. Pas moins de 23 pays ont fait l'objet d'appels humanitaires de l'ONU (Bureau de la coordination des affaires humanitaires) en 2007 et 2008. La FAO contrôle également les crises alimentaires. Entre 1999 et 2007, 17 pays ont souvent été cités³.

³ Afrique du Nord : Soudan ; Afrique de l'Est : Ethiopie, Kenya, Madagascar, Malawi, Mozambique, Tanzanie, Ouganda, Zambie, Zimbabwe; Afrique centrale : Angola, République démocratique du Congo ; et Afrique de l'Ouest : Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Ghana, Mali, Niger. [Wiggins & Keats 2009, estimations selon les publications du SMIAR de la FAO : Perspectives agricoles et situation alimentaire en 2009 – éditions 2006 et éditions 1999–2005 Rapport sur l'Afrique]

La famine (quand la faim accrue entraîne une hausse soudaine et conséquente du taux de mortalité) est relativement rare. Elle est même tellement inhabituelle que John Seaman écrivait en 1993 que les chances d'un Africain de mourir de famine étaient 'infiniment minces'. La mortalité en cas de famine est rarement due à l'inanition: la majorité des victimes meurent de maladies généralement contractées à la suite de l'entassement dans des camps humanitaires, où les conditions sanitaires sont mauvaises. Les récents cas de famine en Afrique ont été étroitement liés aux conflits. La guerre et le conflit peuvent soudain détruire les moyens d'existence, anéantir les économies et les biens et forcer les populations à migrer avec de faibles moyens de subsistance.

Le nombre de personnes touchées par les crises alimentaires et la famine peut être élevé, même s'il est probablement inférieur au nombre de personnes souffrant de sous-alimentation chronique. Par exemple, même dans la corne de l'Afrique, où les crises alimentaires sont fréquentes et touchent une large proportion de la population, le nombre moyen de personnes à qui il faudrait porter secours est d'environ 20 millions. Ce qui n'est pas comparable aux plus de 200 millions d'Africains qui souffrent de sous-alimentation chronique.

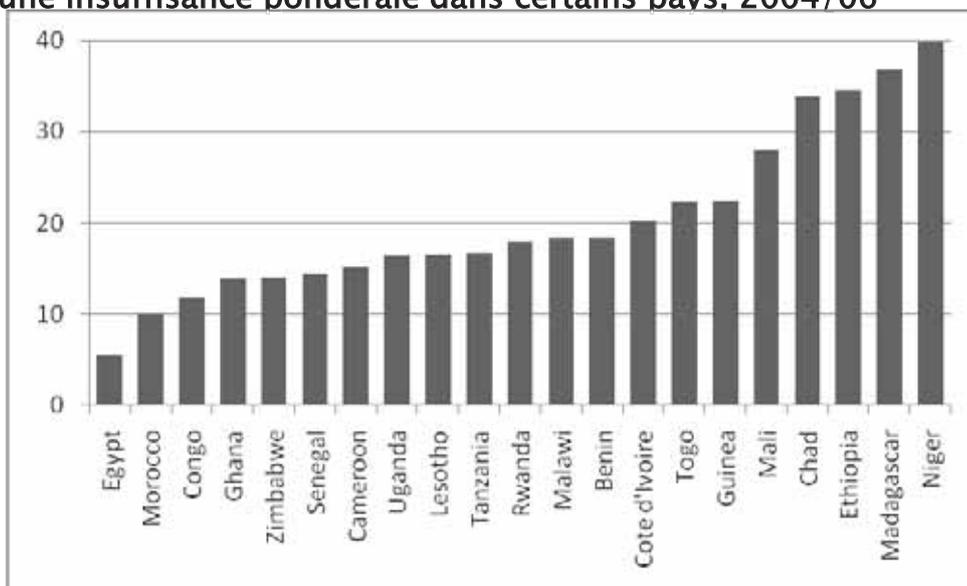
Les progrès dans la lutte contre la faim sont également très différents d'une région à l'autre. C'est en Afrique de l'Ouest qu'ils ont été les plus marqués depuis le début des années 1990. Si ces progrès sont durables, l'objectif de 2015 sera atteint dans cette partie du continent. Le pourcentage de personnes souffrant de la faim en Afrique de l'Est a fortement baissé depuis le milieu des années 1990 et pourrait, à ce rythme, atteindre également cet objectif. Dans ces deux régions, le nombre absolu de personnes souffrant de la faim a chuté. En revanche, les progrès en Afrique du Sud sont lents, tandis que la faim en Afrique centrale a fortement augmenté. La situation dans cette région s'est notamment aggravée à cause des guerres civiles à répétition en République démocratique du Congo.

Si les statistiques dans leur ensemble ne sont pas encourageantes, elles illustrent un aspect important du continent africain : les variations considérables observées d'une région à l'autre. Les échecs, les déboires et les catastrophes font l'objet de l'attention des médias et d'appels à une intervention de la communauté internationale; ce n'est pas le cas des progrès et des succès, qui restent parfois ainsi méconnus. Ce problème ne concerne pas seulement l'Afrique. Certaines régions du continent ont clairement trouvé des réponses. Si les citoyens et

les dirigeants africains peuvent apprendre du reste du monde, il y a souvent des leçons à tirer des pays voisins.

Selon les statistiques relatives à la **nutrition**, 28% des enfants de moins de cinq ans en Afrique sub-saharienne présentaient une insuffisance pondérale en 2006 (contre 6% en Afrique du Nord), soit un léger progrès par rapport aux estimations de 1990, autour de 32% (et de 11% en Afrique du Nord). Le rythme des progrès enregistrés en Afrique sub-saharienne est loin d'être suffisant pour atteindre l'objectif OMD d'ici à 2015.

Illustration 2.2: Afrique, pourcentages d'enfants de moins de cinq ans présentant une insuffisance pondérale dans certains pays, 2004/06

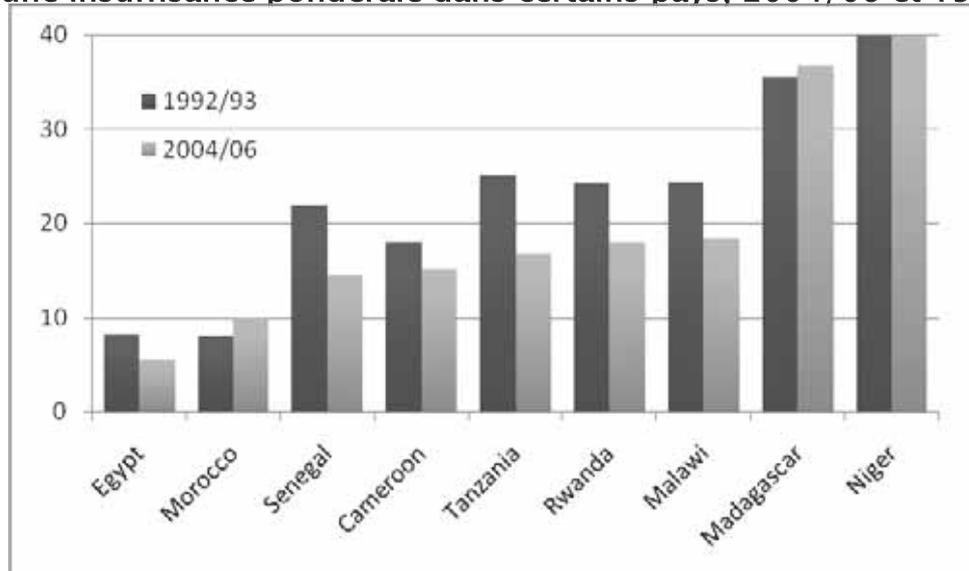


Source: chiffres de l'OMS, tirés d'études nationales.

Cependant, comme pour la sous-alimentation, le pourcentage d'enfants présentant une insuffisance pondérale varie grandement d'une région à l'autre en Afrique. Comme l'indique l'illustration 2.2, il peut varier de 5% à 40%.

Les progrès réalisés entre le début des années 1990 et le milieu des années 2000 varient de la même façon (voir l'illustration 2.3). Ceux de certains pays ont été raisonnables ces treize dernières années et suffiraient à atteindre l'objectif OMD de 2015 s'ils étaient durables. C'est notamment le cas de l'Egypte, du Sénégal et de la Tanzanie. D'autres sont lents, voire inexistantes, comme au Maroc, à Madagascar et au Niger.

Illustration 2.3: Afrique, pourcentages d'enfants de moins de cinq ans présentant une insuffisance pondérale dans certains pays, 2004/06 et 1992/93



Source: Bases de données de l'OMS. Il n'existe des données comparables que pour neuf pays sur 55.

Explication de ces résultats

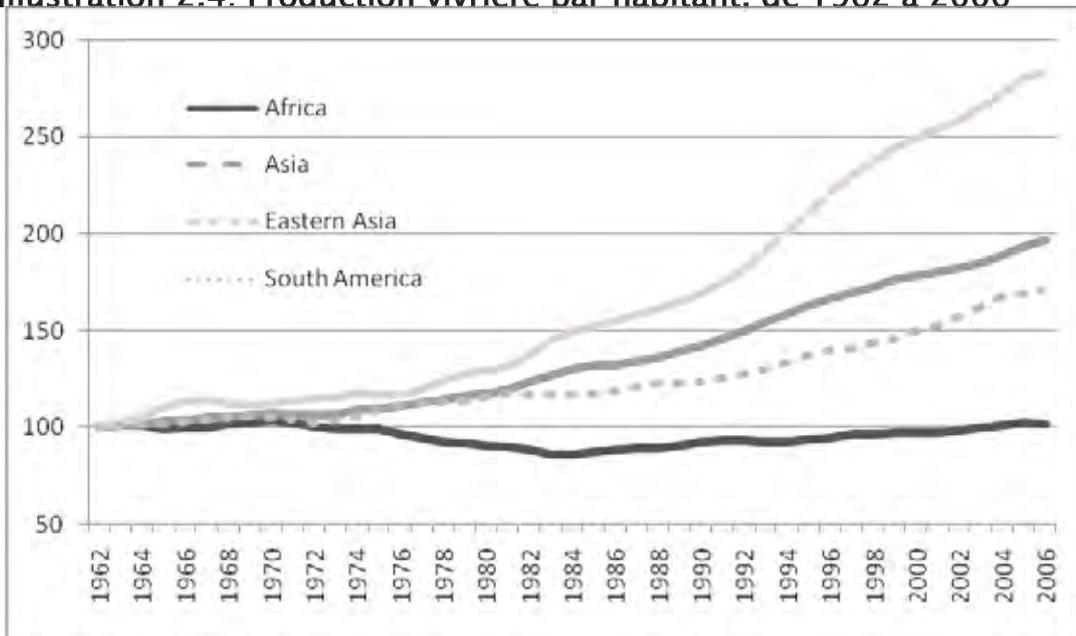
Quels facteurs ont un impact sur la sécurité alimentaire? Selon un large consensus, la sécurité alimentaire repose sur trois facteurs : la disponibilité des aliments, leur accessibilité et leur utilisation.⁴ Nous allons maintenant examiner ces trois facteurs.

La disponibilité des aliments en Afrique

Au cours des quarante dernières années, la production vivrière de l'Afrique n'a connu qu'une lente progression. Comme l'indique l'illustration 2.4, la production vivrière par personne a presque triplé en Asie de l'Est, presque doublé en Asie et a augmenté de 70% en Amérique du Sud, tandis qu'en Afrique, elle n'a quasiment pas progressé.

⁴ Certains ajoutent à ces trois facteurs la stabilité, notamment la stabilité de la disponibilité et de l'accessibilité.

Illustration 2.4: Production vivrière par habitant, de 1962 à 2006

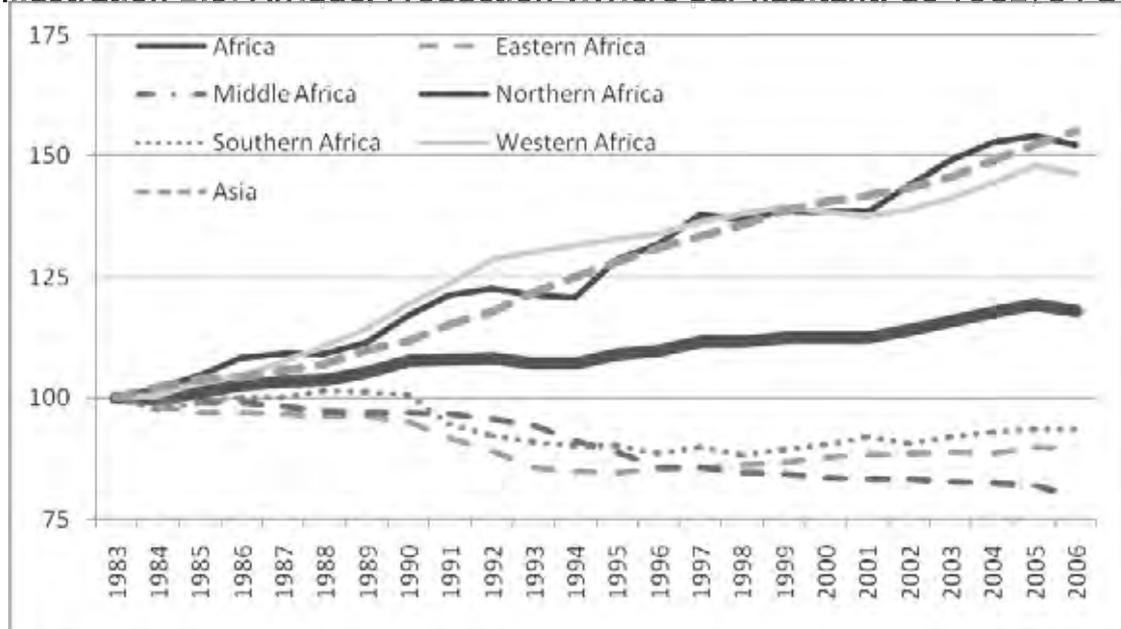


Source: Chiffres de la FAOSTAT, FAO, production vivrière brute par habitant, indices, relevés en moyennes mobiles sur 3 ans et fondés sur la période 1961/63.

Il faut néanmoins apporter deux réserves importantes : la production vivrière africaine a connu une sombre décennie, qui a commencé dans la première partie des années 1970, et a tendance à augmenter de façon constante depuis le début des années 1980. De plus, les situations ont évolué différemment selon les régions d'Afrique (voir l'illustration 2.5). La production vivrière totale par habitant en Afrique a augmenté d'environ 18% depuis le début des années 1980.

La différence est encore plus frappante entre deux régions qui ont obtenu de bien meilleurs résultats (l'Afrique du Nord et l'Afrique de l'Ouest, avec des hausses respectives de 52% et 46%), et le reste de l'Afrique, où la production vivrière par habitant a baissé au cours de la même période. En effet, l'Afrique du Nord et l'Afrique de l'Ouest n'ont pas seulement enregistré une hausse de leur production bien supérieure à la croissance de leur population, mais ont également atteint le même niveau que l'Asie sur cette même période pour la production vivrière par habitant. Les difficultés liées à la production vivrière ne touchent pas toute l'Afrique, mais concernent surtout l'Afrique de l'Est, centrale et du Sud.

Illustration 2.5: Afrique. Production vivrière par habitant, de 1982/84 à 2005/07



Source: Données de FAOSTAT, FAO, production vivrière brute par habitant, indices, relevés en moyennes mobiles sur 3 ans et fondés sur la période 1982/84.

La croissance de la production vivrière n'indique pas la quantité de nourriture disponible, et ne tient pas non plus compte de la balance commerciale nette pour les denrées alimentaires. L'illustration 2.6 montre la quantité de produits alimentaires de base (céréales, racines et tubercules) disponible en Afrique et dans ses régions, notamment la production nationale plus les importations nettes, converties en énergie équivalente. Depuis 1990, la quantité de produits alimentaires de base disponible par personne est restée à peu près la même à travers le continent, soit environ 2500 kcal/personne/jour. Etant donné qu'il faut 2000 kcal pour couvrir les besoins énergétiques moyens d'une personne⁵, la faim aurait du être un phénomène rare en Afrique ces dernières années. De plus, cette estimation minimise les besoins énergétiques totaux, car elle ne tient pas compte des légumes secs, des fruits, des légumes, de la viande, des produits laitiers et du poisson. Ainsi, la faim serait un problème de distribution, et non de disponibilité des aliments.

De nouveau, les contrastes régionaux sont frappants. La disponibilité des aliments s'est améliorée en Afrique du Nord et en Afrique de l'Ouest, tandis qu'elle a stagné ou diminué dans les autres régions. En chiffres absolus, trois régions ont une disponibilité moyenne des aliments bien supérieure aux besoins journa-

⁵ La FAO évalue les besoins énergétiques journaliers moyens par pays. En 2004/06, les besoins moyens étaient de 1820 kcal par jour et par personne, avec un maximum de 1990 kcal.

Notre Entreprise

La Deutsche Gesellschaft für Technische Zusammenarbeit (GTZ) GmbH est une entreprise de coopération internationale pour le développement durable avec des activités à travers le monde. En tant qu'entreprise fédérale, elle aide le gouvernement allemand à atteindre les objectifs de sa politique de développement. Elle propose des solutions d'avenir et durables pour le développement politique, économique, écologique et social dans un monde globalisé. Opérant dans des conditions parfois difficiles, la GTZ soutient des processus complexes de changement et de réforme, son objectif étant d'améliorer les conditions de vie des populations de façon durable.

Nos Clients

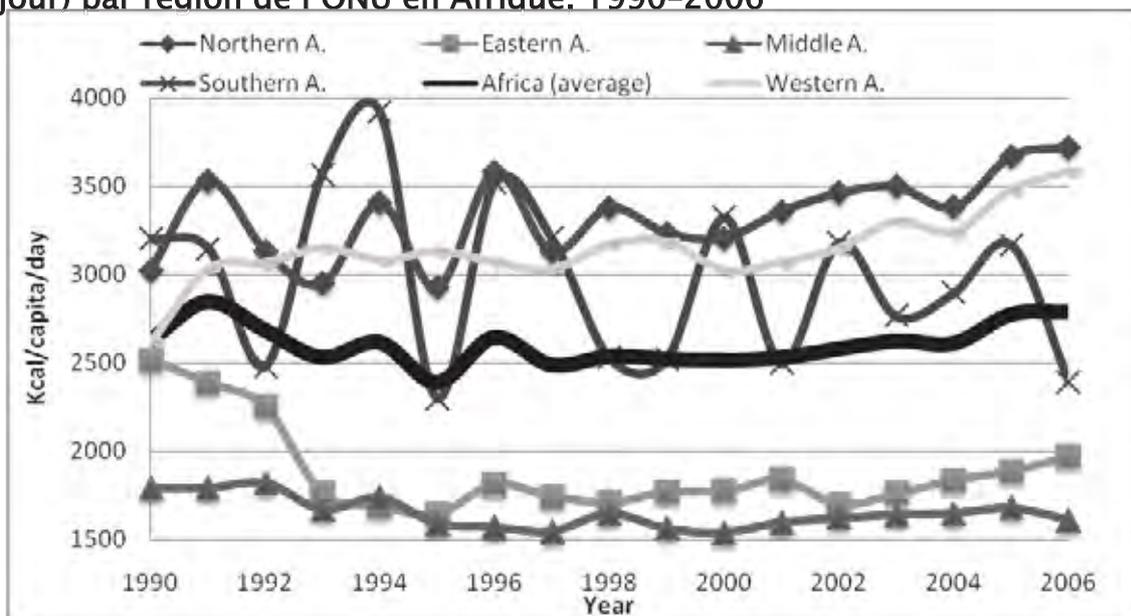
La GTZ est une entreprise fédérale ayant son siège à Eschborn, près de Francfort-sur-le-Main. Fondée en 1975 en tant qu'entreprise de droit privé, elle opère également pour le compte d'autres ministères fédéraux, de gouvernements d'autres pays et de clients internationaux tels que la Commission européenne, les Nations unies et la Banque mondiale, ainsi que pour le compte d'entreprises privées. La GTZ est une entreprise d'utilité publique. L'intégralité des bénéfices dégagés sont réinvestis dans ses projets de coopération internationale pour le développement durable.

Une présence dans le monde entier

La GTZ opère dans plus de 120 pays d'Afrique, d'Asie, d'Amérique latine, des régions méditerranéennes et du Moyen-Orient, ainsi qu'en Europe, dans le Caucase et en Asie centrale, et a des bureaux dans 92 pays. L'entreprise compte près de 12 000 employés, dont plus de 9000 sont des ressortissants des pays où elle opère. Quelque 1500 personnes travaillent au siège de l'entreprise, à Eschborn, près de Francfort-sur-le-Main, et dans les différents bureaux en Allemagne.

liers, l'Afrique du Sud rejoignant l'Afrique du Nord et l'Afrique de l'Ouest, tandis que l'Afrique de l'Est et l'Afrique centrale sont bien en-dessous du seuil de 2000 kcal.

Illustration 2.6 : Disponibilité des produits alimentaires de base (kcal/habitant/jour) par région de l'ONU en Afrique, 1990-2006



Source: Elaboré à partir des données de FAOSTAT.

Accessibilité des aliments

« Les gens ont tendance à penser que [la] solution est de cultiver des denrées. C'est un risque, car l'autosuffisance n'est pas la solution... Il faut se concentrer sur la distribution des aliments et sur l'objectif de rendre les marchés plus performants. »

Stephen Devereux, Chercheur, Institut d'Études de Développement, Université du Sussex

L'Afrique disposant en moyenne de suffisamment de nourriture pour nourrir l'ensemble de sa population, le problème est donc surtout lié à l'accessibilité. La répartition des revenus n'est pas équitable et dans l'immense majorité des cas, ce sont les pauvres qui souffrent de la faim.

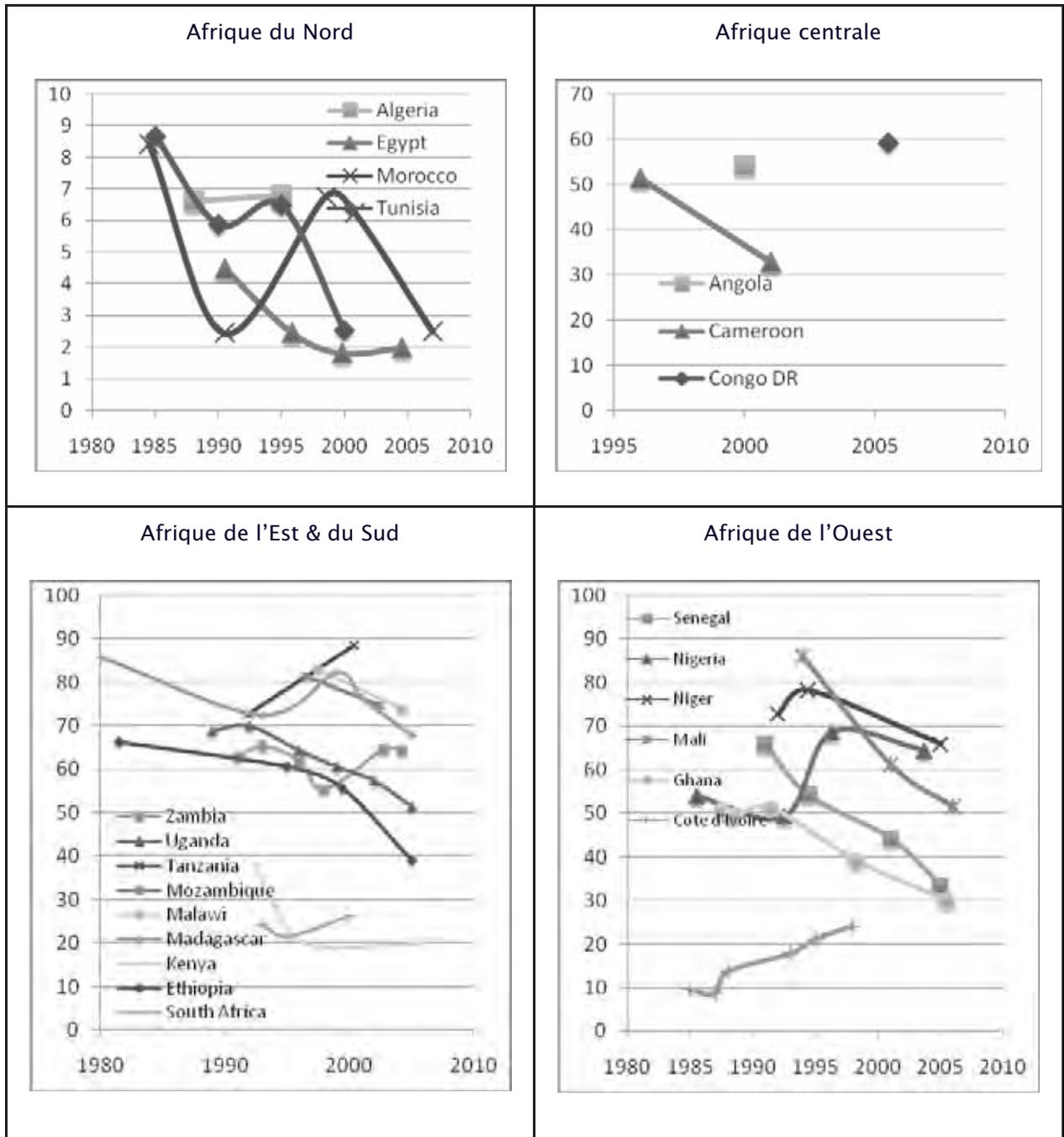
« Augmenter la production agricole doit aller de pair avec l'augmentation des revenus des plus pauvres, notamment des petits agriculteurs. »

Olivier De Schutter, Rapporteur spécial des Nations unies sur le droit à l'alimentation : Extrait de sa contribution écrite à la 17^{ème} session de la Commission des Nations unies sur le développement durable, 4-15 mai 2009

Depuis le début des années 1990, le PIB réel par habitant de l'Afrique a augmenté dans l'ensemble, au taux annuel moyen de 2% et de 2,3% pour la période 2000-07. Le revenu moyen a lui augmenté dans toutes les régions, à l'exception de certains pays touchés par le conflit ou le chaos économique, comme la République démocratique du Congo, la Côte d'Ivoire et le Zimbabwe.

Mais l'accessibilité étant liée à la distribution, les données importantes sont celles relatives à la pauvreté et aux progrès en vue de la réduire. Malheureusement, les estimations relatives aux taux de pauvreté ne sont pas souvent disponibles et la vue d'ensemble est donc loin d'être complète. Pour l'Afrique sub-saharienne dans son ensemble, la Banque mondiale estime que le taux de pauvreté, qui s'élevait à 56% en 1990, est passé à 50% en 2005, soit une lente progression. L'illustration 2.7 concerne les pays pour lesquels il existe des estimations. Dans de nombreux pays, le niveau de pauvreté reste élevé et représente en général un tiers de la population, voire plus. Dans certains pays, plus de la moitié de la population est concernée. L'Afrique du Nord est la seule région à enregistrer un taux inférieur à 10%. Bien que le taux de pauvreté varie grandement d'un pays à l'autre, dans la plupart des cas, la pauvreté a reculé depuis le début des années 1990. Il est donc probable que l'accessibilité des aliments se soit améliorée, bien que cette amélioration soit lente et très variable selon les pays.

Illustration 2.7 : Indices de pauvreté en pourcentage de la population dans certains pays africains

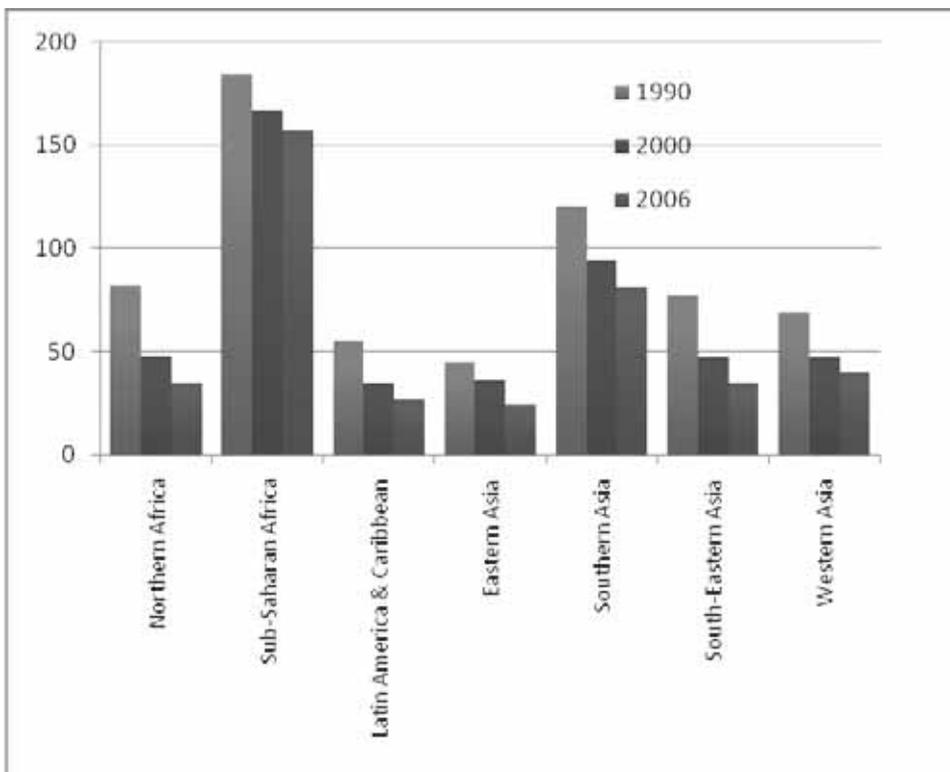


Source: Elaboré à partir des données de l'outil POVCAL de la Banque mondiale.

Utilisation des aliments

L'apport alimentaire n'est pas le seul à avoir un impact sur la nutrition : le mode de consommation des aliments, les soins apportés aux enfants, et surtout la santé des individus sont tout aussi importants. Les enfants étant les plus enclins à la malnutrition et les plus touchés par ses effets, leur santé est particulièrement importante. Si l'on prend le taux de mortalité des enfants de moins de cinq ans comme indicateur de la santé des enfants, l'illustration 2.8 indique que les taux de mortalité en Afrique sub-saharienne sont plus élevés que ceux des autres pays en développement et que la situation n'a connu qu'une lente amélioration depuis 1990. Ce qui suggère que la malnutrition dont souffrent les enfants dans la plupart des pays africains est un problème lié à la fois à la santé et à l'alimentation.

Illustration 2.8 : Taux de mortalité des moins de cinq ans pour mille naissances vivantes, Afrique et autres régions en développement, de 1990 à 2006



Source: Rapport OMD de l'ONU de 2008.

Débat

Les principaux faits sont les suivants :

- Le niveau d'insécurité alimentaire de l'Afrique est élevé, aussi bien en termes de sous-alimentation que de malnutrition.
- La proportion est cependant loin d'être uniforme à travers le continent. Les conditions sont bien meilleures en Afrique du Nord et de l'Ouest.
- Si dans la plupart des pays africains, la production vivrière n'a pas autant progressé que celle d'Asie et d'Amérique latine dans le dernier quart de siècle, ce fut le cas de celle d'Afrique du Nord et de l'Ouest.
- L'Afrique dispose en moyenne de suffisamment de produits alimentaires de base pour couvrir les besoins énergétiques de sa population. La faim est due aux inégalités quant à l'accessibilité des aliments. Malgré certains progrès en vue de réduire la pauvreté depuis 1990, au moins un tiers de la population vit avec moins d'un dollar par jour dans de nombreux pays.
- Au sud du Sahara, les taux de malnutrition élevés chez les enfants africains sont liés aux taux de mortalité très élevés chez les moins de cinq ans.

Les problèmes de l'Afrique en matière d'insécurité alimentaire ne sont donc pas forcément liés à la production vivrière. Ils sont déterminés par la pauvreté et la santé, et non par la production vivrière.

« La sécurité alimentaire et la faim sont liées à trois enjeux qu'il faut traiter de façon simultanée : (1) La disponibilité – la production vivrière et le développement de l'agriculture; (2) L'accessibilité – stimuler la croissance économique, la hausse des revenus, la protection sociale et les dispositifs de sécurité; et (3) La nutrition – les programmes de prévention (santé et éducation nutritionnelle) et de traitement (alimentation complémentaire et thérapeutique). »

Bernard Esnouf, Responsable du Développement Agricole et Rural, Agence Française de Développement (AFD)

Cependant, le lien entre l'agriculture et la faim est étroit, même s'il est indirect. L'agriculture étant la principale source d'activités dans la plupart des pays africains, notamment pour les pauvres, augmenter la production et la productivité

agricoles a un fort impact sur les revenus (des agriculteurs et de leurs familles, de ceux dont les revenus dépendent en grande partie du travail accompli dans les champs de leurs voisins et de ceux employés dans la chaîne alimentaire contrôlant les entrées, le traitement et le transport des produits agricoles). Pour un succès de l'agriculture, les agriculteurs doivent également avoir plus d'économies à dépenser et doivent dépenser l'essentiel de ces économies localement, créant ainsi davantage de revenus et d'emplois pour ceux dans l'économie rurale qui travaillent autour de la terre (les charpentiers et les maçons, les fabricants de meubles, les tailleurs, les cuisiniers et les serveurs dans la restauration, les chauffeurs de bus, etc.). La plupart des Africains pauvres vivant en milieu rural, ces liens sont particulièrement importants en vue de réduire la pauvreté.

Enfin, le prix des denrées à l'intérieur de l'Afrique dépend énormément de la production locale. Les produits importés sont souvent beaucoup plus chers que ceux produits localement à cause des coûts de transport. Si les agriculteurs locaux produisent plus, les prix des denrées baissent et tous ceux devant se procurer au moins en partie leur nourriture (notamment de nombreux agriculteurs pauvres, qui ne produisent pas assez pour couvrir leurs propres besoins) en profitent.

Ces trois dernières années, le Malawi en a été un bon exemple. Déterminé à garantir que le pays produise suffisamment de maïs pour nourrir sa population, le gouvernement a mis en place des subventions pour les engrais et les semences, surtout pour le maïs. Les quatre dernières récoltes ont battu tous les records et ont couvert plus que les besoins nationaux. Certaines années, ce système a grandement profité aux agriculteurs pauvres souffrant de la faim au Malawi, car il a renforcé la demande d'activité corrélative et a augmenté le niveau des salaires, ce qui est déterminant pour les pauvres en milieu rural, tandis que d'autres années, les récoltes ont entraîné une baisse des prix. Les travailleurs ruraux ont récolté le fruit de leur travail (FAC 2008, 2009). L'agriculture a donc un impact sur la pauvreté et la faim. Dans la plupart des pays africains, peu d'autres mesures permettent de réduire autant la pauvreté que celle consistant à renforcer la productivité agricole. Il est donc justifié de mettre l'accent sur l'agriculture, tout en poursuivant l'objectif de réduire la pauvreté et d'améliorer la santé.

3. EXPLIQUER LA PERFORMANCE DECEVANTE DE L'AGRICULTURE AFRICAINE

Depuis le début des années 1970, la performance de l'agriculture dans de nombreux pays africains a suscité une grande déception et a donné lieu à pléthore d'analyses sur ce qui n'allait pas et ce qui pouvait être amélioré. Parmi les facteurs cités fréquemment figurent la géographie et la dégradation de l'environnement; le manque de technologie; des conditions extérieures défavorables ; l'absence de demande effective de produits agricoles ; les échecs répétés des gouvernements et les défaillances du marché, qui dissuadent les investisseurs.

Géographie, dégradation de l'environnement et baisse de la fertilité

Bien que l'Afrique ne manque pas de ressources naturelles, elles ne sont pas toujours de bonne qualité et il existe des limites naturelles importantes à l'agriculture.

« L'Afrique est limitée par son climat, la qualité de son sol, le poids de la maladie et sa diversité végétale. Les conditions météorologiques en Afrique ne sont pas tout le temps défavorables, mais de grandes régions connaissent des précipitations trop importantes ou trop faibles pour une production agricole fructueuse (ce qui a été le principal ingrédient des « Révolutions vertes » dans les autres régions du monde). Les fortes précipitations s'accompagnent souvent de maladies plus fréquentes et de sols de moins bonne qualité à cause de la dégradation hydrologique des nutriments (dans le Bassin du Congo par exemple). Les régions plus arides du sud, de l'est et de l'ouest de l'Afrique limitent également beaucoup la production du millet et du sorgho, mais ces céréales ne sont pas très productives et ne semblent pas avoir donné lieu à de bonnes variétés à haut rendement, qui réagissent bien aux engrais. D'autres régions de l'Afrique ont également des sols fragiles et vulnérables à l'érosion et aux pratiques agricoles non-durables. Les systèmes d'irrigation sont également rares en Afrique et en partie limités par sa topographie plus montagneuse.



United Nations Office in Brussels
Rue Montoyer 14,
B-1000 Brussels
WWW.UNBRUSSELS.ORG



United Nations Regional Information Centre

En plus des contraintes liées au climat et au sol, la mouche tsétsé, le paludisme et d'autres maladies tropicales ont également maintenu une faible densité de population dans de nombreuses régions et ont entravé la productivité du travail et l'élevage de bétail. En raison de la faible densité de population de l'Afrique, les pratiques agricoles ont été très extensives dans la plupart des pays africains et ont reposé essentiellement sur des friches agricoles afin de régénérer la fertilité des sols. L'Afrique s'est donc probablement moins intéressée aux technologies plus performantes à l'origine de la Révolution verte. »

Shenggen Fan, Directeur Général, Institut international de Recherche sur les Politiques Alimentaires

Si ces limites sont avérées, il est moins clair dans quelle mesure ces dernières ont entravé le développement agricole.

Certains soutiennent qu'avec la croissance de la population, la situation s'est aggravée et les ressources naturelles se sont dégradées (MEA, 2005), à cause notamment de la déforestation destinée à produire du carburant, du surpâturage et d'autres pratiques agricoles non durables, qui ont entraîné une baisse généralisée de la fertilité des sols (Pender et al 2006, Koning and Smaling 2005). Et ce alors que la plupart des agriculteurs africains utilisent déjà trop peu d'engrais pour entretenir la fertilité de leurs sols (Sanchez 2002, Koning and Smaling 2005). En 2006, un rapport inquiétant du Centre international pour la fertilité des sols (Henao & Baanante 2006) a prévenu que les nutriments des sols africains diminuaient en moyenne cinq fois plus vite qu'ils ne se renouvelaient. Reprenant des arguments malthusiens, les auteurs soulignaient que :

...la forte densité de population dans de nombreux pays dépasse déjà la capacité de la terre sur le long terme à supporter la population.

La désertification et le manque d'eau sont des images souvent associées à l'Afrique. Elles touchent en effet sévèrement certaines populations et près d'un quart de la population africaine vit dans des régions menacées de pénurie d'eau. Cependant, le manque d'eau en Afrique est moins marqué qu'en Asie ou au Moyen-Orient et de grandes ressources d'eau restent inexploitées (Banque mondiale 2007). Les arguments néo-malthusiens font rarement référence au continent

africain dans son ensemble et les inquiétudes liées à la surexploitation des ressources naturelles sont courantes pour des terres arides marginales ou des zones à forte densité de population.

Manque d'innovation technique

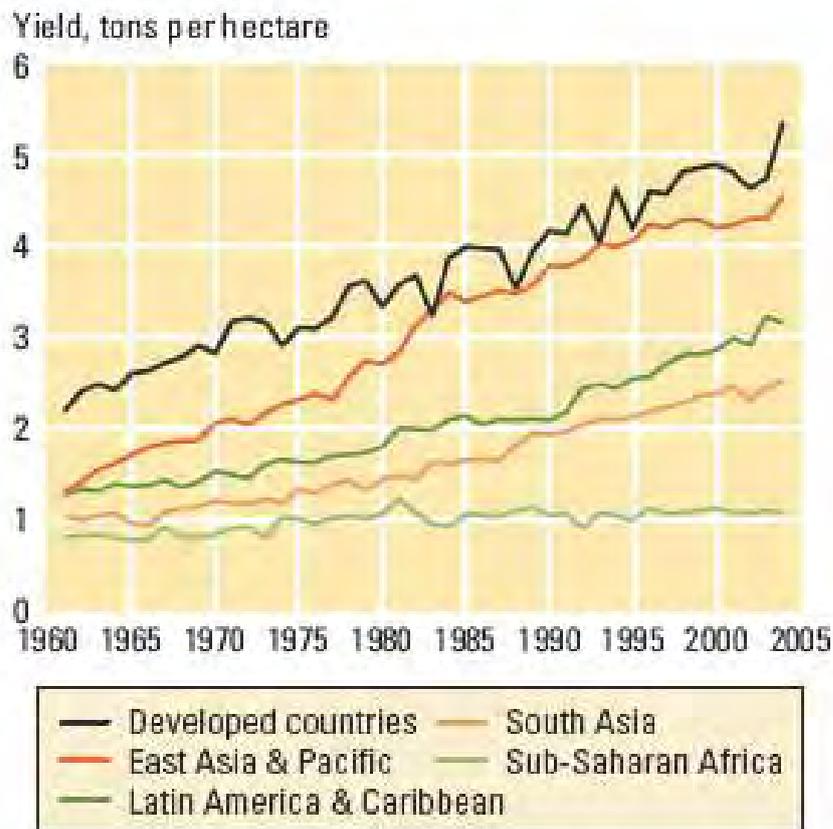
La production céréalière par hectare de l'Afrique a progressé beaucoup plus lentement que dans le reste du monde (voir l'illustration 3.1), ce qui pourrait être du, dans certaines régions, à une baisse de la fertilité des sols; le manque d'innovation technique est néanmoins souvent considéré comme un facteur déterminant. Les innovations popularisées au cours de la révolution verte asiatique n'ont pas eu le même succès en Afrique. La production céréalière de l'Asie a augmenté en grande partie grâce à l'amélioration des variétés, tandis que leur dissémination en Afrique a été beaucoup plus lente (Banque mondiale 2007). Étant donnée la diversité des conditions agro-écologiques et la nature des céréales de base utilisées en Afrique, il a été beaucoup plus difficile d'obtenir des variétés améliorées et de les disséminer. (IAC 2004).

Pourtant, les investissements dans la recherche et le développement agricole en Afrique ont été inférieurs à ceux de toutes les autres régions du monde (Banque mondiale 2007, Binswanger et al. 2009). Le manque d'innovation a souvent été aggravé par les coûts de dissémination élevés, notamment à cause de la faible densité de population, mais également par l'absence de demande effective d'innovations techniques (Wiggins 1995).

Les faibles progrès obtenus dans le domaine de l'irrigation (moins de 4% des terres cultivables sont irriguées – Binswanger et al. 2009), malgré son fort potentiel inexploité (Banque mondiale 2007), empêchent également de renforcer la production céréalière.

⁶ Cette estimation de toutes les aides apportées à l'agriculture et à la production vivrière dans les pays de l'OCDE est peut-être en-dessous de la réalité : elles auraient atteint 499 milliards de dollars en 2001; voir Anderson et al. 2006a.

Illustration 3.1 : Evolution des productions céréalières depuis 1960 selon les régions



Source: Banque mondiale 2007

Pour certains analystes, la technologie est le principal obstacle à une productivité accrue.

La source de ces problèmes n'est pas la fluctuation des prix des denrées sur le marché mondial, mais la faible productivité des exploitations agricoles. La croissance nécessaire de la production pourra être obtenue en améliorant les politiques agricoles, les technologies et les techniques, notamment celles traitant des effets du changement climatique. [Conseil de Chicago sur les Affaires mondiales 2009]

Si les deux premiers arguments portent avant tout sur le potentiel limité de la production, le point qui suit souligne les conditions extérieures qui empêchent les agriculteurs africains de produire à leur plein potentiel.

Conditions extérieures : subventions de l'OCDE et règles commerciales

Les agriculteurs des pays de l'OCDE sont très protégés, soit par des subventions, soit par des barrières commerciales, ce qui représente au moins 228 milliards de dollars par an (Anderson et al. 2006a)⁶. L'aide au développement agricole de ces pays, en revanche, ne s'élève qu'à environ 3 milliards de dollars par an (Banque mondiale 2007, p. 103).

Les aides accordées aux agriculteurs du Nord peuvent nuire aux marchés agricoles africains. Les subventions ont tendance à intensifier la production mondiale et à faire baisser les prix à l'échelon international, ce qui diminue les recettes pour les exportateurs africains (le coton en est l'exemple flagrant, les exportations de coton américain produit grâce aux subventions abaissant le prix sur le marché mondial) et rend les marchés locaux vulnérables aux importations de denrées bon marché. Les pays du Nord sont parfois accusés d'écouler leurs denrées en excédent sur les marchés africains, en partie par le biais d'exportations commerciales subventionnées et en partie grâce à l'aide alimentaire. Bien qu'elle soit censée renforcer la sécurité alimentaire des pays bénéficiaires, l'aide alimentaire peut faire baisser les prix sur les marchés alimentaires locaux.

« Les aliments bon marché des pays développés ont été déversés partout dans le monde, notamment par le biais des programmes internationaux d'aide alimentaire. »

Frédéric Mousseau, Conseiller en Politiques Humanitaires, Oxfam

Les règles commerciales peuvent être défavorables aux agriculteurs africains, même si la plupart des pays africains bénéficient d'accords commerciaux préférentiels, comme l'accord « Tout sauf les armes » avec l'UE. Les obstacles non-tarifaires, généralement sous la forme de normes sanitaires et phytosanitaires sévères, peuvent être décourageants ; tandis que 'l'escalade tarifaire', selon laquelle les produits agricoles transformés font l'objet de taxes d'importation plus élevées que les produits bruts, décourage les pays exportateurs de produire à valeur ajoutée.

⁶ Cette estimation de toutes les aides apportées à l'agriculture et à la production vivrière dans les pays de l'OCDE est peut-être en-dessous de la réalité : elles auraient atteint 499 milliards de dollars en 2001 ; voir Anderson et al. 2006a.

Diminuer les aides aux agriculteurs des pays de l'OCDE, soit en réduisant les subventions, soit en assouplissant les barrières commerciales, profiterait grandement aux agriculteurs africains. Malheureusement, les négociations internationales sur le commerce et les subventions qui en découlent sont plus au moins au point mort.

Sans des conditions équitables, les associations d'agriculteurs craignent que le maintien des aides accordées par les pays du Nord à leurs agriculteurs finisse par exclure les agriculteurs africains de leurs propres marchés. L'injustice est criante : les pays africains, dont l'économie repose souvent sur l'agriculture, ne peuvent pas profiter de leurs avantages compétitifs notamment à cause des pays du Nord, qui protègent leurs propres agriculteurs.

« L'agriculture est la principale source de revenus des pauvres en milieu rural. L'effondrement des prix des exportations en raison des subventions agricoles dans les pays du Nord laisse des millions d'Africains endettés et dans l'extrême pauvreté. L'impact économique et social de cette politique est immense. Réduire la pauvreté signifie avant tout payer le juste prix aux agriculteurs. »

Seydou Traore, ministre de l'Agriculture du Mali, extrait de la déclaration générale lors de la 26^{ème} session du conseil d'administration du FIDA, 2003.

Absence de demande effective de produits agricoles

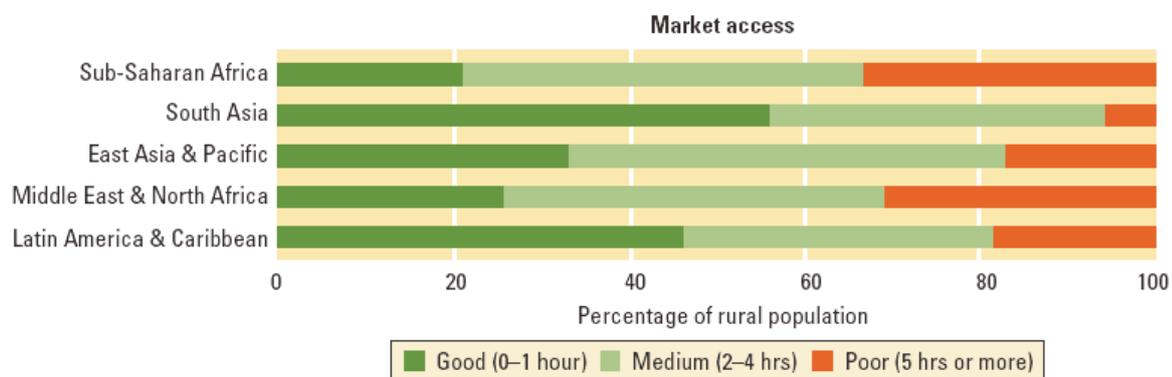
Les marchés alimentaires sont essentiellement nationaux et régionaux. Les soutiens locaux à la production sont-ils suffisants? De nombreux observateurs pensent que non, et ce pour plusieurs raisons.

D'abord, pénétrer sur le marché implique des coûts élevés pour les agriculteurs africains, à cause des coûts de transport par unité élevés, conséquence de la faible densité de population, de mauvaises infrastructures, de frais de maintenance élevés (Platteau 1996) et, dans certains cas, de cartels du transport. L'accès au marché est plus difficile en Afrique que dans le reste du monde (voir l'illustration 3.2). Les coûts de transport élevés entraînent des prix au producteur bas, et donc une faible incitation à la production.

Le rapport de 2005 de la Commission pour l'Afrique indique :

Le potentiel de l'agriculture africaine est limité par toute une série d'obstacles et d'impasses, notamment [...] et la baisse, après les années 1980, des investissements dans les infrastructures rurales et dans les petites villes et villages, qui relient les marchés locaux à l'économie mondiale.

Illustration 3.2 : Accès des agriculteurs aux marchés selon les régions



Source : Banque mondiale 2007, adapté de Sebastian 2007.

De plus, les marchés locaux et nationaux de produits agricoles sont souvent de taille relativement modeste. L'industrialisation et la diversification de nombreuses économies africaines restent marginales. Malgré l'urbanisation rapide, la plupart des activités dans les villes africaines sont informelles et marquées par une faible productivité, du sous-emploi et des salaires bas, avec une demande limitée de produits alimentaires et autres produits agricoles (Losch 2008).

Enfin, les politiques n'ont souvent permis de stimuler la production que de façon limitée. Dans le passé, et notamment durant les années 1970, les politiques macroéconomiques ont souvent imposé des taxes nettes élevées sur les agriculteurs. Bien que le niveau des taxes ait été abaissé dans de nombreux cas (Banque mondiale 2007), les agriculteurs africains font toujours l'objet de plus de taxes et sont moins soutenus que les agriculteurs des autres régions du monde (Lloyd et al. 2009).

Une stimulation modérée des prix ne peut être qu'une partie de la solution. Selon les deux prochains arguments, la capacité des agriculteurs africains à répondre à la demande est limitée non seulement par les contraintes environnementales et techniques, mais également par les échecs gouvernementaux et les défaillances du marché.

Echecs gouvernementaux : des investissements trop faibles et des politiques qui dissuadent les investisseurs

Ces derniers temps, de nombreux gouvernements africains ont faiblement investi dans le développement agricole et les dépenses publiques ont diminué par rapport à la taille du secteur. En 1980, on estimait que les pays africains investissaient en moyenne 7,5% de la valeur de la production agricole sur ce secteur. Le pourcentage équivalent pour l'Asie était de 9,6%. D'ici à 1998, près de deux tiers des pays africains avaient réduit ce pourcentage, la moyenne totale ne représentant plus que 6% du PIB agricole (Fan et Rao 2003).

« [Pourquoi la performance de l'agriculture est-elle décevante ?] Des dépenses publiques dans l'agriculture en baisse ; le manque d'investissements dans les infrastructures rurales, notamment les infrastructures matérielles (routes, chemins de fer, systèmes d'irrigation, énergie) et institutionnelles (législation agricole, financement de l'agriculture). »

Mungara Njoroge, Actis, Kenya

* * *

« Les investissements ont été insuffisants, et même lorsqu'il y en avait, ils ont été concentrés sur le secteur commercial à grande échelle, et non sur les petits agriculteurs. »

Fiona Hall, Parlementaire, Membre de la Commission de l'industrie, recherche et énergie du Parlement européen

* * *

« Le fait de négliger la stratégie de développement et l'allocation budgétaire du secteur agricole a fortement limité la fourniture de services publics tels que la recherche et développement agricole, les infrastructures rurales et l'éducation. »

Shenggen Fan, Directeur Général, Institut international de Recherche sur les Politiques Alimentaires

« La mauvaise performance de l'agriculture africaine vient du manque d'attention accordé au secteur. D'une part, les investissements publics dans les services de soutien (recherche et développement) et dans les infrastructures (irrigation et communication) ont été faibles, surtout au vu de la contribution de l'agriculture au PIB. D'autre part, les investissements du secteur privé ont été entravés par une série de facteurs tels que les prix bas des matières premières et des politiques publiques mal définies. »

Kevin Cleaver, Vice Président en charge des programmes, Fonds International de Développement Agricole

Le manque d'investissements publics peut dissuader les acteurs privés d'investir dans l'agriculture, notamment quand les routes sont si mauvaises que les denrées supplémentaires produites ne peuvent être commercialisées. L'instabilité politique et les problèmes de gouvernance en général peuvent également dissuader les investisseurs. Ce qui entraîne les problèmes suivants :

- Une instabilité politique et économique globale. En 2007, pas moins de vingt-deux pays sur les trente quatre considérés comme des Etats fragiles par la Banque mondiale se situaient en Afrique.
- Malgré la libéralisation des économies, les gouvernements ont toujours eu du mal à faire confiance aux marchés alimentaires, ce qui a donné lieu à des interventions difficilement prévisibles et faisant fuir les acteurs privés (Jayne et al 2002).
- Une élaboration et une mise en œuvre inadaptées des politiques (notamment le lent processus de décentralisation, le manque d'implication des associations de producteurs, du secteur privé et de la société civile dans les processus politiques et la capacité de mise en œuvre limitée). Les mauvais résultats de l'aide consacrée à l'agriculture africaine s'expliquent notamment par l'absence d'un cadre politique cohérent et les faibles capacités institutionnelles en vue de mettre en œuvre les politiques (GEI de la Banque mondiale 2007 par exemple).



Rapport sur le développement dans le monde 2011 Conflit, Sécurité et Développement

La Banque Mondiale : Rapport sur le développement dans le monde 2011 – Conflit, sécurité et développement

Objectif et Approche

Les conflits violents et les Etats fragiles sont de grandes menaces pour le développement des pays pauvres. Mais certains pays à revenu moyen et élevé sont également touchés par une violence infranationale liée à la criminalité. Les conflits dépassent les frontières et ont de sérieux débordements, qui contribuent à la déstabilisation d'une région, au terrorisme international, au trafic de drogues et aux exodes de réfugiés.

L'objectif de ce rapport sur le développement dans le monde (RDM) est de faire des propositions concrètes dans le cadre du débat sur la gestion des conflits violents et des Etats fragiles. Les solutions impliquant une coopération entre une gamme variée d'acteurs (notamment des hommes politiques, des administrateurs, des forces de sécurité et des porte-parole de la société civile), l'enquête du RDM s'efforcera de s'adresser à toute une série d'acteurs et de communautés.

Elle part de l'hypothèse selon laquelle des motifs tels qu'une discrimination avérée ou ressentie dans les nominations et le partage des ressources, la violation des droits humains ou la corruption, et des situations propices au conflit, comme les vides sécuritaires, les jeunes sans revenu ou les fonds illégaux, sont d'importants catalyseurs de conflit ou empêchent d'en sortir (les choix individuels déterminant alors si la violence éclate ou non). Ce modèle tient compte à la fois de facteurs 'objectifs' ou structurels et de facteurs 'expérientiels' ou humains.

Thèmes traités

Tendances de la violence et de la fragilité ; Causes et conséquences des conflits violents : Nous examinerons l'évolution des conflits violents et leurs causes, et évaluerons les conséquences sur les plans humain, social et économique des différents types de conflits, tout en présentant aussi les succès.

Principaux ingrédients des solutions à court et moyen terme : Le RDM analysera l'évolution des politiques nationales et internationales conçues pour faire face aux conflits violents et à la fragilité des Etats et évaluera dans quelle mesure elles ont permis d'éviter ou de résoudre des conflits.

Les principaux éléments en vue d'établir une légitimité sur le plan local ou national semblent consister notamment à lutter contre la concurrence destructive des élites, à instaurer la justice et la sécurité, à créer des formes adéquates de responsabilité publique, à offrir de l'espoir sur le plan économique et à établir de bonnes relations avec les pouvoirs extérieurs.

Le rapport examinera plus particulièrement les différents modèles de renforcement de l'Etat et des institutions recommandés par la communauté internationale, et dans quelle mesure ils peuvent avoir privilégié la forme (ou la formalité) à la fonction, bridant parfois les initiatives novatrices d'acteurs nationaux. Dans cette enquête, le RDM examinera aussi bien les mesures à court terme que les mesures de confiance, ainsi que les actions à moyen terme.

Lacunes au niveau politique et dans la mise en œuvre et solutions proposées : Nous identifierons les politiques et les pratiques (des gouvernements et des acteurs internationaux) qui se sont avérées inefficaces et proposerons des améliorations ou des alternatives, très souvent fondées sur les succès obtenus dans certaines situations.

Publication Décembre 2010

<http://www.worldbank.org/wdr2011>

<http://blogs.worldbank.org/conflict>

« Les problèmes de gouvernance ont joué un rôle clé, notamment les politiques macroéconomiques et sectorielles qui ne mettaient pas assez l'accent sur la mise en œuvre, les services publics inefficaces et la transformation des services publics, qui n'a été réussie qu'en partie. »

Detlev Puetz, Principal Officier d'Évaluation, Banque Africaine de Développement

Cependant, le choix des politiques n'est pas uniquement une affaire nationale. Certains observateurs soulignent dans quelle mesure l'ajustement et la libéralisation des économies africaines ont empêché les gouvernements d'aider leurs agriculteurs.

« Les politiques d'ajustement structurel ont limité le champ de l'action et des politiques publiques. »

Fred Mousseau, Conseiller en Politiques Humanitaires, Oxfam

Dans son ouvrage intitulé « Détruire l'agriculture africaine » (*“Destroying African Agriculture”*), Walden Bello souligne : « Il était difficile de ne pas reconnaître le rôle des ajustements structurels, qui ont généré de la pauvreté, sérieusement affaibli la base agricole du continent et accru sa dépendance aux importations. »

De plus, les gouvernements africains ne sont pas les seuls responsables des problèmes de gouvernance. Les donateurs ont également commis de nombreuses erreurs. A la fin des années 1980, les donateurs de l'aide internationale ont réduit encore plus leurs financements que les gouvernements. A cette même époque, selon les estimations, l'aide publique au développement destinée à l'agriculture de l'Afrique sub-saharienne s'élevait à 4 milliards de dollars; au début des années 2000, elle ne représentait plus qu'un milliard de dollars (Binswanger & McCalla 2008 en utilisant les chiffres de l'OCDE).

Certains donateurs ont eu du mal à appréhender les réalités locales et ont par conséquent fait des erreurs, comme l'illustre cet exemple en Afrique du Sud :

« Lors de la crise alimentaire qui a touché l'Afrique du Sud au début des années 2000, il a fallu plus de six mois au PAM et à l'ONU pour faire la distinction entre l'insécurité alimentaire temporaire et chronique (ils pensaient au départ être confrontés à une aberration à court terme). Ainsi, leurs stratégies de distribution de l'aide ont affaibli les systèmes de gouvernance locaux et les efforts en vue de renforcer les capacités des institutions locales menés au cours des dernières décennies (dans de nombreux cas, ce sont les dirigeants traditionnels qui récupéraient les denrées). »

Michael Drinkwater, Conseiller Programme Senior, CARE International

De plus, les efforts des donateurs ont été irréguliers et n'ont pas été assez soutenus pour prendre racine.

« En Zambie, au Zimbabwe et au Malawi, les systèmes de recherche adaptative et de culture céréalière de la fin des années 1980 et 1990 étaient très efficaces et généreusement soutenus par les donateurs. De nombreuses variétés de céréales de bonne qualité étaient produites, beaucoup reposant sur du matériel génétique local; cela aurait donc pu permettre de disséminer des variétés de céréales beaucoup plus adaptées aux petits agriculteurs dans toute la région.

Cependant, ces variétés n'ont jamais été intégrées aux programmes agricoles commerciaux, l'intérêt des donateurs a faibli et absolument personne n'a fait attention à ce que devenaient les résultats de 10 à 15 ans de recherche très aboutie sur l'agriculture (systèmes agricoles et d'élevage). Ainsi, la plupart de ces efforts ont été vains. »

Michael Drinkwater, Conseiller Programme Senior, CARE International

Défaillances du marché, notamment pour le crédit et les intrants, et cercle vicieux de la pauvreté

« La dépendance excessive aux marchés et le rôle réduit de l'Etat ont nui à la stratégie agricole. »

Sam Moyo, Professeur et Directeur exécutif de l'Institut africain d'Études agraires, Harare, Zimbabwe

Quand, dans les années 1980 et 1990, les pays africains ont libéralisé leurs économies les unes après les autres, généralement en vue de remplir les conditions d'accès aux financements du Fonds monétaire international et de la Banque mondiale, l'Etat a joué un moindre rôle dans l'organisation de l'approvisionnement en intrants, en crédit et en aide technique aux agriculteurs, ainsi que dans la collecte et le traitement des récoltes. Les organismes publics gérant les chaînes d'approvisionnement pour les produits alimentaires et les exportations ont été fermés ou leurs attributions se sont réduites à peau de chagrin. Dès lors, ce sont les entreprises privées qui ont fourni les services aux agriculteurs et le marché qui a coordonné et organisé l'activité.

« Etablir des partenariats public-privé efficaces nécessite des changements culturels des deux côtés et s'avère donc une entreprise difficile. »

Giulia Di Tommaso, Directrice, Politique Légale et Relations Internationales, Unilever

Logiquement, les entreprises privées auraient du entrer dans le jeu et fournir des services efficaces selon les règles rigoureuses de concurrence. Les agriculteurs auraient obtenu des intrants à faible coût, tout en étant davantage rémunérés pour leur production, ce qui aurait stimulé la production et la croissance.

« Il faut parvenir à mieux allier les politiques de service menées par le marché et celles menées par l'Etat (recherche, développement, croissance du marché, approvisionnement en intrants, subventions...) qui traitent à la fois des problèmes de conceptualisation et de mise en œuvre dans la coordination et la confiance entre les acteurs. »

Andrew Dorward, Professeur en Économie du développement, Ecole d'Études Orientales et Africaines, Université de Londres

Au lieu de cela, les agriculteurs ont souvent été déçus à cause des défaillances du marché (Banque mondiale 2007). Les intrants tels que les engrais et les semences améliorées ne sont pas disponibles au niveau local ou s'ils le sont, sont très coûteux. Il est impossible d'obtenir des crédits des banques ou d'autres organismes officiels : seuls des prêts à court terme, à des taux d'intérêt élevés, sont proposés par des traders et des prêteurs sur gage. Les agriculteurs sont confrontés à de nombreux risques de production et ne peuvent s'assurer contre eux. Ils n'ont pas d'autre choix que de mettre de côté des fonds précieux pour se protéger en cas de coups durs. De plus, certains traders privés utilisent leur monopole sur des marchés naissants pour surtaxer les intrants ou acheter des céréales en-dessous des prix du marché.

Les défaillances du marché ne touchent pas que les agriculteurs, mais également les traders et les investisseurs potentiels. Sans informations suffisantes sur la nature et la capacité des agriculteurs, ils peuvent ne pas vouloir prendre le risque de prolonger les crédits ou d'investir dans des activités agricoles.

Si l'activité sur les marchés est trop faible, les petits marchés peuvent générer des prix volatils et les agriculteurs sont confrontés à des risques considérables quant au prix de leur production sur le marché. Le manque d'activité sur les marchés empêche également de réaliser des économies dans la fourniture et la commercialisation d'intrants et entraîne des coûts plus élevés.

Les défaillances du marché ont tendance à toucher plus durement les agriculteurs pauvres, qui mènent des activités à petite échelle, ainsi que les agricultrices (les femmes ayant souvent un niveau d'éducation inférieur, moins de liens avec les traders dans les chaînes d'approvisionnement et moins de temps pour négocier avec eux). Ainsi, les défaillances du marché sont non seulement

sources d'inefficacité sur le plan économique, mais également synonymes de régression sociale.

Par conséquent, les occasions d'investir et d'innover dans les exploitations agricoles et les chaînes d'approvisionnement ne sont pas saisies. Dans le pire des cas, les défaillances du marché sont à l'origine d'un **cercle vicieux de la pauvreté**. Les ménages pauvres n'ont pas accès au crédit pour investir et renforcer leur production : vulnérables aux risques et sans assurance, ils doivent se diversifier et mener des activités à faible risque, renonçant ainsi aux opportunités de se spécialiser dans une production à valeur ajoutée. Ce cercle vicieux de la pauvreté empêche les investissements et le développement agricole (Sachs et al. 2004, CPRC 2008).

« [Les petits exploitants] sont pris dans le piège de la semi-subsistance, ne peuvent pas produire suffisamment de nourriture et ne peuvent donc pas se diversifier et investir dans des céréales de meilleure qualité par crainte d'une mauvaise récolte. »

Colin Poulton, Chercheur, Ecole d'Études Orientales et Africaines, Université de Londres

Ces défaillances sont aggravées par de trop faibles investissements publics dans les infrastructures, les systèmes d'information et la recherche et développement; les agriculteurs n'ont ainsi qu'un accès limité aux services (Poulton et al. 2004). Les efforts en vue de rétablir des systèmes fondés sur les subventions se sont généralement heurtés à d'importantes contraintes de durabilité.

« Les politiques de services menées par l'État, tout comme celles menées par le marché, n'ont pas su évaluer les défis liés au développement des petits exploitants. »

Andrew Dorward, Professeur en Économie du Développement, Ecole d'Études Orientales et Africaines, Université de Londres

Le régime de propriété collective⁷ est souvent considéré comme un obstacle aux investissements, soit à cause du caractère incertain de la propriété ou simplement parce que les terres possédées collectivement ne peuvent servir de nantissement dans le cadre d'un crédit.

Dans de nombreuses régions du continent, la répartition inéquitable des terres et l'insécurité liée à la propriété des terres dissuadent les investisseurs et abaissent les revenus des pauvres.

Commission pour l'Afrique 2005

Mais l'ampleur du problème peut être contestée : les études de terrain soulignent souvent que les agriculteurs se sentent rassurés par la propriété collective et sont prêts à investir dans la terre qu'ils cultivent.

Commentaire : un immense continent, de nombreux facteurs responsables

Sur cet immense continent, avec des systèmes écologiques, des caractéristiques socio-économiques et des politiques nationales très variés, il n'est pas surprenant que de nombreux facteurs assez différents soient considérés comme responsables de la performance décevante de l'agriculture. Il est probable que tous les facteurs mentionnés jouent ou aient joué un rôle plus ou moins important. Le rapport reviendra en section 6 sur les grandes divergences d'opinion.

⁷ Le régime de propriété libre individuel n'est pas courant en milieu rural en Afrique. Le plus souvent, les terres cultivées sont assignées à la communauté ou à l'Etat, bien que la plupart des cultures soient allouées aux agriculteurs individuels avec le droit d'exploiter la terre, mais pas nécessairement de la louer ou de la vendre.

4. EXPLIQUER AUSSI LES SUCCES

« La performance de l'agriculture en Afrique n'est peut-être pas si décevante que cela. Elle l'est si vous ne regardez que les rendements à l'hectare, qui ne sont pourtant pas pertinents dans tous les cas. »

Detlev Puetz, Principal Officier d'Évaluation, Banque Africaine de Développement

* * *

« Certains décideurs jugent la performance de l'agriculture africaine décevante car les rendements n'ont pas augmenté aussi rapidement qu'ailleurs et les mesures liées à la révolution verte n'ont pas été beaucoup reprises en Afrique.

C'est vrai, mais cela ne signifie pas que la performance de l'agriculture africaine est décevante : la production vivrière totale a augmenté à un rythme comparable à celui d'autres continents; la production vivrière a suivi la croissance de la population; elle a été multipliée par quatre depuis les indépendances. »

Bernard Esnouf, Responsable du Développement Agricole et Rural, Agence Française de Développement (AFD)

On a tant parlé de la performance décevante de l'agriculture africaine qu'on en oublie facilement ses succès. Au cours des cinquante dernières années⁸, l'agriculture a connu de véritables booms dans certaines régions africaines et pour certaines céréales et activités en particulier.

Il s'agit notamment de la croissance très rapide de la production à petite échelle du premier café, dans les années 1950, puis du thé, à partir des années 1960, dans les régions montagneuses du Kenya. A partir de 1954, les agriculteurs ont été autorisés à se lancer dans ces cultures et l'ont fait avec succès et enthousiasme, soutenus par des coopératives pour le café et une entreprise publique très efficace pour le thé, la *Kenya Tea Development Authority* (service de développement de la culture du thé au Kenya). Les agriculteurs n'ont pas utilisé toutes

⁸ Et avant également. Depuis que la performance de l'Afrique rurale est consignée en détail (soit depuis la dernière partie du 19ème siècle), on constate certains booms de l'agriculture.

leurs terres pour ces cultures destinées à la vente : ils ont continué de cultiver du maïs, des haricots et d'autres céréales. La production du maïs s'est améliorée grâce à l'adoption généralisée de variétés de maïs hybrides conçues pour résister aux conditions kényanes. Certains agriculteurs ont pu également investir dans quelques vaches et se sont diversifiés dans la production laitière intensive. Ces deux dernières décennies, de nombreux agriculteurs ont également produit des cultures horticoles, certaines destinées à l'exportation (les haricots verts kényans, par exemple, sont vendus sur les étals des supermarchés européens), mais surtout pour le marché national de plus en plus important de Nairobi. L'intensification a-t-elle dans ce cas entraîné une surexploitation des ressources naturelles? Non, puisqu'à l'inverse, grâce à leurs champs productifs, les agriculteurs ont investi dans des terrasses, ont planté des arbres pour délimiter leurs champs et ont utilisé plus de fumier et d'engrais (Tiffen et al. 1994).

De l'autre côté du continent, en Afrique de l'Ouest, la production de coton s'est rapidement développée dans les années 1980 et dans les années 1990 à travers la savane guinéenne (au nord de la ceinture de forêts et au sud du Sahel). Dans ce cas, la production a été gérée par des entreprises publiques de développement du textile, qui fournissaient des intrants à crédit et récoltaient le coton.

Parmi les pics de croissance plus récents, beaucoup ont concerné des produits alimentaires destinés aux marchés nationaux : dans les années 1980, il s'agissait notamment du maïs hybride du Zimbabwe (Eicher 1995), des montagnes du sud de la Tanzanie et des provinces du nord et de l'est de la Zambie (dans tous les cas avec de petites productions agricoles gérées par des organismes publics).

« Tout de suite après l'indépendance, les paysans du Zimbabwe ont été incroyablement efficaces étant données les contraintes liées à l'exploitation des terres; s'ils ont été efficaces, c'est parce qu'ils ont reçu les bons intrants, à temps, qu'ils disposaient de systèmes agricoles combinant des engrais biologiques et chimiques et qu'ils vendaient (la plupart du temps) leurs produits à des prix raisonnables. Dès l'effondrement des systèmes institutionnels, alors que tout allait mal, les systèmes agricoles ont déraillé aussi. »

Michael Drinkwater, Conseiller Programme Senior, CARE International

La production de certaines céréales commercialisées a connu un boom à plus petite échelle, notamment le riz dans le delta intérieur du Niger au Mali (Diarra et al. 1999), des variétés de maïs à pollinisation ouverte dans la ceinture centrale du Niger (Smith et al. 1993) et la production périurbaine de produits laitiers, de fruits et de légumes pour la ville de Kano (Mortimore 1993).

L'IFPRI a demandé à des spécialistes d'identifier les succès de l'agriculture africaine, c'est-à-dire les cas où l'on avait assisté à « une évolution durable et significative de l'agriculture, s'accompagnant d'une hausse des revenus globaux dérivés de l'agriculture, d'une baisse de la pauvreté et/ou d'une amélioration de la qualité de l'environnement » (Haggblade et al. 2003, 10; voir également Gabre-Madhin et Haggblade 2001). Furent ainsi citées de nombreuses avancées techniques, notamment les variétés de maïs hybrides au Zimbabwe et au Kenya, ainsi que le maïs à pollinisation ouverte en Afrique de l'Ouest; l'utilisation de variétés améliorées de bananes en Afrique de l'Est; l'horticulture et les fruits produits par de petits exploitants sur contrat au Kenya; le manioc résistant aux parasites et aux maladies, qui avait contribué à une forte hausse de la production de manioc en Afrique de l'Ouest et dans certaines régions d'Afrique du Sud-Est; le coton en Afrique de l'Ouest et la production laitière des petits agriculteurs au Kenya.

Ces succès n'ont pas tous été pérennes. Au contraire, ils ont souvent été sensibles aux prix de l'époque et ont, dans certains cas, été étroitement liés aux prix du marché mondial, ainsi qu'au soutien et à la gestion de l'Etat (comme le souligne M. Drinkwater à propos des petits agriculteurs du Zimbabwe).

« Dès l'effondrement des systèmes institutionnels, alors que tout allait mal, les systèmes agricoles ont déraillé aussi. »

Michael Drinkwater, Conseiller Programme Senior, CARE International

Le Burkina Faso constitue par ailleurs l'un des exemples les plus remarquables de progrès sur le long terme ; sa production céréalière (dans un pays sahélien pauvre, enclavé et souvent touché par la sécheresse) a connu la même hausse sur une période de quarante ans que le Vietnam, généralement considéré comme un succès de la révolution verte en Asie. L'encadré C revient sur cet exemple en détail.

Comment expliquer ces succès? Sans surprise, il n'y a pas un seul facteur, mais il s'agit, dans la plupart des cas, de la combinaison de trois éléments :

- Une **demande effective de produits agricoles** – Les agriculteurs doivent être honnêtement rétribués pour leur production ou ils cesseront tout simplement de produire et de commercialiser les surplus. Certains des booms ont été observés lorsqu'une entreprise semi-publique ou une grande entreprise privée a proposé d'acheter les récoltes à prix fixe. Dans d'autres cas, des investissements ont permis de mieux relier par la route une zone productive à un marché régional et ont suscité l'arrivée de traders dans les villages, qui ont proposé d'acheter les cultures à des prix intéressants pour pouvoir ensuite les écouler en ville.
- Dans certains cas, les **nouvelles technologies** ont permis aux agriculteurs de cultiver des céréales plus productives et moins vulnérables aux parasites et aux maladies. Bien que le progrès technique n'ait pas été à la même échelle qu'en Asie, il a été à l'origine de certains des succès mentionnés ci-dessus. L'adoption de nouvelles technologies a souvent été liée au prochain facteur.
- Des **chaînes d'approvisionnement performantes** – L'exportation de certaines céréales nécessitait souvent la présence d'une entreprise publique ou privée efficace et capable d'approvisionner les agriculteurs en intrants, de les encourager à produire des récoltes de qualité, puis de les collecter, de les traiter et de les calibrer. Pour les cultures vivrières nationales, il suffisait souvent d'un trader plein d'initiative avec un véhicule.

FRIEDRICH-EBERT-STIFTUNG

Pour résumer les activités internationales de la fondation Friedrich Ebert (FES), la fondation politique allemande qui se consacre à la démocratie sociale, on ne peut faire mieux que de citer Willy Brandt, lauréat du prix Nobel de la Paix et ancien Chancelier allemand : « la politique du développement représente une politique de paix pour le XXI^{ème} siècle. » C'est ce qu'il déclarait déjà dès 1980. La paix, la démocratie et le développement de la justice sociale : Ce sont là les valeurs défendues par la FES dans ses travaux internationaux. La promotion de ces valeurs est un des objectifs les plus importants de la fondation Friedrich Ebert en matière de coopération au développement.

La FES est présente dans plus de 90 pays dans le monde entier. En Afrique, en Asie, au Moyen-Orient et en Amérique latine, son personnel est engagé dans des projets dans le domaine du développement socio-politique et la promotion économique et sociale. Ses partenaires sont issus du monde de la politique, des affaires, des associations, des syndicats, universitaire ainsi que du secteur des communications et des institutions culturelles.

La FES considère ses activités dans les pays en développement comme une contribution à :

- la promotion de la paix et de l'entente entre les peuples et les pays partenaires ;
- le soutien de la démocratisation de l'Etat et de la société, le renforcement de la société civile ;
- l'amélioration générale des conditions politiques, économiques et sociales ;
- le renforcement des syndicats libres ;
- le développement de structures médiatiques indépendantes ;
- la facilitation de la coopération régionale et internationale entre les Etats et les différents groupes d'intérêt ; et
- la reconnaissance des Droits de l'homme.

La FES est présente à Bruxelles depuis 1973. Travaillant avec les institutions de l'UE, les syndicats internationaux et européens, les think tanks, les missions diplomatiques, les ONG et les lobbies, le Bureau de l'UE à Bruxelles est un élément important de l'œuvre internationale de la fondation Friedrich Ebert et de ses représentants dans le monde entier.

A l'heure actuelle, les activités du Bureau de l'UE à Bruxelles poursuit certains objectifs :

- l'information du public sur les structures de l'Union européenne et ses processus de prise de décision ;
- la promotion du dialogue politique entre les décideurs aux niveaux régionaux, nationaux et internationaux et leurs partenaires au niveau européen ; et
- l'occasion d'exercer une influence sur le processus d'intégration européenne, les politiques sociales et les politiques extérieures et de développement de l'UE.

Le Bureau de l'UE organise des séminaires, des conférences, des rencontres d'experts et des voyages d'études pour des décideurs et diffuseurs d'information allemands triés sur le volet et d'autres pays partenaires dans les domaines politiques, syndicaux, médiatiques, scientifiques et des ONG.

Pour plus d'informations :

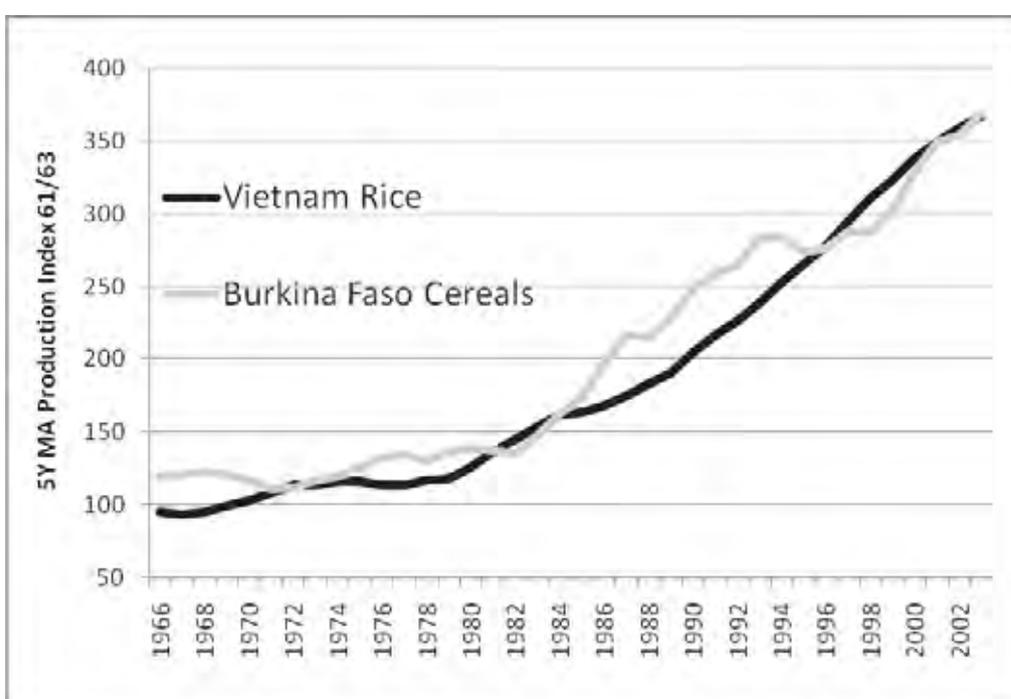
www.fes.de



Encadré C : Le Burkina Faso, succès pérenne de l'agriculture

Les statistiques sont remarquables. Depuis le début des années 1960, la production céréalière du Burkina a augmenté en moyenne de 3,5% par an, soit bien plus que la croissance de la population, à un rythme semblable à celui du Vietnam.

Production de riz au Vietnam et de céréales au Burkina Faso, 1961/65 à 2001/05



Source: FAOSTAT production data, taking five-year moving averages.

Comment ce succès largement méconnu a-t-il été obtenu ? Dans les années 1960, le plateau central du Burkina était une région avec des précipitations moyennes comprises entre 500-700mm, des sols pauvres et une production céréalière (essentiellement le millet et le sorgho) de seulement 500kg/ha. Avec ces maigres ressources, de nombreux jeunes hommes valides émigraient souvent en Côte d'Ivoire et dans d'autres pays au sud du Burkina pour trouver de meilleurs emplois. Mais depuis, les enquêtes de terrain ont constaté les évolutions suivantes :

- Les sols et l'eau ont été préservés, notamment grâce à des digues en pierre et des fosses de plantation traditionnelles améliorées ('zaï') pour retenir l'eau et la couche arable.

- Des arbres ont été plantés, les animaux d'élevage ont été placés dans des systèmes semi-intensifs et le fumier a été récolté et semé dans les champs.
- Les institutions collectives se sont multipliées pour gérer les puits, les ressources naturelles, les banques de céréales des villages et les écoles.

Hans Binswanger-Mkhize (2009) commente :

« Ces évolutions sont visibles à l'œil nu : lors d'une récente visite...les cultures semblaient plus vertes et plus saines que [je] ne les avais jamais vues jusqu'alors, de nombreuses régions avaient intégré les cultures et l'élevage, les terres arides dégradées étaient régénérées grâce à des techniques traditionnelles et nouvelles et de nouvelles variétés de céréales avaient été introduites; il y avait plus d'arbres sur la terre. »

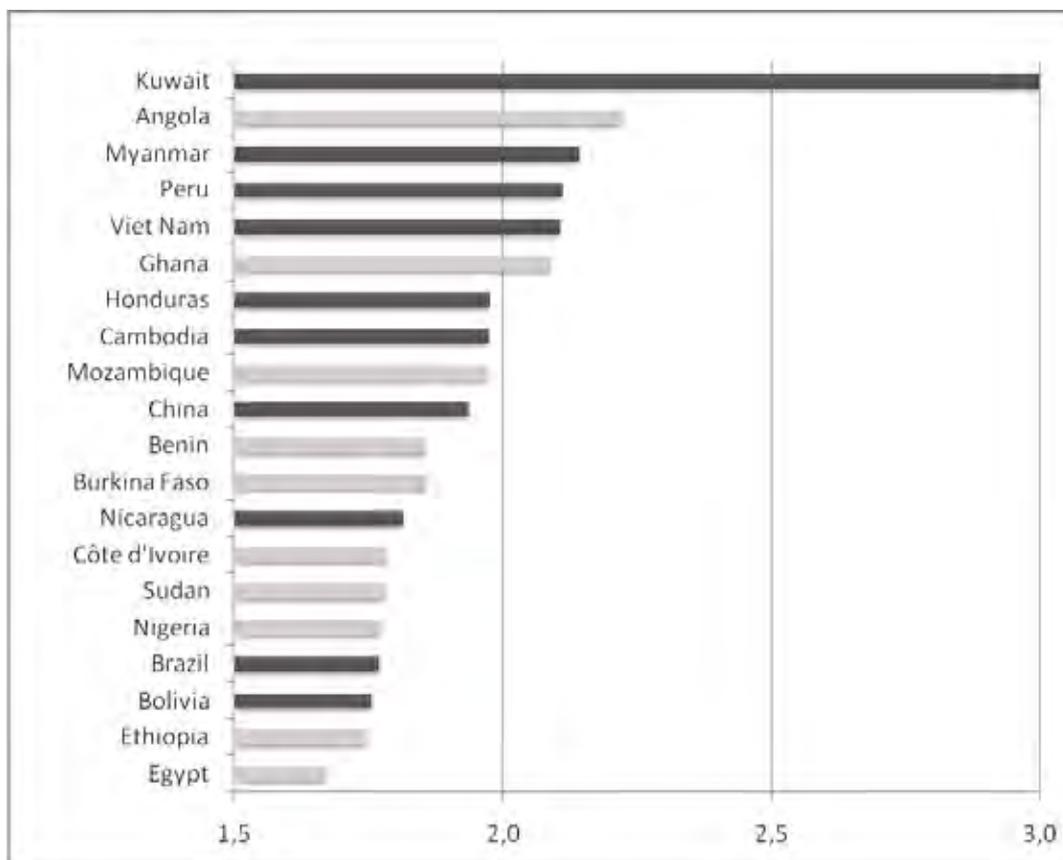
Ces évolutions n'ont pas été révolutionnaires, mais évolutionnaires : elles sont surtout le résultat du savoir-faire et de la gestion locales et ont été facilitées et soutenues par le gouvernement, les donateurs et les ONG.

Les résultats sont visibles au niveau des statistiques nationales, mais également au niveau local. Dans la province de Bam, les productions de millet et de sorgho sont passées respectivement de 406 à 446kg/ha en 1984/88 et de 662 à 669kg/ha en 1996/00. Les niveaux d'eau des puits ont augmenté dans les régions qui ont su préserver les sols et l'eau. Les enquêtes par photographies aériennes révèlent l'aspect beaucoup plus verdoyant du pays. L'immigration est toujours un phénomène courant, mais moins que par le passé. Et surtout, la pauvreté en milieu rural a reculé.

Sources: Binswanger-Mkhize 2009, Mazzucato & Niemeyer 2001, Reij & Smaling 2008.

Il faut également préciser que les conditions de base pour le développement agricole étaient réunies : les routes menant aux surfaces agricoles étaient praticables et le pays jouissait d'une certaine stabilité sur les plans politique et macro-économique. Dans l'agriculture africaine, la poule aux œufs d'or a trop souvent été tuée par des politiques économiques qui ont taxé à fond les agriculteurs, ou par la corruption et l'inefficacité, les fruits du travail des agriculteurs étant détournés par des fonctionnaires travaillant pour des organismes publics.

Illustration 4.1: Croissance de la production agricole, de 1990/92 à 2004/06, en Afrique par rapport à d'autres pays



Source : données de FAOSTAT, PIN agricole brut, avec des moyennes mobiles sur trois ans. Les données sont comparées entre 138 pays avec plus d'un million d'habitants.

Les succès ne sont pas limités aux petites surfaces : depuis le début des années 1990, l'agriculture de certains pays africains s'est développée à un rythme semblable à celui de n'importe quel autre pays dans le monde. L'Afrique compte environ 10 stars de l'agriculture; voir l'illustration 4.1. Le problème en Afrique ne tient pas à une impossibilité de succès mais plutôt au fait que ce dernier ne concerne que dix pays sur les cinquante-cinq existants.

Il faut retenir avant tout que les résultats de l'Afrique sont très inégaux dans le temps, et surtout selon les pays. Les déceptions ne sont pas le propre de l'Afrique. Ce n'est ni la géographie, ni l'histoire qui font la différence, mais la politique. Si les agriculteurs du Burkina Faso ont pu obtenir de si bons résultats, il n'y a pas de raison que les autres pays africains ne puissent en faire autant.

5. SE TOURNER VERS L'AVENIR

Bien que les perspectives pour l'environnement soient assez sombres, il existe de nombreuses raisons de se montrer optimiste sur l'évolution des marchés agricoles, des technologies et des politiques.

Population, environnement, changement climatique et autres chocs

Si les images de sécheresse, d'inondations ou d'épidémies touchant l'Afrique sont courantes dans les médias, une question inquiétante se pose de plus en plus : le pire est-il encore à venir?

La transition démographique en Afrique est moins avancée que dans le reste du monde et les taux de fertilité sont encore très élevés dans de nombreux pays. Selon les estimations, la population de l'Afrique doublera d'ici à 2050 (UNDESA 2009) et représentera alors un tiers de la croissance de la population mondiale. La part de la population en âge de travailler restera inférieure à celle d'autres régions du monde au moins jusqu'en 2030, ce qui limitera fortement l'économie des ménages. Dans de nombreuses régions d'Afrique, ce phénomène sera aggravé par l'épidémie de VIH/sida, laissant des millions d'enfants africains orphelins.

Les ressources naturelles étant déjà surexploitées dans certaines régions africaines, les perspectives d'avenir des populations sont très sombres. Un rapport du PICC (Bates et al. 2008) sur les perspectives mondiales relatives à l'eau souligne notamment que :

Selon certaines estimations et dans tous les scénarios, entre 75 et 250 millions d'Africains risquent de subir un stress hydrique accru d'ici à 2020, et entre 350 et 600 millions d'ici à 2050.

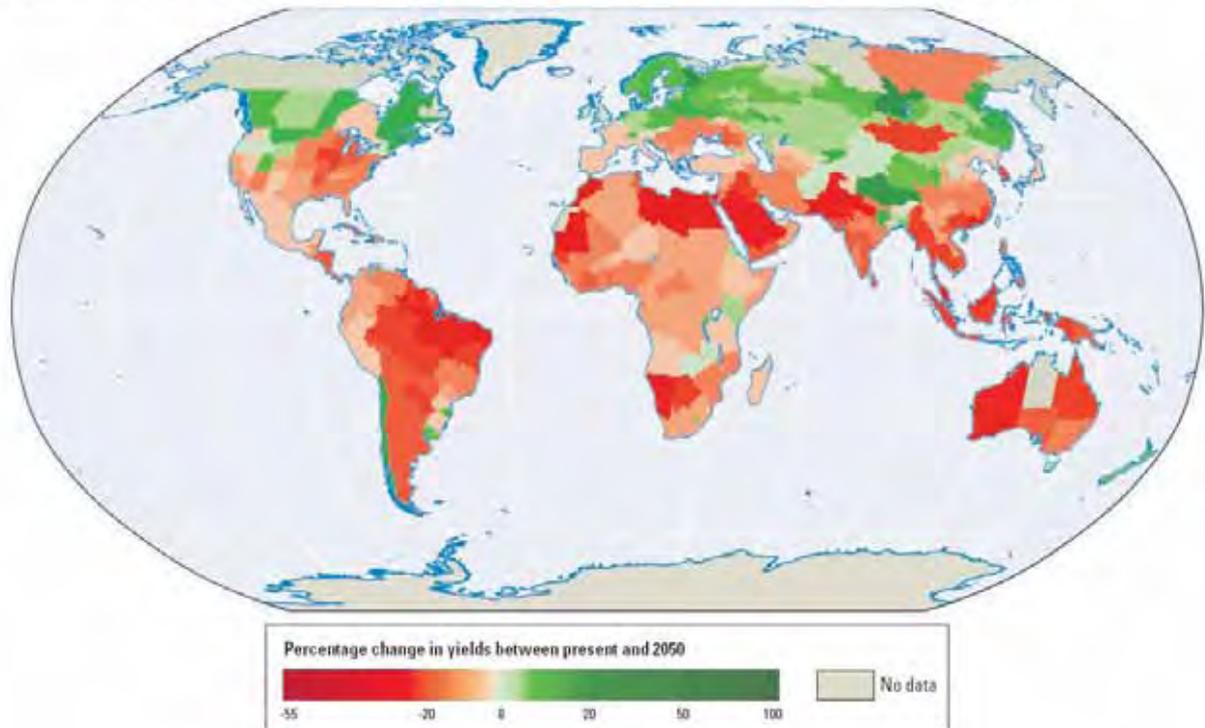
Il faudra d'importants efforts d'adaptation et d'atténuation pour lutter contre le changement climatique.

« Le plus grand défi lié à l'agriculture sera le changement climatique, qui donnera lieu à des conditions extrêmes plus imprévisibles dans le monde entier et entraînera une baisse des précipitations dans de nombreuses régions d'Afrique. Les agriculteurs devront trouver toute une série de stratégies pour faire face à cette situation. Nombreux sont ceux qui risquent de quitter les terres; l'urbanisation de la population va donc continuer d'augmenter rapidement dans de nombreux pays, nécessitant de plus en plus de services et d'équipements en milieu urbain. »

Fiona Hall, Parlementaire, Membre de la Commission de l'industrie, recherche et énergie du Parlement européen

Illustration 5.1 : Impact du changement climatique sur les éventuelles productions agricoles d'ici à 2050

Map 3.3 Climate change will depress agricultural yields in most countries by 2050 given current agricultural practices and crop varieties



Source: World Bank 2009b.

Selon le rapport sur le développement dans le monde 2010 (Banque mondiale 2009b), les pays en développement sont non seulement les plus vulnérables, mais ils n'ont pas les compétences et les ressources pour faire face aux défis qui

les attendent. Avec la hausse des températures et l'évolution des précipitations, le changement climatique aura un impact sur le potentiel de production. Selon les prévisions actuelles (voir l'illustration 5.1), de nombreux pays africains pourraient être plus durement touchés que le reste du monde. Les analystes les plus pessimistes prévoient une recrudescence des conflits liés aux terres et aux ressources naturelles en raison des tendances démographiques et de la dégradation des ressources.

Les marchés et la demande de produits agricoles

Selon les prévisions à moyen et à long terme, la demande mondiale de produits alimentaires sera stable. Bien qu'une hausse de la demande puisse générer des tensions sur les marchés alimentaires, comme l'a brusquement rappelé la crise alimentaire de 2007/2008, la croissance des marchés mondiaux pourrait bien être une chance pour l'agriculture africaine.

D'abord, les opportunités de marché se multiplient en Asie. Le développement économique et la diversification des besoins alimentaires renforcent la demande de produits pour l'approvisionnement desquels l'Afrique est bien positionnée.

La deuxième grande opportunité est liée au développement des biocarburants. Il sera très difficile pour les pays de l'OCDE (et notamment les Etats membres de l'UE) d'atteindre leurs objectifs en matière de biocarburants sans des importations conséquentes. Les pays dont les terres sont sous-exploitées, comme le Mozambique et la Zambie, pourraient bien profiter de la croissance de ces marchés.

En plus de la demande stable sur les marchés d'exportations traditionnels, des exportations « à haute valeur ajoutée » (comme la floriculture ou les produits issus du commerce équitable, etc.) se développent rapidement et pourraient atteindre la valeur des exportations traditionnelles d'ici à 2030, selon les experts du CMAOC.

« Le prix élevé des denrées pourrait être, sur le long terme, une grande opportunité pour l'agriculture africaine. »

Albert Engel, Directeur du Département Agriculture, Alimentation et Pêche, Coopération technique allemande (GTZ)

Mais pour la plupart des observateurs, ce sont ses propres marchés qui constituent la plus grande opportunité de l'Afrique; la croissance de la population, l'urbanisation et la croissance économique devraient en effet donner lieu à une forte hausse de la demande (Binswanger 2009).

...tandis que la demande d'exportations de matières premières et de produits à haute valeur ajoutée devrait passer de respectivement 8 milliards et 3 milliards de dollars en 2000 à environ 20 milliards de dollars en 2030, la demande sur les marchés agricoles régionaux et nationaux devrait passer de 50 milliards à 150 milliards de dollars au cours de la même période.

Conférence des ministres de l'Agriculture en Afrique centrale et de l'Ouest

Si ces opportunités de marché sont probables, l'Afrique devra renforcer sa productivité agricole pour les saisir et résister à la menace des importations.

« [Les agriculteurs africains doivent] s'efforcer d'être compétitifs au niveau mondial car les infrastructures s'améliorant, les prix intérieurs artificiellement élevés risquent à moyen terme de s'aligner sur les prix mondiaux. »

Carl Atkin, Responsable de recherche sur l'industrie agro-alimentaire, Bidwells Agribusiness

Biotechnologies et autres avancées techniques

Plusieurs innovations techniques devraient voir le jour (voir l'état des lieux résumé dans l'encadré D), notamment grâce aux biotechnologies. Bien que leur utilisation soit controversée dans certains cas (voir la section suivante), les biotechnologies sont parfois synonymes de progrès et permettent de résoudre certains des problèmes les plus sérieux concernant les cultures agricoles en renforçant, par exemple, leur résistance à la sécheresse ou en permettant de fixer l'azote atmosphérique.

L'un des principaux défis en vue d'intensifier les efforts de recherche et développement sera de renforcer les institutions à l'origine d'innovations adaptées à l'agriculture africaine et d'établir des partenariats public-privé efficaces (Binswanger 2009). Il est généralement reconnu que les investissements dans la

recherche portent leurs fruits (Banque mondiale 2007) et qu'ils doivent être augmentés (Conseil de Chicago sur les Affaires mondiales, 2009).

Les technologies de l'information ont déjà apporté certains avantages aux agriculteurs grâce aux téléphones portables, qui leur fournissent des informations économiques. La télédétection pourrait permettre de nouvelles applications en transmettant rapidement des informations sur les conditions météorologiques

Encadré D : Le progrès technique et l'agriculture africaine

Bien que certains considèrent l'agriculture africaine comme 'traditionnelle' et à faible productivité, le continent a un passé d'innovations agricoles et des avancées existent dans la plupart des aspects liés à la technologie agricole, comme l'illustrent les exemples suivants.

De nouvelles variétés (certaines des céréales les plus courantes en Afrique sont des importations, comme le maïs qui est arrivé des Amériques au 16^{ème} siècle). L'Afrique pratique depuis longtemps une sélection locale de variétés des principales céréales cultivées, et plus récemment de variétés améliorées conçues officiellement (à la fois hybrides et à pollinisation ouverte). Si la diversité de l'écologie au niveau local et la gamme relativement variée de céréales de base cultivées ont empêché l'adoption massive de quelques variétés améliorées, comme cela a été le cas pour le riz en Asie durant la révolution verte, des variétés améliorées ont été adoptées par la plupart des agriculteurs dans certaines régions et pour certaines céréales en particulier, comme le maïs hybride au Zimbabwe dans les années 1980 et au Kenya depuis les années 1960.

Parmi les exemples plus récents figurent le manioc et le riz :

« En un an, la cochenille en Ouganda a provoqué la perte de 90% de la culture de manioc du pays. Cependant, l'IITA a créé des variétés de manioc résistantes à la cochenille, ce qui a permis d'augmenter considérablement la production de manioc sur le continent. WARDA a également créé la variété de riz NERICA, ce qui a mis fin au problème de longue date des variétés de riz africaines, qui avaient un rendement inférieur et un moins bon goût que les variétés asiatiques, ces dernières étant en revanche moins résistantes aux parasites et aux maladies d'Afrique.

Jusqu'à présent, NERICA a permis d'augmenter considérablement les rendements et son taux d'adoption en Afrique de l'Est et de l'Ouest est élevé. Cet exemple, comme de nombreux autres, montre que la R&D en Afrique peut avoir de très bons résultats si elle est ciblée de façon stratégique et qu'elle reçoit les investissements adaptés. »

Shenggen Fan, Directeur Général, Institut International de Recherche sur les Politiques Alimentaires

Utilisation de nouveaux intrants – bien que l'utilisation moyenne d'engrais industriels soit faible en Afrique, elle avoisine dans certaines régions, comme les régions montagneuses du Kenya, les niveaux enregistrés en Asie. Les obstacles à son utilisation sont moins d'ordre technique et davantage liés à la logistique et au ratio entre le coût local de l'engrais pour l'exploitation agricole et la valeur des céréales cultivées.

Le microdosage figure parmi les avancées récentes prometteuses : il consiste pour l'agriculteur à utiliser son engrais de façon plus ciblée dans le temps et dans l'espace, ce qui lui permet de l'économiser et d'obtenir de meilleurs résultats sur les rendements par unité de produit chimique. Cette utilisation est beaucoup plus sensée quand l'engrais est relativement cher par rapport à l'activité.

Gestion des sols et de l'eau – bien que moins de 4% des surfaces agricoles soient actuellement irriguées, les limites peuvent aussi bien être d'ordre économique que technique. La perspective de cultiver des céréales à haute valeur ajoutée durant les saisons sèches peut rapidement décider les agriculteurs à améliorer leurs systèmes d'irrigation, comme on a pu le voir dans les vallées fluviales des Fadama sur des surfaces proches de Kano, où les agriculteurs ont installé des pompes à diesel pour irriguer leurs terrains alors qu'auparavant, il n'y avait que des puits à balancier (shaduf en arabe). Certains systèmes d'irrigation, qui avaient donné des rendements décevants, ont été revitalisés grâce à une meilleure gestion, comme, par exemple, dans le cadre du système de culture du riz de l'Office du Niger au Mali.

Les agriculteurs ont investi dans la préservation des sols et de l'eau, mais uniquement quand il s'avérait qu'il était profitable de le faire. Parmi les exemples réussis figurent les terrasses Fanya Juu de Machakos et d'autres régions sur les hauts plateaux kényans, ainsi que les digues et fosses de plantation installées sur le plateau central du Burkina Faso.

Dans la **lutte contre les parasites et les maladies**, de grands succès ont été obtenus avec la vaccination du bétail contre la peste bovine, la production de manioc résistant au virus de la mosaïque, et l'éradication du puceron noir dans la savane d'Afrique de l'Ouest, qui provoque l'onchocercose chez les humains et empêche ainsi d'utiliser d'éventuelles terres arables.

Les technologies de l'information ont des résultats prometteurs. De plus en plus d'agriculteurs africains vivent dans des régions couvertes par les réseaux et peuvent avoir accès aux téléphones portables, souvent par l'intermédiaire de prêts ou de locations. Bien que l'usage premier des téléphones soit d'ordre social, ils servent aussi à diffuser des informations économiques, voire à transférer des fonds. Les technologies de l'information pourraient permettre de transmettre aux agriculteurs et autres acteurs du monde agricole des informations sur les conditions météorologiques, surtout les prévisions à court terme.

« [Utilisez] intelligemment les nouvelles technologies, notamment les téléphones portables, s'agissant des moyens les plus efficaces pour transmettre des informations économiques rapidement, mais également les ordinateurs portables, l'énergie solaire et les radios plus traditionnelles. »

Michael Drinkwater, Conseiller Programme Senior, CARE International

Sources: Diarra et al. 1999, Gabre-Madhin & Haggblade 2001, Haggblade et al. 2003, McMillan & Meltzer 1996, McMillan et al. 1998, Molony 2008, Mortimore 1993, Overå 2006, Reij & Smaling 2008, Tiffen et al. 1994.

Politique gouvernementale et donateurs

Ces dernières années, les promesses et les engagements à soutenir l'agriculture africaine se sont intensifiés. Au niveau international, la tendance à la baisse des investissements dans l'agriculture s'est inversée depuis 2005. A la suite de la flambée des prix des denrées en 2007/2008, de nouveaux engagements ont été pris, notamment lors du sommet du G8 de 2009 à L'Aquila, en Italie, où les pays se sont engagés à verser 20 milliards de dollars⁹ sur trois ans en vue de renforcer l'approvisionnement alimentaire des pays en développement. Certaines économies émergentes, comme la Chine, ont prévu également d'investir généreusement dans l'agriculture africaine.

Le secteur privé intervient aussi de plus en plus. Des fondations comme AGRA ou Yara se sont imposées en tant qu'acteurs importants, proposant des idées et créant de nouveaux mécanismes de financement en vue de soutenir la productivité. Il s'agit d'une évolution positive, mais il faudra réfléchir davantage à comment fournir de l'aide de façon efficace et coordonnée.

Mais la meilleure nouvelle vient de l'Afrique elle-même. Après deux décennies de faibles investissements dans l'agriculture, la situation est désormais en train de changer. D'abord, la fiscalité relative à l'agriculture a baissé à travers le continent (Banque mondiale 2007) et les gouvernements africains se sont engagés à augmenter leurs investissements dans l'agriculture dans le cadre de la déclaration de 2003 de Maputo¹⁰.

Le programme détaillé pour le développement de l'agriculture africaine (PDDAA), une initiative du NEPAD désormais soutenue par l'Union africaine, aide les pays africains à définir des politiques agricoles fondées sur un cadre commun grâce à des table-rondes nationales. Les résultats de ces dernières sont exploités par les Communautés économiques régionales¹¹, qui soutiennent l'intégration et le commerce régionaux.

⁹ Dont 5 milliards de dollars correspondent à de nouveaux engagements.

¹⁰ Les gouvernements signataires se sont engagés à consacrer 10% de leurs dépenses publiques à l'agriculture.

¹¹ L'Union du Maghreb arabe (UMU), la Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC), le Marché commun d'Afrique orientale et australe (COMESA), la Communauté de l'Afrique de l'Est (CEA), l'Autorité intergouvernementale pour le développement (IGAD), la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEEAO), la Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale (CEMAC), la Communauté économique des Etats d'Afrique central (CEEAC) et l'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA).

« La déclaration de 2003 de Maputo et le lancement du processus du PDDAA du NEPAD sont un signe du renouvellement des engagements à soutenir l'agriculture. »

Albert Engel, Directeur du Département Agriculture, Alimentation et Pêche, Coopération technique allemande (GTZ)

Potentiel des terres non cultivées

Le potentiel des terres africaines a été de nouveau reconnu. Lors de la flambée des prix de 2007/08, certains pays qui ne manquaient pas de pétrole, mais de terres arables, ont cherché à acquérir rapidement des terres en Afrique pour cultiver des denrées et garantir leur approvisionnement. La Jordanie, par exemple, a signé un accord pour 25 k ha au Soudan, le Qatar a acquis 40k ha au Kenya et l'Arabie Saoudite a demandé 500k ha à la Tanzanie (von Braun & Meinzen Dick 2009).

La Banque mondiale vient de publier (2009a) une étude sur le potentiel de la savane guinéenne, immense région de près de 700 millions d'hectares¹² qui couvre plus d'un tiers du continent, et dont moins de 7% est actuellement dédié à la culture céréalière. Jusqu'à présent, la savane guinéenne a été largement ignorée, en raison notamment de son potentiel de production moyen, mais surtout car la majeure partie de cette région était relativement inaccessible par la route et la demande effective de ce qu'elle pouvait produire était faible.

« L'Afrique présente certaines opportunités, comme son immense potentiel de production et ses terres inexploitées, mais également la créativité et la productivité des ressources humaines. »

Giulia Di Tommaso, Directrice, Politique Légale et Relations Internationales, Unilever

¹² Environ 1 500 millions d'hectares sont actuellement consacrés à l'agriculture arable dans le monde. Ainsi, si la moitié de la savane guinéenne était destinée à la production, ces 350 millions d'hectares supplémentaires augmenteraient l'espace cultivé mondial de près d'un quart.



Le Fonds Monétaire International (FMI)

Que fait le FMI ?

Le FMI est une organisation internationale de 185 pays membres créée pour promouvoir la coopération monétaire internationale, un système stable de taux de change et des régimes de change ordonnés, favoriser la croissance économique et des niveaux élevés d'emploi, et fournir des concours financiers temporaires aux pays pour faciliter l'ajustement de leur balance des paiements. Pour préserver la stabilité et prévenir les crises du système monétaire international, le FMI passe en revue l'évolution de la situation économique et financière des pays, des régions et du monde. Le FMI fournit des conseils à ses pays membres en les encourageant à adopter des politiques propres à promouvoir la stabilité économique, à réduire leurs vulnérabilités aux crises économiques et financières et à relever les niveaux de vie, et il leur offre un cadre de concertation sur les conséquences nationales, régionales et mondiales de leurs politiques.

Le rôle du FMI dans le développement

Pour permettre aux pays à faible revenu d'atteindre les Objectifs du Millénaire pour le développement, le FMI intervient dans ses sphères de compétences primordiales afin de les aider à assurer la stabilité macroéconomique et financière nécessaire pour doper la croissance, combattre la pauvreté et évoluer vers les niveaux de revenu intermédiaires. Le FMI a pour rôle de fournir aux pays à faible revenu des conseils de politique économique, de l'assistance technique et des concours financiers. Les pays à faible revenu reçoivent plus de la moitié de l'assistance technique fournie par le FMI, et les concours financiers sont assortis de faibles taux d'intérêt et d'échéances relativement longues. Les pays à faible

Le dialogue et la sensibilisation – Notre priorité

Le FMI est déterminé à promouvoir la transparence dans ses activités, à les expliquer et à être à l'écoute de ceux qui en vivent les effets. Dans cette démarche le FMI a intensifié son action auprès des parlementaires, de la société civile, des groupes de réflexion et des autres parties prenantes non gouvernementales. Le FMI attache une grande importance à sa collaboration avec l'Union européenne et ses institutions et avec la communauté du développement basée à Bruxelles.



www.changes-challenges.org

Des régions semblables sur le plan géographique, comme celle au nord-est de la Thaïlande et la région du Cerrado au Brésil, sont devenues d'importants exportateurs agricoles : avec les bons investissements et les bonnes politiques, souligne la Banque, l'expérience pourrait être reproduite en Afrique. Etant donné la future hausse de la demande au sein de l'Afrique, la possibilité de remplacer les denrées actuellement importées, les futurs marchés potentiels de matières premières utilisées dans la fabrication de biocarburants et la nécessité de répondre à la hausse rapide de la demande d'huile végétale, de nourriture animale et d'autres produits en Asie, de grandes étendues de la savane guinéenne pourraient être cultivées, créant ainsi des emplois, des revenus et des recettes d'exportation.

6. DÉVELOPPEMENT AGRICOLE: QUELLE ÉVOLUTION?

Consensus ...

Ces dernières années, le développement agricole en Afrique a fait l'objet d'un nouveau consensus. Il commence par reconnaître le rôle que l'agriculture peut jouer dans la croissance économique, la réduction de la pauvreté et la sécurité alimentaire. Le PDDAA propose peut-être la meilleure définition de ce consensus :

*« Le développement agricole est essentiel pour lutter contre la faim, réduire la pauvreté (dont 70% se situe en milieu rural), générer de la croissance économique, réduire le poids des importations de denrées et ouvrir la voie au développement des exportations. »
(NEPAD 2003, 2)*

La plupart des gouvernements et des donateurs reconnaissent qu'ils n'ont pas suffisamment investi dans l'agriculture, ni défini assez de programmes et de politiques en vue de soutenir ce secteur. Ils recommandent donc de renforcer les investissements publics en vue de stimuler l'agriculture et d'attirer des investissements et des initiatives privés complémentaires. En 2003, à Maputo, les dirigeants africains se sont engagés à consacrer 10% de leurs budgets à l'agriculture et à atteindre un taux de croissance de l'agriculture de 6% par an.

Ces investissements doivent également financer les biens publics que le marché ne fournira pas. Les études de l'IFPRI soulignent les retours conséquents obtenus en investissant dans ces biens (Fan & Rao, 2003). Pour l'agriculture, les principaux biens publics sont les suivants :

- **L'infrastructure matérielle** des routes, des lignes à haute tension et parfois des systèmes d'irrigation et d'égouts ;

« L'infrastructure est essentielle pour les agriculteurs africains à de multiples égards. Elle a un impact sur le prix des engrais, des semences et autres intrants agricoles, sur le prix auquel les agriculteurs vendent leur production, sur l'efficacité des services d'extension, des services de santé et d'éducation, sur la solidité des liaisons entre milieux urbain et rural et sur la croissance économique non-agricole. »

Shenggen Fan, Directeur Général, Institut International de Recherche sur les Politiques Alimentaires

- Générer des connaissances grâce à la recherche et développement ;

« La recherche et développement dans le domaine agricole est une nécessité, et non un luxe, car les parasites et les maladies évoluent constamment et sont une menace sérieuse pour l'agriculture africaine. La recherche et développement doit également devenir plus conviviale et plus utile pour les petits agriculteurs. Les petits exploitants ont besoin de technologies plus abordables adaptées à la nature de leur activité et de leurs terres. La plupart des technologies les plus performantes de ces dernières années possèdent ces caractéristiques, notamment les systèmes d'irrigation à petite échelle (comme les pompes à pédales, par exemple), les petits paquets d'engrais, voire les téléphones portables. »

Shenggen Fan, Directeur Général, Institut International de Recherche sur les Politiques Alimentaires

- Investir dans les capacités des ruraux à travers l'enseignement en milieu rural, l'assainissement de l'eau et les soins de santé.

« L'Afrique doit beaucoup investir dans l'éducation, qui est un facteur clé pour réduire la faim et la malnutrition. Une population bien éduquée trouve les solutions aux problèmes auxquels elle est confrontée. »

Kevin Cleaver, Vice Président en charge des programmes, Fonds International de Développement Agricole

* * *

« De jeunes femmes éduquées, qui ont confiance en elles et sont capables de remettre en question les comportements traditionnels, sont au cœur d'un développement réussi. »

Fiona Hall, Parlementaire, Membre de la Commission de l'industrie, de la recherche et de l'énergie du Parlement européen

Plus largement, le PDDAA fixe des priorités dans le cadre de quatre piliers :

- étendre les surfaces sous **gestion durable des terres et les systèmes fiables de contrôle de l'eau** – pour améliorer la fertilité des sols et accroître les superficies irriguées, notamment les systèmes de contrôle de l'eau sur une petite échelle ;
- renforcer **l'infrastructure rurale et les capacités commerciales en vue d'améliorer l'accès au marché** ;
- accroître **l'approvisionnement alimentaire et réduire la faim**, grâce à des services et des politiques soutenant l'agriculture, des capacités renforcées pour faire face aux catastrophes et aux urgences, plus des filets de sécurité ciblés ;
- **la recherche et la vulgarisation agricoles**

Selon le programme, il faudrait environ 251 milliards de dollars supplémentaires entre 2002 et 2015, soit une moyenne de 19 milliards de dollars par an, plus 3 milliards de dollars supplémentaires par an pour l'aide. Ces investissements seraient soutenus par des politiques d'aide des agriculteurs et des investisseurs.

...et controverse

Jusqu'à présent, peu de voix se sont élevées contre les orientations générales définies dans le cadre du PDDAA. Il y a bien sûr énormément de problèmes techniques à régler dans certains pays, certaines provinces et certaines régions pour que les stratégies générales et les fonds donnent lieu à des politiques et des programmes d'investissement efficaces.

Mais quatre points ont rapidement fait l'objet de controverse lorsqu'ils ont été approfondis : le rôle de l'Etat en vue de corriger les défaillances du marché; la libéralisation des échanges et la protection de l'agriculture; l'avenir des petites exploitations agricoles et la possibilité d'une agriculture à plus grande échelle; et l'utilisation des biotechnologies en général et dans les céréales génétiquement modifiées (GM) et chez les animaux en particulier. Sur quels points les avis des observateurs divergent-ils ? Il faut se pencher plus en détail sur les arguments des uns des autres.

Etats et marchés

Si l'existence de défaillances du marché est avérée, on ignore leur impact précis sur l'agriculture. En effet, d'autres facteurs expliquent pourquoi certaines des opportunités de marché qui se sont présentées à la suite de la libéralisation n'ont pas été saisies : la chute des prix à l'international observée à partir du début des années 1980 jusqu'à la récente reprise des marchés de matières premières agricoles; le manque d'investissement dans les biens publics par les gouvernements et les donateurs; les effets dissuasifs sur les exportations des politiques agricoles de l'OCDE et les épisodes de dumping sur les marchés nationaux provoqués par ces dernières; et dans certains pays, les travers permanents de politiques qui taxent excessivement les agriculteurs par rapport aux autres. Certains dénoncent également les effets dissuasifs sur les investissements privés des interventions soudaines et sporadiques des gouvernements sur les marchés agricoles (Jayne & Govereh 2002). Le marché n'a pas nécessairement failli, il n'a pas eu l'occasion de montrer ce qu'il pouvait réaliser.

Le fait que les défaillances du marché puissent sérieusement dissuader les investisseurs est généralement admis; ce sont les solutions pour les corriger qui sont controversées. Elles peuvent consister à créer et à soutenir des institutions, qui fournissent des informations et apportent des garanties sur les actions des au-

tres parties (normes, règlements et droit des contrats par exemple), ou à former des groupes organisés d'agriculteurs, qui puissent surmonter les pertes d'échelle dans la fourniture et la commercialisation d'intrants et représenter les intérêts des agriculteurs.

Le développement rural dépendra aussi d'institutions agricoles efficaces gérées par les agriculteurs eux-mêmes, sans interférence des acteurs publics. Il faut encourager la relance d'un mouvement coopératif agricole indépendant en Afrique.

Commission pour l'Afrique, 2005

« Il faut renforcer les partenariats public-privé et le rôle des organisations d'agriculteurs. »

Kevin Cleaver, Vice Président en charge des programmes, Fonds International de Développement Agricole

Les Etats peuvent également intervenir de nouveau, du moins jusqu'à ce que l'activité du marché permette de créer des économies d'échelle et de produire suffisamment d'informations pour permettre une activité commerciale.

« La dérégulation a souvent été imposée par les pays du Nord, qui appliquaient ces modèles (régulés) à eux-mêmes. Pour stimuler plus efficacement la production, les marchés doivent être davantage prévisibles et les prix éventuellement plus élevés (tout en restant acceptables pour les consommateurs). Ces mesures réglementaires pourraient s'appliquer au niveau national ou plus vraisemblablement au niveau régional.

...

Il faut faciliter l'accès au crédit du secteur public et ne pas confier sa gestion uniquement au secteur privé. L'accessibilité du crédit est étroitement liée aux questions agricoles, l'accès au crédit des agriculteurs ne pouvant être garanti que sur des biens. Les droits de propriété des terres/contrats de crédit-bail sont indispensables pour permettre aux agriculteurs d'accéder au crédit. »

Bernard Esnouf, Responsable du Développement Agricole et Rural, Agence Française de Développement (AFD)

Les divergences ne se sont jamais fait autant sentir que sur la question de la subvention des engrais. Les avis traditionnels se montrent sceptiques : les subventions entraînent des distorsions de prix, créent des rentes qui sont souvent perçues par ceux qui pourraient payer les prix du marché et laissent aux gouvernements une facture parfois élevée et difficile à réduire ou à régler. Mais d'autres soulignent à l'inverse que les agriculteurs sont pris dans le cercle vicieux de la pauvreté : ils ont besoin d'engrais, mais ne peuvent pas en acheter, et ne peuvent donc pas augmenter leur production. De plus, les sols ont terriblement besoin de nutriments supplémentaires pour remplacer ceux utilisés pour les cultures. Refuser de subventionner les engrais revient à laisser les agriculteurs dans la pauvreté, tout en aggravant la dégradation et l'érosion des sols.

Le Kenya et le Malawi sont des exemples de ce qu'il est possible de faire. En 2005/06, le gouvernement malawien a instauré une subvention universelle sur une quantité rationnée de grains de maïs et d'engrais, malgré la forte désapprobation de donateurs tels que la Banque mondiale et le FMI. Au cours des quatre saisons qui ont suivi, les récoltes ont dépassé les besoins de la population et ont été exceptionnelles. Mais les coûts sont passés de 50 millions à plus de 200 millions de dollars, suscitant des doutes sur le caractère durable de la situation et sur le coût de ce programme (FAC 2009).

L'expérience de libéralisation des marchés d'engrais au début des années 1990 au Kenya est beaucoup moins connue. La réaction des importateurs privés, des grossistes et des fournisseurs d'intrants locaux a été bonne. Les petits agriculteurs peuvent désormais obtenir de l'engrais à une distance moyenne de 3,4km, au lieu de 8,1km auparavant. Le coût d'acheminement de l'engrais du Mombasa aux surfaces de plus en plus grandes a fortement diminué, tandis que la logistique s'est améliorée. Le nombre de petits agriculteurs ayant accès à l'engrais a augmenté, ce qui a contribué à intensifier les rendements. Et tous ces progrès n'ont quasiment rien coûté au budget public (Ariga & Jayne 2009).

Deux pays, deux expériences différentes : le Kenya est peut-être parvenu à faire fonctionner le marché uniquement car son secteur privé était plus développé et ses principales régions agricoles étaient mieux desservies par la route que le Malawi. Cet exemple illustre à quel point les jugements sur le rôle des marchés et des Etats doivent être affinés et les propositions soigneusement adaptées aux circonstances.

Les questions posées ci-dessus n'ont pas de réponses simples et universelles. Il faut une analyse approfondie et un jugement affiné pour déterminer l'impact des défaillances du marché et les meilleures solutions pour les corriger.¹³

Les phénomènes indésirables sur les marchés tels que la volatilité des prix des produits agricoles ne sont pas à proprement parler des défaillances du marché, mais sont une source d'inquiétude. Beaucoup considèrent que les gouvernements devraient davantage intervenir pour stabiliser les prix, en recourant éventuellement aux stocks publics.

« Nous avons besoin d'une stabilisation des prix en harmonie avec le marché pour permettre une gestion efficace des réserves agricoles. »

Ephraim Chirwa, Professeur d'Économie, Chancellor College, Université du Malawi

Selon Gilles Saint-Martin, directeur associé, directeur des relations européennes et internationales, CIRAD, France [2009], « les facteurs ayant contribué à la dernière crise alimentaire montrent que la sécurité alimentaire sur le long terme implique de mettre l'accent sur la stabilisation des marchés, d'améliorer la dynamique des secteurs ruraux et de reconstituer des stocks alimentaires près des populations les plus vulnérables. »

« Pour stimuler plus efficacement la production, les marchés doivent être davantage prévisibles et les prix éventuellement plus élevés (tout en restant acceptables pour les consommateurs). Ces mesures réglementaires pourraient s'appliquer au niveau national ou plus vraisemblablement au niveau régional. »

Bernard Esnouf, Responsable du Développement Agricole et Rural, Agence Française de Développement (AFD)

¹³ Bien que les économistes reprochent souvent aux subventions de causer des distorsions de prix, de créer des rentes et de générer des coûts budgétaires, il peut être justifié de les utiliser dans certains cas, en vue de surmonter le manque d'information, de réaliser des économies d'échelle, etc. Il faut trouver, dans ce cas, des subventions 'intelligentes', qui soient limitées dans le temps jusqu'à ce que les objectifs soient atteints ; qui soient destinées à ceux qui en ont vraiment besoin, et non à ceux pour lesquels elles constituent des rentes imméritées ; et qui soient conçues pour renforcer le développement des marchés, et non pour les remplacer. Ce qui est techniquement compliqué, d'autant plus qu'il faut de la volonté pour résister, au niveau politique, aux instincts populistes consistant à distribuer des subventions à tout va.

Pourtant, la capacité de nombreux pays à stabiliser les prix peut être limitée (d'un point de vue technique, la stabilisation des prix peut être difficile et les coûts liés à la constitution de stocks publics suffisamment importants pour faire face aux variations de l'approvisionnement selon les conditions météorologiques peuvent être élevés).

Libéralisation des échanges

Mise à part l'approche purement productive élaborée dans le passé, les stratégies agricoles doivent désormais considérer d'une part le développement de l'agro-industrie comme le principal levier de croissance agricole et d'autre part l'intégration des marchés régionaux comme la garantie de la sécurité alimentaire du continent.

Conférence des ministres de l'Agriculture d'Afrique centrale et de l'Ouest

Avec la libéralisation des économies africaines dans les années 1980 et 1990, la protection des marchés nationaux a été réduite à participer à l'ouverture des échanges multilatéraux et à profiter de ces échanges. Ce qui, en théorie, aurait du aider les pays à se spécialiser dans les produits pour lesquels ils avaient un avantage comparatif. Cela les a en fait rendus vulnérables à l'afflux d'importations et au dumping des pays de l'OCDE, les agriculteurs pouvant cultiver et vendre leurs produits à des coûts inférieurs grâce aux subventions publiques très élevées qu'ils reçoivent. Ce qui a tendance à vraiment poser problème pour les denrées pouvant être produites en zone tempérée, notamment les céréales, les produits laitiers, le sucre, la purée de tomates, le bœuf, etc.¹⁴

Certains recommandent donc à l'Afrique de protéger de nouveau ses marchés nationaux. Les organisations de producteurs ont, par exemple, lancé un appel :

La pauvreté, la dépendance et l'insécurité alimentaire qui touchent déjà l'Afrique pourraient être aggravées par une libéralisation débridée et une ouverture toujours plus grande de nos frontières et des nos marchés alimentaires et agricoles, comme le stipulent les accords

¹⁴ On peut ajouter à cette liste les produits qui ne sont pas subventionnés, mais qui sont quasiment des produits dérivés de l'agriculture des pays de l'OCDE. De plus en plus de parties des poulets, comme les pattes mais aussi les ailes, ont peu de valeur sur les marchés du Nord et peuvent être exportés en Afrique à n'importe quel prix. Les élevages locaux de poulets ont alors du mal à rivaliser.

de l'OMC et comme les accords de partenariat économique avec l'Union européenne tentent de nous l'imposer.

La sécurité alimentaire des pays africains ne peut pas reposer sur les importations des stocks internationaux restants et sur des marchés où les prix sont très volatils.

Organisations d'agriculteurs d'Afrique, Déclaration au G8 (2009)

Il faut lutter davantage contre les afflux d'importations : l'une des solutions, d'ordre technique, peut consister à constituer des unités au sein des gouvernements capables de les détecter avant qu'ils ne déstabilisent les industries locales. Il faut également déterminer comment contrer ces afflux au niveau politique. L'accord de l'OMC sur l'agriculture apporte certains éléments de réponse aux pays en développement, mais les conditions techniques en vue de respecter les règles de l'accord peuvent être difficiles à remplir.

Le protectionnisme risque de faire le plus de dégâts au sein de l'Afrique elle-même. Les progrès sur la voie de l'intégration économique ont été davantage marqués par une rhétorique louable que par des mesures concrètes en vue de surmonter les obstacles matériels au renforcement des échanges à travers les frontières africaines.

Perspectives pour les petites exploitations agricoles

Certains considèrent que la petite taille de la plupart des exploitations agricoles en Afrique est un obstacle au progrès et qu'il est impossible d'obtenir des économies d'échelle, sinon sur l'exploitation, du moins dans les chaînes d'approvisionnement. Selon l'un des experts les plus renommés sur la question du développement, Paul Collier (2008), l'agriculture africaine à petite échelle n'a pas été capable de relever les défis du développement agricole contemporain :

...les paysans réticents ont raison : leur mode de production n'est pas adapté à la production agricole moderne, dans laquelle l'économie d'échelle est utile. Dans l'agriculture moderne, les technologies évoluent rapidement, les investissements sont irréguliers, le secteur privé doit fournir des infrastructures de transport pour compenser le fait que le secteur public n'en fournit pas, les besoins alimentaires des consommateurs évoluent vite et sont mieux couverts par des fi-

lières de commercialisation intégrées, et les normes réglementaires tentent d'atteindre le saint graal de la traçabilité du produit à sa source....

Les grandes organisations sont mieux armées pour faire face aux investissements, aux filières de commercialisation et à la législation.

D'autres ne sont pas d'accord, comme les organisations de producteurs, qui font pression pour:

La reconnaissance du rôle dominant de l'agriculture familiale en vue de garantir la sécurité alimentaire, de lutter contre la pauvreté et de favoriser le développement économique et social de l'Afrique.

Organisations d'agriculteurs d'Afrique, Déclaration au G8 (2009)

Aux premiers stades du développement économique et agricole, la petite taille des exploitations n'a pas empêché la croissance ou la préservation des ressources. Les petits agriculteurs innovent, investissent et préservent leurs sols et leur eau (si les bonnes conditions sont réunies). Cela a été le cas lors des révolutions vertes en Asie, ainsi qu'en Afrique, où les succès évoqués dans la section quatre ont tous été obtenus par de petites exploitations agricoles familiales.

L'agriculture à petite échelle comporte des avantages techniques et économiques sur le plan de la gestion du travail domestique, qui en réalité s'auto-supervise. Le développement des petits agriculteurs peut s'avérer notamment efficace pour réduire la pauvreté et la faim, car il a tendance à requérir de la main d'œuvre, auprès de la famille, mais également des voisins qui n'ont pas de terre et sont en général pauvres; il crée ainsi des emplois et des revenus pour ceux qui en ont besoin. Quand les petits exploitants dépensent leurs économies, ils ont tendance à le faire localement afin que des emplois soient créés dans l'économie rurale autour de la terre.

Il faut toutefois apporter deux réserves. La première concerne l'expression 'si les bonnes conditions sont réunies' : l'agriculture à petite échelle, comme n'importe quelle forme d'agriculture, aura du mal à progresser si les gouvernements n'investissent pas suffisamment dans les biens publics fondamentaux évoqués ci-dessus. De même, des marchés défaillants peuvent empêcher les petits agriculteurs d'obtenir des crédits, des intrants ou de conclure des accords avantageux lors de la vente de leurs produits. Surtout, comme l'illustre l'épisode som-

bre des années 1970 pour l'agriculture africaine, quand les agriculteurs sont fortement taxés de manière explicite, comme cela a souvent été le cas pour les cultures exportées, et de manière implicite, au travers de taux de change surévalués et d'une forte protection de l'industrie locale, ils sont peu incités à investir et à innover.

La deuxième porte sur 'les premiers stades du développement' : quand les économies se développent, répondre à la demande de production agricole nécessite d'avoir les normes, les quantités, le respect des délais et la certification exacts. Les coûts de main d'œuvre augmentent et le coût relatif du capital et des machines baisse; les avantages des exploitations de petite taille diminuent donc. Les petits agriculteurs de plus en plus nombreux devraient alors générer une part plus importante de leurs revenus grâce à des activités à l'extérieur de l'exploitation, notamment la migration, tandis qu'une minorité de petits exploitants intensifierait et commercialiserait leur production, probablement en louant des champs à leurs voisins.

« ...les petits agriculteurs sont la base de l'agriculture et jouent le rôle important de filet de sécurité dans tous les pays africains. Ils garantissent par ailleurs la transformation de l'agriculture, l'émergence d'un secteur agricole commercial plus fort et l'agrandissement progressif des exploitations. »

Detlev Puetz, Principal Officier d'Évaluation, Banque africaine de développement

A long terme, les prévisions de Paul Collier s'avèreront probablement justes et la taille des exploitations agricoles des pays en développement augmentera. Mais encourager les décideurs à accélérer le processus de concentration des terres est une autre question.

Presque tout le monde s'accorde à dire que l'agriculture, surtout en Afrique, a besoin de plus d'investissements et de savoir-faire. La question est de savoir s'il faut pour cela accorder des concessions agricoles à de grandes exploitations, ou si cela peut se faire sous la forme de contrats agricoles et d'une coopération reliant les grandes exploitations aux petits agriculteurs dans la chaîne d'approvisionnement. Il s'agit en partie de déterminer comment corriger les défaillances du marché, qui mettent les petits agriculteurs en position défavorable pour ven-

Fragile: manier en connaissance de cause

Soins de santé, éducation, sécurité sociale figurent parmi les nombreux services publics qu'en Europe nous tenons pour acquis. Mais des millions de personnes n'ont pas cette chance.

Dans les pays en développement, et notamment en Afrique sub-saharienne, de nombreux États sont considérés comme «fragiles»: leurs gouvernements ne s'acquittent pas, par manque de volonté ou de capacité, de leurs tâches les plus fondamentales. Quant aux citoyens, ils n'ont pas accès aux services publics les plus élémentaires et vivent souvent dans une grande insécurité. La flambée des prix du pétrole et des denrées alimentaires, suivie de la crise économique et financière mondiale, n'ont fait qu'empirer la situation.

Décrite comme «le plus grand défi de développement de notre époque», cette fragilité est au centre du premier Rapport européen sur le développement (RED) qui a été lancé le 22 octobre 2009.

Une vision européenne

Le RED est une nouvelle initiative européenne associant des chercheurs européens et de pays en voie de développement, qui vise à orienter et à influencer la perspective de l'Union européenne vis-à-vis des questions de développement les plus pressantes dans un contexte mondial en constante évolution. Il s'agit d'une manifestation concrète de l'engagement de l'Union européenne, le plus grand donateur au monde, en faveur des objectifs du millénaire pour le développement.

Pour en savoir plus sur le Rapport européen sur le développement, consultez: <http://erd.eui.eu/>



dre leurs produits; mais il s'agit également d'une question sociale et politique sur les droits et sur le type de société rurale que les gens souhaitent.

La technologie : progressive ou révolutionnaire?

La technologie est l'un des sujets les plus controversés. Certains considèrent que pour permettre à l'agriculture africaine de progresser, il faut recourir aux technologies les plus performantes qui existent (ce qui signifie utiliser la biotechnologie si nécessaire). Par biotechnologie, on entend l'utilisation de gènes pris d'un organisme sur un autre, ainsi que les céréales et espèces transgéniques ou 'génétiquement modifiées'¹⁵ (GM). Selon ces avis, priver les agriculteurs africains des avantages potentiels de cette technologie revient à les condamner à la pauvreté.

Notre objectif est de garantir que nous pouvons changer la vie des agriculteurs d'Afrique sub-saharienne en leur donnant également accès à cette technologie.

Daniel Fungai Mataruka, Directeur exécutif, Fondation africaine pour les technologies agricoles (AATF), s'exprimant à Bruxelles, en septembre 2009

D'autres soutiennent aussi passionnément que :

- Les principaux problèmes des agriculteurs africains n'ont pas besoin de solutions techniques ;
- Avec la biotechnologie, des gènes qui étaient la propriété des agriculteurs depuis des générations sont transférés à des entreprises transnationales, les agriculteurs se retrouvant ainsi confrontés au monopole que ces entreprises peuvent avoir;
- A cause de l'utilisation de variétés spécialisées, les pools génétiques locaux diminuent; et
- Les organismes GM comportent des risques inconnus et potentiellement catastrophiques. En vertu du principe de précaution, ils ne devraient pas être utilisés jusqu'à ce que ces risques soient identifiés.

¹⁵ Il ne s'agit pas d'une expression très précise, car la culture traditionnelle, où les agriculteurs sélectionnent les semences, est un exemple de culture génétiquement modifiée.

« Les organismes génétiquement modifiés doivent être considérés comme une diversion. Ils obligent les agriculteurs à travailler avec certains fournisseurs de semences et de pesticides et peuvent très rapidement les endetter davantage. Les problèmes structurels qu'ils posent sont les mêmes que ceux qui sont apparus lors des précédentes 'révolutions vertes', qui se sont avérées être très infructueuses. Une véritable révolution agricole est une révolution qui implique les petits agriculteurs et les rend plus forts. »

Fiona Hall, Parlementaire, Membre de la Commission de l'industrie, recherche et énergie du Parlement européen

A l'inverse, les opposants aux OGM estiment que les technologies plus performantes doivent être conçues au niveau local, venir progressivement s'ajouter aux innovations locales et permettre un transfert d'idées d'agriculteur en agriculteur. L'aide des scientifiques est la bienvenue, mais ce n'est pas eux qui doivent définir la technologie.

Certains vont plus loin et soutiennent que la technologie doit viser à développer des systèmes utilisant les intrants externes avec modération, voire pas du tout, pour être en harmonie avec la nature.

« L'Afrique ne réunit pas, et n'a jamais réuni les conditions pour mener une Révolution verte. Les initiatives récentes comme les Objectifs du Millénaire pour le développement, l'Alliance pour une révolution verte en Afrique, voire la subvention jusqu'à présent réussie des intrants au Malawi, risquent de ne pas être durables.

Le problème de ces initiatives est la perspective étroite qu'elles adoptent : le caractère durable de l'agriculture ne peut se limiter aux questions de production. Il ne consiste pas non plus simplement en une gestion prudente et raisonnable de la terre. Ces deux points de vue ne tiennent pas compte des aspects sociaux, économiques, politiques et historiques de l'agriculture. Il vaudrait mieux reconnaître le besoin de transformation sociale, qui inscrit l'agriculture et sa gestion dans des réseaux de relations sociales entre la production, la consommation, les questions d'équité et de justice environnementale.

Contrairement au message universaliste de la nouvelle Révolution verte, l'agro-écologie est particulière, contextuelle et nuancée. Elle trouve un équilibre entre la production, la stabilité et la résistance grâce à la diversification, et non à l'intensification. »

Dan Taylor, Directeur, Find Your Feet (FYF)

Le débat est souvent animé : il est facile d'exagérer des deux côtés et de refuser de reconnaître les points sur lesquels les opposants peuvent avoir raison. Que peut-on conclure des principaux points de désaccord?

- **En quoi des technologies plus performantes sont-elles importantes pour les agriculteurs africains?**

D'un point de vue historique, les agriculteurs ont permis de temps à autres des avancées techniques, reprenant parfois les progrès techniques réalisés par un agriculteur donné (désormais inconnu), ou adoptant des variétés hybrides de maïs, résultats de recherches scientifiques assez poussées. La technologie n'est pourtant pas toujours la principale préoccupation des agriculteurs : si les routes en milieu rural sont impraticables, par exemple, il est absurde de produire plus que ce que le foyer peut consommer. Ce point fait relativement consensus.¹⁶ La controverse porte plutôt sur la taille des investissements dans la *recherche et la direction que prend la recherche, ce qui nous mène au point suivant...*

- **Propriété de la recherche et des gènes qu'elle utilise** – Les critiques marquent un point. Les gouvernements ont laissé les fonds destinés à la recherche internationale sur l'agriculture décliner, tandis que les entreprises ont augmenté leurs investissements dans la recherche. L'équilibre entre recherche publique et privée penche donc désormais fortement en faveur de cette dernière. Sans surprise, les entreprises ont cherché à produire des innovations commercialisables et ont ainsi obtenu des avancées pour les agriculteurs relativement prospères de l'OCDE et des pays récemment industrialisés, et non pour les agriculteurs africains pauvres. Elles ont également cherché à protéger leurs investissements dans la recherche en déposant de

¹⁶ A moins d'estimer qu'en mettant l'accent sur la recherche agricole, on néglige d'autres problèmes. Est-ce le cas? Ce débat ressemble parfois à de la jalousie professionnelle entre scientifiques des domaines social et physique. Il faut se détendre et travailler ensemble : les deux groupes ont des compétences et des idées qui doivent être appliquées.

nombreux brevets sur les avancées génétiques, voire les gènes eux-mêmes.¹⁷

- Ces évolutions sont-elles un progrès pour le système de recherche agricole, en grande partie public quand la révolution verte a commencé? Oui, en termes de pure capacité scientifique. Mais sûrement pas en ce qui concerne la propriété des gènes et l'utilisation faite en général de la biotechnologie. Il faut parvenir à mieux représenter l'intérêt public et les intérêts des agriculteurs africains.
- Mais certains critiques doivent préciser la nature de leurs inquiétudes : portent-elles sur la nature de la biotechnologie en elle-même ou sur le contrôle qu'exercent les entreprises sur cette dernière? Les mêmes qui soulignent la nécessité pour les agriculteurs africains d'avoir accès aux meilleures avancées obtenues grâce à la science appellent généralement à réinvestir de façon conséquente dans la recherche publique, et non dans la recherche privée.
- **Les risques liés aux OGM** – Ce problème n'a peut-être pas de solution, car il est probablement impossible de supprimer tous les risques liés à quelque chose qui ne va pas. Les céréales GM, notamment le coton Bt, sont déjà utilisées dans certaines régions d'Afrique, et avec un certain succès. Il faut donc évaluer les risques de catastrophe à l'aune des opportunités manquées.

Epilogue : le poids des ruraux et la meilleure gouvernance

Reste enfin un objectif que beaucoup soulignent, sans savoir précisément comment l'atteindre : celui d'améliorer la gouvernance et de faire en sorte que les ruraux, notamment les agriculteurs pauvres et les femmes, soient entendus et pèsent dans l'élaboration des politiques.

Il s'agit notamment de renforcer l'efficacité des systèmes en exploitant l'énergie et les capacités des ruraux :

¹⁷ Dans un cas particulièrement extrême, une entreprise a conçu un gène pour empêcher une réutilisation des graines d'une culture à l'autre – le gène dit 'terminator'. Ce qui, souligne un commentateur, rappelle Thomas Edison, qui ayant apprivoisé l'électricité, a décidé que sa meilleure finalité serait pour les chaises électriques (Holmén 2003). L'entreprise se rendant compte qu'elle avait marqué un mauvais point en termes de relations publiques, a ensuite déclaré qu'elle n'utiliserait jamais cette technologie.

« Ne demandez pas un renforcement de l'aide : l'efficacité de l'aide requiert de l'attention. Savoir comment utiliser ses propres ressources et capacités est également une grande priorité. »

Amdissa Teshome, Consultant, AZ Consult, Addis-Abeba, Ethiopie

* * *

« L'une des priorités est de permettre aux petits agriculteurs qui sont loin des capitales... d'expérimenter et d'améliorer leur productivité... il vaut mieux investir dans les initiatives locales que dans les efforts nationaux et internationaux; les initiatives locales sont une part importante de la solution. »

Gem Argwings-Kodhek, Chercheur, Institut de Politique Agricole et de Développement de Tegemeo, Université d'Egerton, Kenya

* * *

« L'Afrique doit mieux mettre en œuvre ses politiques et utiliser ses ressources plus efficacement grâce à une réforme de la gouvernance qui se concentre sur les approches du côté de la demande et de l'offre aux niveaux local, national et mondial. Ce qui implique de créer l'infrastructure politique et institutionnelle adéquate, qui soutienne les retours, l'apprentissage et l'adoption au niveau local, ainsi que la coopération internationale et les transferts de connaissance.

De plus, étant donnée la nature multisectorielle du développement agricole et des politiques visant à renforcer la productivité, le ministère de l'Agriculture a besoin de mécanismes et de compétences innovants pour mener des activités réglementaires et une coordination transversale, impliquant une gamme variée d'acteurs, notamment les autres ministères, le secteur privé, la société civile et les donateurs, en vue d'élaborer des stratégies et des approches intégrées, dans le cadre notamment de partenariats public-privé. »

Shenggen Fan, Directeur Général, Institut International de Recherche sur les Politiques Alimentaires

Cependant, il s'agit aussi d'une affaire de pouvoir et de politique. Les organisations de producteurs souhaitent que leur rôle soit renforcé dans le processus décisionnel :

En tant qu'organisation de producteurs, nous devons assumer nos responsabilités et participer pleinement et activement à l'élaboration, la mise en œuvre et l'évaluation des politiques de développement rural et agricole.

EAFF et al.

« Mais surtout les populations rurales africaines ont besoin d'être vraiment entendues. ... [Les dirigeants africains doivent] réaliser que leurs populations sont leurs meilleures ressources et leur donner une chance plus équitable. Le fait, pour les dirigeants politiques africains, de véritablement respecter les droits de l'homme constituerait un bon point de départ pour établir des systèmes sociaux et économiques et des institutions plus efficaces. »

Michael Drinkwater, Conseiller Programme Senior, CARE International

* * *

« Les processus de démocratisation en cours dans de nombreux pays africains sont une évolution très positive, qui devrait aider à tenir les promesses : avec des systèmes plus démocratiques, les politiques devront instaurer un dialogue plus efficace avec la population rurale, et donc mieux répondre à ses besoins. »

Bernard Esnouf, Responsable du Développement Agricole et Rural, Agence Française de Développement (AFD)

7. CONCLUSIONS

Les principaux points de conclusion sont les suivants :

- L'Afrique souffre terriblement de la faim : au sud du Sahara, la FAO estime que près d'une personne sur trois est sous-alimentée, soit un total de 265 millions de personnes, tandis que plus d'un quart (28%) des enfants de moins de cinq ans présente une insuffisance pondérale.
- La production agricole en Afrique n'a connu qu'une lente progression au cours des quarante dernières années : exprimée par personne, elle n'a presque pas augmenté au cours de cette période.
- Expliquer la faim par le manque de nourriture serait trop simple. Le lien est moins direct qu'on ne pourrait l'imaginer. C'est la pauvreté, et non le manque de nourriture, qui est à l'origine de la faim et, avec la santé et les soins, de la malnutrition. Mais étant donné le nombre d'Africains pauvres travaillant dans l'agriculture ou ayant des activités qui y sont liées, l'agriculture est un moyen efficace de réduire la pauvreté, et donc la faim.
- Il faut également tenir compte des grandes variations observées à travers le continent. Les niveaux de sécurité alimentaire et les facteurs liés à la sécurité alimentaire (la disponibilité des aliments, leur accessibilité et leur utilisation) sont très différents parmi les cinquante cinq pays d'Afrique. Ce qui laisse supposer que les enjeux ne sont pas liés à la géographie ou à l'histoire de l'Afrique, mais à la politique menée dans tel ou tel pays.
- Au moins une demi-douzaine de facteurs (la géographie et la dégradation de l'environnement, le manque de demande, les conditions extérieures défavorables, le manque de technologie et les échecs gouvernementaux ou les défaillances du marché) sont fréquemment cités pour expliquer les résultats décevants obtenus par l'agriculture sur le continent ces quarante dernières années. La diversité des points de vue reflète les conditions et les expériences très variées sur ce continent immense, où toute une série de facteurs a un impact différent dans le temps et dans l'espace.
- Toujours sur le thème de la variation, il ne faut pas oublier que l'agriculture africaine a connu certains succès. Ils ne sont peut-être pas généralisés ou

toujours pérennes, mais ils existent. Ces succès sont liés à des agriculteurs stimulés par la demande effective de produits commercialisés; à l'adoption d'avancées techniques (certaines reposant sur des innovations locales, d'autres issues de la recherche publique) ; dans un contexte de chaînes d'approvisionnement performantes – organisées parfois par des entreprises publiques – et un environnement économique qui favorise les investissements et l'innovation.

- L'avenir est plein de défis, notamment dans le domaine du changement climatique; mais il comporte aussi des opportunités, comme la demande de produits agricoles, qui risque d'être forte de la part de citoyens de plus en plus nombreux et urbains en Afrique et en Asie.
- Les gouvernements et les donateurs ont récemment reconnu le besoin de renforcer les efforts et les investissements dans le développement agricole, en mettant l'accent sur le PDDAA. Ils recommandent d'augmenter les investissements publics dans ce secteur, ces derniers contribuant notamment à stimuler les investissements privés dans les biens publics tels que les routes, la recherche et développement, l'éducation en milieu rural, l'assainissement de l'eau et les soins de santé.
- La stratégie de développement agricole comporte au moins quatre points de divergences. Le premier est de déterminer dans quelle mesure l'Etat doit intervenir sur les marchés pour corriger les défaillances, le débat actuel sur la subvention des engrais étant un exemple de débat animé. Le deuxième concerne la libéralisation des échanges : si certains sont en faveur du libre-échange, d'autres recommandent de protéger l'agriculture africaine des importations. Un autre point de divergence porte sur la capacité d'investir, d'innover et de générer de la croissance des petits agriculteurs, la question étant de savoir s'il faut donner plus de marge de manœuvre aux grandes exploitations. Enfin, les avis sont très divisés sur l'utilisation des biotechnologies en vue d'obtenir des innovations, et notamment sur la question de savoir s'il faut autoriser ou non les cultures et les espèces transgéniques.
- Enfin, de nombreux observateurs estiment que le développement agricole ne progressera que si les ruraux interviennent davantage dans la gouvernance. La méthode pour y parvenir fait moins consensus.

Que peut-on en conclure? Les décideurs peuvent en tirer quatre grands enseignements:

1. Les situations et les expériences varient grandement à travers le continent africain. Il est donc peu probable qu'il existe une solution universelle à tous les problèmes auxquels ce dernier est confronté. Au contraire, l'analyse et le choix des options doivent se faire en grande partie au niveau national. Cela peut être vu de façon positive : si l'agriculture de certains pays a pu se développer et prospérer, alors tel peut être le cas pour d'autres. Malgré sa situation enclavée, le Burkina Faso sahélien (dont les succès dans le domaine de l'agriculture mériteraient d'être davantage connus) est parvenu à le faire, alors pourquoi pas d'autres?

« Reconnaître la diversité et l'hétérogénéité de l'agriculture à travers le continent. Éviter les solutions faciles et biaisées sur le plan idéologique. Reconnaître que l'agriculture est et restera un secteur à part qui ne peut être abordé ni avec une idéologie néoromantique, ni avec une idéologie néolibérale. »

Detlev Puetz, Principal Officier d'Évaluation, Banque africaine de développement

2. Les politiques ne doivent pas forcément être parfaites. Le plus important est de bien appréhender la situation et d'éviter des erreurs majeures. Parmi ces dernières figurent les conflits et l'instabilité politique, le chaos macroéconomique, la taxation très implicite de l'agriculture et le grave sous-investissement dans les infrastructures rurales, les écoles, les centres de soin et la recherche et développement agricole. Ainsi, un pays ayant une macro-économie relativement stable, un climat assez propice aux investissements, qui investit suffisamment dans les biens publics en milieu rural et qui parvient à réduire les défaillances des marchés ruraux, a des chances de voir son agriculture se développer et devenir plus productive. Ce qui doit s'accompagner d'une baisse conséquente de la pauvreté en milieu rural et de progrès dans le domaine de la nutrition.

3. Il est possible d'apprendre beaucoup de l'Afrique. Avec ses cinquante cinq pays, le continent est riche d'expériences diverses et variées. Jusqu'à présent, les expériences de développement rural et agricole n'ont pas été suffisamment évaluées et les leçons tirées de ces analyses potentielles pas suffisamment diffusées. Nous nous sommes beaucoup trop focalisés sur les problèmes, et non sur les succès en vue de les reproduire.
4. La question aujourd'hui est plus particulièrement de savoir si les initiatives lancées ces dernières années (notamment avec le PPDA et l'AGRA) sont les bonnes. L'agriculture a souffert d'un manque d'investissement dans la plupart des régions africaines. Les initiatives tentant de remédier à cela sont les bienvenues. Les nouveaux investissements doivent aller en priorité aux biens publics (infrastructures rurales, écoles, centres de soin, eau et recherche et développement agricole). Ils doivent s'accompagner d'une stabilité macroéconomique et d'efforts en vue de corriger les défaillances du marché.

Reste toutefois la question épineuse des défaillances du marché. Alors qu'il est assez simple de gérer la macroéconomie et de fournir des biens publics, corriger les défaillances du marché est un exercice difficile. Diverses mesures peuvent être appliquées les unes à la suite des autres, comme renforcer les institutions, faciliter les partenariats public-privé, intervenir de façon judicieuse sur le marché et accorder des subventions 'intelligentes' si nécessaire. Il n'est pas facile de déterminer quelle solution convient à telle ou telle situation et seule une méthode par tâtonnements permettra de trouver des réponses efficaces. Les gouvernements devront souvent intervenir pour faciliter, arbitrer et trouver des accords entre parties privées. Pour certains ministères de l'agriculture et leur personnel, cela risque d'être difficile. Cependant, si les besoins sont identifiés et les mesures sont prises, les défis pourront probablement être relevés.

Enfin, si l'objectif de l'agriculture est d'améliorer la nutrition, il faut alors prêter autant attention aux aspects de la nutrition liés à la santé qu'à ceux liés à l'agriculture. L'accès à l'eau potable, à des installations sanitaires et à des mesures de santé fondamentales, comme la vaccination, fait également partie des Objectifs du Millénaire pour le développement. Etant donnés les fonds et la volonté, atteindre ces objectifs est assez simple. S'assurer que les générations futures démarrent bien dans la vie sera bien sûr un immense atout pour l'agriculture sur le long terme.

Quelles conclusions tirer pour les donateurs européens qui tentent d'aider les pays africains, les commissions économiques régionales et l'Union africaine en vue de stimuler le développement agricole ? La plus évidente est de financer et de soutenir les initiatives africaines : cela va sans dire. Au-delà, les donateurs, qui traitent avec de nombreux pays et dans des contextes divers et variés, doivent reconnaître l'importance d'une analyse spécifique par pays et par région. Ils doivent également admettre que si certaines choses sont assez simples à prévoir, à financer et à mettre en œuvre, d'autres grands enjeux nécessitent des tâtonnements pour trouver les réponses adaptées aux situations locales. Les efforts des donateurs doivent également être plus soutenus, pour permettre aux évolutions prometteuses de s'inscrire sur le long terme, avant de s'attaquer à d'autres enjeux et d'y consacrer des fonds. Les donateurs pourraient également s'assurer que les efforts liés au développement sont davantage évalués et que les leçons tirées de ces analyses sont diffusées efficacement auprès des pays .

BIBLIOGRAPHIE

- Anderson, Kym, William Martin, and Dominique van der Mensbrugghe. 2006b. "Doha Merchandise Trade Reform: What is at Stake for Developing Countries?" *World Bank Economic Review* 20 (2):169-95.
- Anderson, Kym, Will Martin & Ernesto Valenzuela, 2006, 'The Relative Importance of Global Agricultural Subsidies and Market Access', **World Bank Policy Research Working Paper 3900**, April 2006, Washington DC: World Bank
- Ariga, Joshua & T.S. Jayne, 2009, Private Sector Responses to Public Investments and Policy Reforms: The Case of Fertilizer and Maize Market Development in Kenya, Revised version 2: September 21, 2009
- Bates, B.C., Z.W. Kundzewicz, S. Wu and J.P. Palutikof, Eds., 2008: Climate Change and Water. Technical Paper of the Intergovernmental Panel on Climate Change, IPCC Secretariat, Geneva
- Bello, Walden, 2008, 'Destroying African Agriculture', **Foreign Policy In Focus**, June 3, 2008 (Washington, DC:) — http://www.fpif.org/articles/destroying_african_agriculture
- Binswanger-Mkhize, Hans & Alex F. McCalla, 2008, 'The Changing Context and Prospects for Agricultural and Rural Development in Africa', **Background Paper**, AfDB-IFAD Joint Evaluation of ARD in Africa. Tunis: African Development Bank & Rome: International Fund for Agricultural Development
- Binswanger-Mkhize, Hans P., Alex F. McCalla & Praful Patel, 2009, Structural Transformation and African Agriculture, Africa Emerging Markets Forum, Cape Town, South Africa, September 13-15, 2009
- Chicago Council on Global Affairs, 2009, Renewing American Leadership in the Fight Against Global Hunger and Poverty. The Chicago Initiative on Global Agricultural Development, Report Issued by an Independent Leaders Group on Global Agricultural Development, Catherine Bertini and Dan Glickman co-chairs, Chicago, Illinois
- Collier, Paul, 2008, 'The politics of hunger. How Illusion and Greed Fan the Food Crisis', **Foreign Affairs**, Nov/Dec 2008 — <http://www.foreignaffairs.com/articles/64607/paul-collier/the-politics-of-hunger>
- Commission for Africa, 2005, **Our common interest**. Report of the Commission for Africa, www.commissionforafrica.org/english/report
- CPRC, 2008, The Chronic Poverty Report 2008 - 09. Escaping Poverty Traps.
- Diarra, S.B., Staatz, J.M., Bingen, R.J. and Dembélé, N.N., 1999, 'The reform of rice milling and marketing in the office du Niger: catalyst for an agricultural success story in Mali', *Staff Paper* 99-26, East Lansing: Department of Agricultural Economics, Michigan State University
- Diarra, Salifou Bakary, John M Staatz, R. James Bingen & Niama Nango Dembélé, 1999, 'The reform of rice milling and marketing in the office du Niger: catalyst for an agricultural success story in Mali', *Staff Paper* 99-26, Department of Agricultural Economics, Michigan State University, East Lansing, Mich.

- EAFF, PROPAC, ROPPA, SACAU & UMAGRI, 2009, The Farmers' Organizations of Africa address the G8, April 2009
- Eicher, C.K., 1995, 'Zimbabwe's maize-based green revolution: preconditions for replication', *World Development*, Vol 23 No 5: 805-18
- FAC, 2008, The Malawi Fertiliser Subsidy Programme: politics and pragmatism, **Briefing Paper** by Blessings Chinsinga, February 2008, Brighton UK: Future Agricultures Consortium
- FAC, 2009, Fertiliser Subsidies: Lessons from Malawi for Kenya, **Briefing Paper**, February 2009, Brighton UK: Future Agricultures Consortium
- Fan, Shenggen & Neetha Rao, 2003, 'Public spending in developing countries: trends, determination, and impact', **EPTD Discussion Paper no. 99**, Environment and Production Technology Division. International Food Policy Research Institute, Washington, D.C.
- FAO, 2009, State of Food Insecurity 2009, Rome: FAO
- Gabre-Madhin, Eleni Z. & Steven Haggblade, 2001, **Successes in African agriculture: results of an expert survey**, International Food Policy Research Institute, Washington DC
- Gabre-Madhin, Eleni Z. & Steven Haggblade, 2001, **Successes in African agriculture: results of an expert survey**, International Food Policy Research Institute, Washington DC
- Haggblade, Steven Peter Hazell, Ingrid Kirsten and Richard Mkandawire, 2003, 'African Agriculture: Past Performance, Future Imperatives', Conference Paper No. 2, presented at the InWEnt, IFPRI, NEPAD, CTA conference, "Successes in African Agriculture", Pretoria, December 1-3, 2003
- Haggblade, Steven Peter Hazell, Ingrid Kirsten and Richard Mkandawire, 2003, 'African Agriculture: Past Performance, Future Imperatives', Conference Paper No. 2, presented at the InWEnt, IFPRI, NEPAD, CTA conference, "Successes in African Agriculture", Pretoria, December 1-3, 2003
- Henao, Julio, and Carlos Baanante. 2006. *Agricultural Production and Soil Nutrient Mining in Africa: Implications for Resource Conservation and Policy Development*. Muscle Shoals, AL: International Center for Soil Fertility and Agricultural Development.
- Holmén, Hans, 2003, 'A green revolution for Africa - does it need to be so controversial?', **Working Paper No. 4 / 2003**, Torino, Italy: International Centre For Economic Research
- Inter-Academy Council, 2004, 'Realizing the promise and potential of African agriculture', Amsterdam, NL
- Jayne, T. S., J. Govereh, A. Mwanumo, J.K. Nyoro & A. Chapoto, 2002, 'False promise or false premise? The experience of food and input market reform in Eastern and Southern Africa', *World Development*, 30 (11), 1967-1985
- Koning, Niek & Eric Smaling, 2005, 'Environmental crisis or 'lie of the land'? The debate on soil degradation in Africa', *Land Use Policy*, 22 (2005) 3-11.
- Losch, Bruno, 2008, La recherche d'une croissance agricole inclusive au cœur de la transition économique africaine. In **Défis Agricoles Africains**, Ed. Jean-Claude Devèze, Karthala, Paris.
- Mazzucato, Valentina & David Niemeijer, 2001, 'Overestimating land degradation, underestimating farmers in the Sahel', **Issues Paper No. 101**, Drylands Programme, International Institute for Environment and Development, London

- McMillan, Della E & Martin I Meltzer, 1996, 'Vector-borne disease control in sub-Saharan Africa: a necessary but partial vision of development', **World Development**, 24 (3), 569-588
- McMillan, Della E., John H. Sanders, Dolores Koenig, Kofi Akwabi-Ameyaw, and Thomas M. Painter, 1998, 'New land is not enough: agricultural performance of new lands settlement in West Africa', **World Development**, 26 (2), 187-211
- Millennium Ecosystem Assessment (MEA), 2005. **Ecosystems and Human Well-being: Synthesis**. Washington, DC: Island Press and World Resources Institute
- Molony, Thomas, 2008, 'Running out of credit: the limitations of mobile telephony in a Tanzanian agricultural marketing system', **Journal of Modern African Studies**, 46, 4 (2008), 637-658
- Mortimore, M., 1993, 'The intensification of the peri-urban agriculture: The Kano Close-Settled Zone, 1964-1986', in B.L. Turner II, G. Hyden, and R.W. Kates (eds), *Population Growth and Agricultural Change in Africa*, Gainesville: University Press of Florida
- Mortimore, Michael, 1993, 'The intensification of the peri-urban agriculture: the Kano close-settled zone, 1964- 1986', in Turner II, B L, Goran Hyden, & Robert W. Kates, editors, **Population growth and agricultural change in Africa**, University Press of Florida, Gainesville, FL
- NEPAD, 2003, Comprehensive Africa Agriculture Development Programme, July 2003
- Overå, Ragnhild, 2006, 'Networks, distance, and trust: Telecommunications development and changing trading practices in Ghana', **World Development**, 34 (7), 1301-15
- Pender, J., F. Place, and S. Ehui, eds. 2006. *Strategies for sustainable land management in the East African highlands*. Washington, D.C.: International Food Policy Research Institute
- Platteau, Jean-Phillippe, 1996, 'Physical infrastructure as a constraint on agricultural growth: the case of Sub-Saharan Africa', *Oxford Development Studies*, 24 (3), 189-219
- Poulton, Colin, Jonathan Kydd and Andrew Dorward, 2004, 'Overcoming Market Constraints to Pro-Poor Agricultural Growth in Sub Saharan Africa', Paper prepared for the Africa Commission, November 2004, Imperial College London
- Reij, C.P. & E.M.A. Smaling, 2008, 'Analyzing successes in agriculture and land management in Sub-Saharan Africa: Is macro-level gloom obscuring positive micro-level change?', **Land Use Policy** 25 (2008) 410-420
- Report of the commission for Africa, 2005. "Our common Interest", Commission for Africa.
- Sachs, J. McArthur, J.W. Schmidt-Traub, G. Kruk, M. Bahadur, C. Faye, M. McCord G. , 2004, "Ending Africa's poverty trap", *Brookings Papers on Economic Activity*, Vol. 1 pp.117 - 240
- Saint-Martin, Gilles, 2009, 'How EU policies could address Africa's food security', *Europe's World*, Spring 2009, <http://www.europesworld.org/NewEnglish/Home/Article/tabid/191/ArticleType/ArticleView/ArticleID/21359/Default.aspx>
- Sánchez, Pedro A., 2002, 'Soil Fertility and Hunger in Africa', *Science*, Vol. 295, 2019-20, 15 March 2002 www.sciencemag.org
- Smith, J., Barau, A.D., Goldman, A. and Mareck, J.H., 1993, 'The role of technology in agricultural intensification: the evolution of maize production in the Northern Guinea Savannah of Nigeria', **Economic Development and Cultural Change**, 42 (3), 537-54

- Tiffen, Mary, Michael Mortimore and Francis Gichuki, 1994, **More people, less erosion: environmental recovery in Kenya**, John Wiley, Chichester
- Tiffen, Mary, Michael Mortimore and Francis Gichuki, 1994, **More people, less erosion: environmental recovery in Kenya**, John Wiley, Chichester
- United Nations, Department of Economic and Social Affairs, Population Division (2009). World Population Prospects: The 2008 Revision, Highlights, Working Paper No. ESA/P/WP.210
- von Braun, Joachim & Ruth Meinzen-Dick, 2009, "Land Grabbing" by Foreign Investors in Developing Countries: Risks and Opportunities', **Policy Brief 13**, April 2009, Washington DC: International Food Policy Research Institute
- Wiggins, Steve, 1995, 'Change in African farming systems between the mid-1970s and the mid-1980s', **Journal of International Development**, 7 (6), 807-46
- Wiggins, Steve & Sharada Keats, 2009, 'Current state of food security in Africa and the Africa-EU partnership on the Millennium Development Goals', **Paper** for Second Joint Experts Group Meeting, Africa-EU MDGs Partnership, 24 March 2009, Pretoria. London: Future Agricultures Consortium & Overseas Development Institute, London
- World Bank, 2007, **World Development Report 2008. Agriculture for Development**, Washington DC: World Bank
- World Bank (IEG), 2007, World Bank Assistance to Agriculture in Sub-Saharan Africa, an Independent Evaluation Group (IEG) Review, Washington DC: World Bank
- World Bank, 2009a, **Awakening Africa's Sleeping Giant. Prospects for Commercial Agriculture in the Guinea Savannah Zone and Beyond**, Washington DC: World Bank
- World Bank, 2009b, **World Development Report 2010. Development and Climate Change**, Washington DC: World Bank

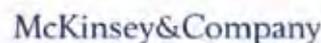
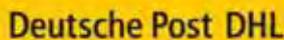
ANNEXE : LISTE DES PERSONNES CONSULTÉES

- Gem Argwings-Kodhek**, Chercheur, Institut de Politique Agricole et de Développement de Tege-meo, Université d'Egerton, Kenya
- Carl Atkin**, Responsable de recherche sur l'industrie agro-alimentaire, Bidwells Agribusiness, Royaume-Uni
- Hans Binswanger**, Professeur Extraordinaire, Institut pour la Recherche Economique et l'Innovation, Université de Technologie de Tshwane, Pretoria, Afrique du Sud
- Ephraim Chirwa**, Professeur d'Économie, Chancellor College, Université du Malawi, Malawi
- Kevin Cleaver**, Vice Président en charge des programmes, Fonds International de Développement Agricole (IFAD), Italie
- Stephen Devereux**, Chercheur, Institut d'Etudes de Développement, Université du Sussex, Royaume-Uni
- Baba Dioum**, Coordinateur Général, Conférence des Ministres de l'Agriculture en Afrique de l'Ouest et Centrale, Senegal interviewé par Sunday Pierre Odjo, Conseiller pour le Commerce et la Politique Agricole au sein de la même organisation
- Andrew Dorward**, Professeur en Économie du Développement, Ecole d'Etudes Orientales et Africaines (SOAS), Université de Londres, Royaume-Uni
- Michael Drinkwater**, Conseiller Programme Senior, CARE International
- Albert Engel**, Directeur du Département Agriculture, Alimentation et Pêche, Coopération technique allemande (GTZ), Allemagne
- Bernard Esnouf**, Responsable du Développement Agricole et Rural, Agence Française de Développement (AFD), France
- Shenggen Fan**, Directeur Général, Institut International de Recherche sur les Politiques Alimentaires, Etats-Unis
- Fiona Hall**, Parlementaire, Membre de la Commission de l'industrie, recherche et énergie du Parlement européen, Chef des libéraux démocrates du Royaume-Uni au Parlement européen
- Frédéric Mousseau**, Conseiller en Politiques Humanitaires, Oxfam
- Sam Moyo**, Professeur et Directeur exécutif de l'Institut africain d'Études agraires (AIAS), Harare, Zimbabwe
- Mungara Njoroge**, Actis, Kenya
- Colin Poulton**, Chercheur, Ecole des Etudes Orientales et Africaines (SOAS), Université de Londres, Royaume-Uni
- Detlev Puetz**, Principal Officier d'Evaluation, Banque Africaine de Développement (AfDB), Tunisie
- Ruth Rawling**, Vice-Présidente, Affaires Publiques pour l'Europe et l'Afrique, Cargill
- Dan Taylor**, Directeur, Find Your Feet (FYF), Royaume-Uni
- Amdissa Teshome**, Consultant, AZ Consult, Addis-Abeba, Ethiopie
- Giulia Di Tommaso**, Directrice, Politique Légale et Relations Internationales, Unilever



Friends of Europe Les amis de l'Europe

Friends of Europe – Les Amis de l'Europe remercie ses partenaires VIP
(Visibilité – Influence – Plateforme)



European Active Citizenship

Avec le soutien de la Commission européenne :
Soutenir les organisations actives au niveau européen
pour promouvoir une citoyenneté européenne active